



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Bon vwayaj kanmarad nou Jean-Baptiste Jean Ristil

Page 6

QUI EST LAURENT LAMOTHE?

Voir page 14

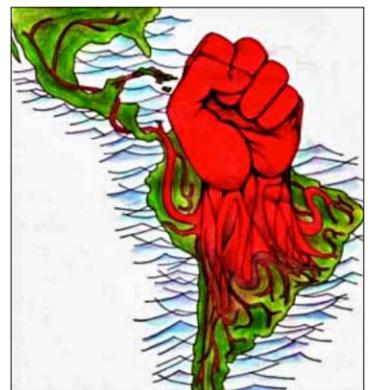


Laurent Lamothe, le Premier ministre désigné pour remplacer Garry Conille est le cerveau du président haïtien Michel Martelly



29 février 2004 - 29 Février 2012 : 8 ans du Coup d'Etat-Kidnapping, Lavalas dit encore NON

Page 8



Toujours rebelle l'Amérique latine ? Mouvements sociaux, contestations et pouvoirs de Tijuana à Ushuaïa

Page 10



Voir page 4

DOUBLE NATIONALITÉ : A QUAND LE DÉBLOCAGE DE LA SITUATION POLITIQUE ?

Les sénateurs Joseph Lambert et Moïse Jean-Charles, au cours du congrès de la plateforme politique INITE qui s'est déroulé à Mirebalais du 1er au 3 mars 2012



Hillary Clinton et les crimes de guerre au Moyen-Orient

Page 17

Des preuves dites-vous ? En voilà!

Par Berthony Dupont

Il ne fait aucun doute maintenant, Joseph Michel Martelly que les pays impérialistes ont catapulté à la Haute Magistrature de la Nation Haïtienne pour continuer leur hégémonie n'était pas éligible pour être président d'Haïti. A cet égard, c'est parce que nos parlementaires ne veulent pas prendre leur responsabilité devant l'histoire, attendant surtout des pots de vin, qu'ils préfèrent tergiverser encore sur l'acte indigne de Martelly, concocté à bon escient par Washington afin de l'utiliser dans ses propres intérêts.

Il est donc clair que l'impérialisme américain par tous les moyens cherche à sauvegarder son système de domination complète en empêchant non seulement la contagion venue d'idéaux progressistes, mais également l'accession du pays à une indépendance véritable.

Ainsi, de combien de preuves en plus avons-nous besoin pour finir par admettre que le président a fraudé en utilisant deux noms Michel et Michael Martelly. Des preuves sont là pour étayer la fraude (voir fac-similés de documents compromettants, p.4)

Nous avons trop d'indices pouvant nous permettre de clarifier que les soupçons n'étaient pas insignifiants. Les dernières révélations apportant des preuves palpables, viennent mettre à nu les actions odieuses de Martelly. Il est grand temps de finir avec cette affaire de passeports, afin qu'un tribunal soit monté pour les fins nécessaires car nous ne pouvons pas laisser trop traîner cette mésaventure, de sorte qu'elle ne finisse pas à l'avantage des comploteurs. Personne ne peut ignorer l'apport positif d'un tel jugement qui éclairerait certains aspects de la complicité et de la responsabilité des Etats-Unis dans tout cela. Il est évident que beaucoup plus aurait pu être fait dans cette direction, si seulement nous étions décidés à éviter, que systématiquement, les manipulateurs et mercenaires au Parlement ne s'arrangent pour se laisser orienter vers un compromis dicté par des puissances tutrices.

Il n'est pas possible que les Etats-Unis continuent à tout manipuler dans le pays, d'autant qu'on les voit, sans gêne aucune, se faufiler au Parlement, à la Primature, au Palais national et dans toutes nos institutions. Ce sont eux qui nous ont mis dans cette impasse et maintenant c'est encore eux-mêmes qui manoeuvrent autour de cette affaire pour en créer la sortie. Ils ont sous leur contrôle le parlement et l'exécutif. Quelle a été en effet la raison pour laquelle Cheryl Mills, cheffe de cabinet de la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a rencontré différents parlementaires, en les exhortant à assumer le processus démocratique. Quel processus démocratique, si ce n'est le renvoi de Martelly pour déclarer les élections générales dans le pays. Tout autre arrangement ne fera que planification pour maintenir en place un régime corrompu et perpétuer la domination

étrangère capitaliste. Voilà pourquoi, Kenneth Merten pour sa part souhaite la formation d'un gouvernement dans le meilleur délai de façon à exorciser l'ambiance. Le président du Sénat Desras Simon Dieuseul a montré clairement qu'il approuve la voie impériale en exigeant la publication de l'amendement constitutionnel. Amendement pour faire quoi ? Pour monter un Conseil électoral permanent qui sera contrôlé par qui ? Par les mêmes puissances étrangères et de plus pour empêcher de nouvelles élections suite à l'affaire de nationalité étrangère, de fraude du président Martelly.

Il faut que nous disions Non aux manœuvres des Etats-Unis et de leurs laquais locaux. Martelly n'est pas autorisé à publier un quelconque amendement et de plus, il n'a ni la dignité morale ni la légitimité constitutionnelle en tant que violeur flagrant de cette Constitution pour le faire. On ne peut pas demander à un président illégal d'engager le pays dans des actions illégales. Il faut qu'il y ait un moyen pour freiner et les Etats-Unis dans ce tour de passe-passe qu'ils sont en train de nous tourner jusqu'à nous étourdir et ce pantin de président qui nous déshonore. Martelly est sous investigation, il n'est pas habilité à nommer un Premier ministre, en d'autres termes le régime du 14 mai 2011 est illégal, il n'y a pas lieu même au parlement de parler de Premier ministre.

A ce stade, il nous faut mettre les États-Unis et leurs ténébreux acolytes le dos au mur. Et seul le peuple haïtien a les moyens et les capacités de contraindre l'impérialisme et de lui faire abandonner notre territoire, ce qui est notre raison d'être.

Il est impératif que les dirigeants populaires prennent leur responsabilité historique. Les faits viennent de démontrer que même quand vous faites silence pour vous faire oublier, ils reviennent à la charge contre vous car l'ennemi ne pardonne et n'oublie jamais, pourvue que ses intérêts soient menacés.

Mais comment peut-on faire silence quand on a des ennemis et surtout des ennemis de la trempe de l'impérialisme. Qui donc oserait demander à Castro ou à Chavez de faire silence, de ne pas dénoncer quotidiennement et catégoriquement les actes malsains et malhonnêtes de l'impérialisme américain. Que le combattre constamment est une obligation !

Les événements qui se sont produits et qui ont entraîné des remous dans la presse, nous démontrent encore une fois à quel point l'impérialisme ne désarme pas et que le monde qui l'entoure est impie. Pourquoi donc a-t-il choisi ce moment précis pour attaquer Aristide ? Cette offensive entre justement dans le cadre de lui créer bien des obstacles au cas où la crise se dégénérerait et qu'on aurait à se diriger vers de nouvelles élections présidentielles.

Elections OUI ! Amendement NON ! Elections OUI ! Occupations NON ! De si beaux mots d'ordre pour les jours à venir !

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudél C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Râteau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$80 pour un an
 \$42 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Manifestation à Jacmel en faveur de 3 jeunes filles assassinées

Par Jackson Rateau

Le mardi 28 février dernier, à la ville de Jacmel, Sud-est, suite à la disparition de 3 jeunes filles, Tannique Cadet, Sabine Cadet et Judith Philogène le samedi 11 février 2012, un grand mouvement de protestation a été organisé par les élèves et les parents des victimes.

Les manifestants qui ont passé plus de 4 heures à arpenter les rues, ont réclamé justice pour les 3 jeunes filles assassinées. La manifestation se di-

rigeait vers le cimetière quand elle a été infiltrée par un autre groupe de protestataires qui exploitait l'espace pour faire passer ses revendications. Rappelons que les cadavres des 3 jeunes filles ont été retrouvés dans la ville de Petit-Goâve le lundi 13 février 2012. « Que justice nous soit rendue pour nos camarades assassinées ! C'est ce que nous exigeons des autorités. Nous les jeunes évoluant dans cette société injuste, nous avons beaucoup de problèmes. Nous avons trop souffert. En tant qu'étudiants, futur de ce pays, nous avons du mal à

apprendre, nous vivons sans la paix. Nous sommes frustrés, mal en point, à bout », s'est indigné Augustin Jean Michel, président du comité de la classe de philo d'une école de Jacmel. « La famille est complètement détruite. Je demande à la police d'accélérer son enquête. Je n'ignore pas que les criminels peuvent s'enfuir. Toutefois, si la justice et la police s'accordent à travailler ensemble sur le dossier, elles saisiront les coupables, j'en suis confiant », a déclaré Max Sito Cadet, l'unique membre de la famille qui reste.

Un prévenu abattu aux Cayes par son propre juge

Le jeudi 1er mars dernier, dans la commune de Chantal, Cayes, département du Sud, un prévenu, Marcelin Dorestant, 40 ans, a été abattu d'une balle à la tête par le juge de paix, Jean Vaval Barthélémy.

La victime qui a rendu l'âme dans la soirée du jeudi 1er mars 2012, à l'Hôpital Immaculée Conception des Cayes, était en train d'être auditionné par le juge Barthélémy pour avoir eu une altercation avec un autre citoyen de la localité. Selon la déclaration de l'assassin, le prévenu Dorestant avait tenté de fuir, alors, il l'a abattu à bout portant. « Nous avons été informé de l'incident malheureux survenu dans la commune de Chantal. Dommage que ce soit un juge de paix suppléant qui est impliqué dans le crime. Il s'agit, en

fait, d'un prévenu qu'on lui avait emmené. Suivant la déclaration du juge Barthélémy, au moment de l'audition de l'inculpé, ce dernier s'est enfui. Poursuivant le fugitif avec son arme à feu, il l'a tiré à la tête. Sitôt alerté, en tant que commissaire du gouvernement, je me suis fait le devoir d'acheminer le dossier au parquet des Cayes », a fait savoir le chef du parquet des Cayes, Jean Marie Salomon.

D'autre part, en conséquence de cet assassinat, le lundi 5 mars 2012, une grève a été observée par les cadres médicaux de l'hôpital (médecins et infirmières), pour avoir subi des menaces de la part du commissaire Salomon au moment qu'ils étaient en train d'administrer des soins à la victime, Dorestant. Ils ont exigé des conditions de reprise des

travaux comme la sécurité de la salle d'urgence, l'élimination du procès verbal dressé par le commissaire... « Nous observons un arrêt de travail à cause du fait que le commissaire du gouvernement et ses hommes ont violé l'enceinte de l'hôpital. Pour la reprise des travaux, nous exigeons, premièrement : La sécurité de la salle d'urgence, deuxièmement : Le retrait ou l'annulation du procès verbal rédigé avec le nom du médecin de service, troisièmement : Le remise du dossier médical qui est un document strictement confidentiel.

Nous regrettons que la population ait à en souffrir, mais le commissaire doit savoir que l'espace d'un hôpital où l'on administre des soins de santé, est inviolable », a précisé le médecin Jean Wagner Pierre.

Un citoyen abattu dans la ville de Cabaret

Le dimanche 26 février dernier, à Cabaret, 30 Km, nord de Port-Au-Prince, le citoyen Guy Joseph Dormé, propriétaire d'une banque de « borlette », se trouvant juste en face de la Route Nationale # 1, a été abattu d'une balle au cou par des bandits armés appartenant à un gang de la ville dirigé par un certain Guerlin ainsi connu.

« Le dimanche 26 février dernier, on a assassiné le citoyen Guy Dormé Joseph. Il est un marchand de borlette à la ville de Cabaret, ayant sa

banque juste en face de la Route Nationale # 1. On l'a abattu d'une balle au cou. Il est mort sur le champ. Un certain Guerlin, activement recherché par la police, est le chef d'un gang, opérant tambour battant dans la ville, est indexé être le présumé auteur de ce crime. La police est de bonne volonté, mais aussi impuissante à pouvoir contrecarrer les bandits de la zone. Le commissariat de Cabaret doit être renforcé en ressources humaines et matériels », a ainsi précisé le maire de Cabaret, Will Thomas.

Une fillette de 4 ans kidnappée, retrouvée à Léogâne

Le mardi 28 février dernier, Déborah Estada Rosier, une fillette âgée de 4 ans, a été enlevée par un groupe de bandits armés dans son école « Maison Plein Soleil » située à Fontamara 27. Le matin du vendredi 2 mars, la petite Déborah a été retrouvée dans une vieille maison à Léogâne. Un des bandits, Aenald Jeudy, faisant partie de la bande qui avait kidnappé l'enfant, a été appréhendé,

accompagné de sa mère dans la dite maison. Ces deux individus qui ont été écroués par la police, étaient chargés de surveiller l'otage.

Selon le responsable du commissariat de Léogâne, Makerly Aristil, en dépit d'une rançon de 12 mille dollars US, versée par les parents de la fillette, elle était gardée en captivité jusqu'à sa mise en liberté par la police ce vendredi.

Rabais! Le riz parfumé au meilleur goût, cuit en 12 minutes.

Rabais! Champion: Le meilleur Riz Basmati du monde

Rabais! Groenland, du lait frais à 100% pur.

Rabais! Patent Barley & Glucose de la marque Dr Robert rendent les enfants plus forts et coûtent moins chers. Bouillis ou refroidis.

Rabais! Délicieux: Real Guyana Chowmein, la recette au dos du sachet.

Rabais! Le Thé Senna de la marque Dr Robert, nettoie l'estomac.

Rabais! Champion: Meilleur farine pour la pâtisserie.

Rabais! Beurre du marque Anchor, pour les yeux et la peau.

Un paquet de fromage Tip-Top vous assurent 8 sandwiches.

Les Meilleurs Biscuits au monde sont du marque Break-O-Day: Noix de coco "Nice", "Puff" citron, les Biscuits du gingembre "Snack Up," biscuits et craquelins en fromage.

Rich & Tasty Quality Cookies REAL NICE Biscuit

Rich & Tasty Quality Cookies REAL Lemon Puff Biscuit

Rich & Tasty Quality Cookies REAL Ginger Biscuit

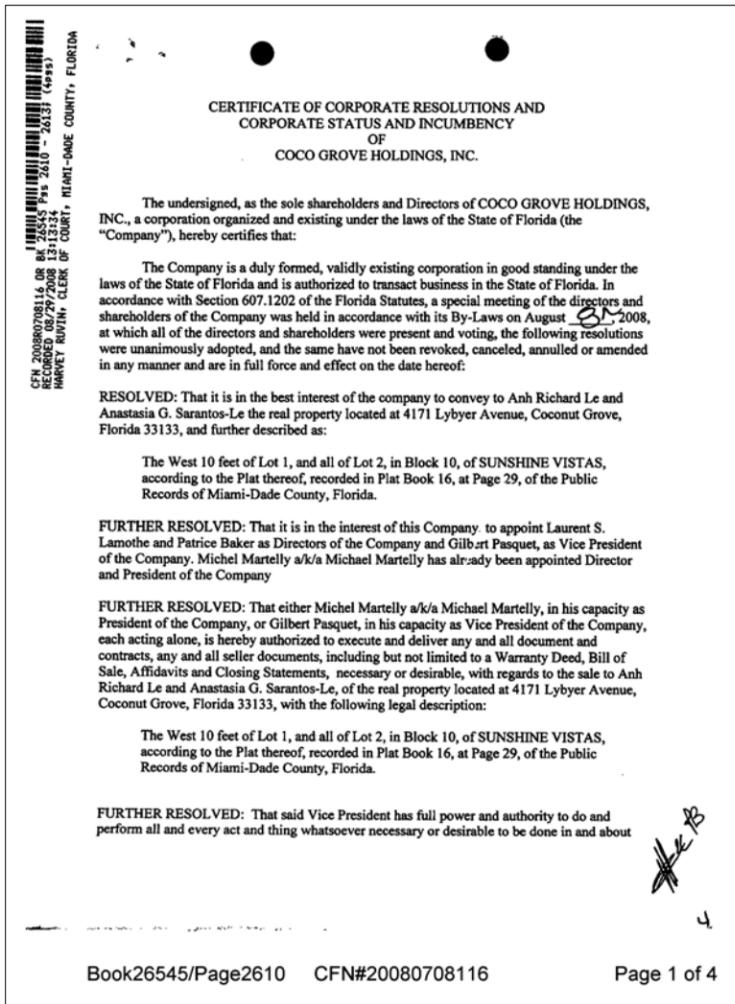
Look on all store shelves, supermarkets, delis & discount stores. Wholesale: **AFN 908-486-0077**. Blue Angel, 24 Brooklyn Terminal Market, Brooklyn, NY.

Double nationalité : A quand le débloqué de la situation politique ?

Par Thomas Peralte

Depuis l'accession de Michel Joseph Martelly, le pays ne cesse de patager dans des crises récurrentes et des conflits ouverts entre les deux grands pouvoirs de l'Etat : Exécutif et Législatif. Des attaques venues de président Martelly en personne contre des médias et la presse qu'on appelle quatrième pouvoir, sont monnaie courante. La marche à grand pas vers le rétablissement d'un régime dictatorial, rétrograde constitue l'une des caractéristiques du pouvoir en place. Le support ouvert à l'ancien dictateur Jean Claude Duvalier, en influençant la décision du juge d'instruction était clair et précis. La révocation arbitraire illégale des Conseils municipaux élus figure également parmi les dérives du pouvoir « Tèt Kale » de Martelly. La question de la double nationalité présumée du président Martelly a une fois de plus bloqué l'avancement de tous les dossiers au niveau du Parlement haïtien. Des secteurs de la vie nationale ont critiqué le comportement du président Martelly qui a catégoriquement refusé de collaborer avec la Commission d'enquête sur la double nationalité.

Dans la foulée, les partis politiques qui détiennent une majorité apparente au niveau du Parlement posent comme conditions sine qua non à l'étude des dossiers d'un Premier ministre désigné, la collaboration du président Martelly à la Commission d'enquête du Sénat de la République. C'est le cas de la plateforme politique INITE qui s'est vu obligée d'opérer un changement à la tête de cette plateforme électorale. Lors d'une assemblée extraordinaire à Mirebalais du premier au 3 mars écoulé autour du thème « Kote nou ye, kote nou prale », le député des Desdunes, l'actuel président de la Chambre des députés est devenu le coordonnateur général de l'INITE en remplacement du sénateur Joseph Lambert. Dans une déclaration de Mirebalais lue par l'ex-ministre de la Justice, Paul Denis, l'INITE a énuméré un ensemble de dérives du régime de « Tèt Kale-Sweet Micky ». « Il est évident aujourd'hui que les nouveaux dirigeants se sont déjà attelés à effacer les conquêtes démocratiques du peuple haïtien depuis 86. Les signaux suivants, captés depuis un certain temps rappellent étrangement du déjà vu, du déjà vécu : « Refus de publier les amendements de la Constitution. Refus de respecter les prérogatives du Parlement. Arrestation arbitraire d'un député malgré son immunité consacrée par la constitution. Propos irrespectueux à l'égard des journalistes, des organes de presse et des Parlementaires. Manifestation publique d'intention d'instaurer



DANS CE DOCUMENT D'UN TRIBUNAL DU COMTÉ DE MIAMI- DADE, FLORIDA, LE TEXTE, AUX PARAGRAPHES 5 ET 6, SE RÉFÈRE A : Michel Martelly a/k/a Michael Martelly. L'abréviation a/k/a signifie « alias » (littéralement : also known as)

une présidence à vie. Propagande mensongère. Violation de l'espace Universitaire avec violence contre les personnes et les biens. Mise en place d'une milice aux fins de répression. » Et dans sa résolution lue par le député Sorel Jacinthe, l'INITE déclare entre autres : « Le refus persistant de l'Exécutif de respecter les prérogatives constitutionnelles du Parlement constitue une grave menace pour la constitution d'un Etat de droit et une source d'instabilité pour le pays. » L'INITE invite toutes les forces démocratiques du pays à s'unir, à se mobiliser en vue de bloquer toute velléité du régime actuel à revenir sur les conquêtes démocratiques du peuple haïtien et de préparer l'avènement d'une nouvelle ère de progrès et de justice sociale pour le pays.

A la fin de ce rassemblement, le sénateur du Nord Moïse Jean Charles a ainsi exprimé sa satisfaction : « Le fait que le sénateur Lambert ne pourra pas prendre ses décisions unilatérales,

je suis satisfait. A Mirebalais, je suis satisfait pour deux raisons : 1- Le sénateur Lambert n'est plus coordonnateur général de l'INITE, il ne peut pas prendre des décisions unilatérales. 2- Nous avons trouvé le support de tous les membres de la plateforme pour ne pas faire partie d'aucun gouvernement dans n'importe quelle condition. » A indiqué Moïse Jean Charles. Il s'est dit très réconforté des révélations de son collègue, le sénateur Anick Joseph François, sur des suspicions qui planent sur la nationalité étrangère du président haïtien Michel Joseph Martelly.

Le jeudi premier mars dernier, le sénateur de l'Artibonite a dénoncé le laxisme de la commission d'enquête sur la nationalité des dirigeants haïtiens présidée par Joseph Lambert et il a encouragé ses collègues à consulter des archives de prison des Etats-Unis où le président Martelly était incarcéré et d'autres archives devant conduire à la vraie nationalité du ci-



Report Selection Criteria

Case ID: 502007DR002255XXXXMB
Docket Start Date:
Docket Ending Date:

Case Description

Case ID: 502007DR002255XXXXMB
Case Caption: **SABINE JEAN-JACQUES V MICHAEL MARTELLY**
Division: FD - SMALL
Filing Date: Tuesday, February 20th, 2007
Court: DR - DOMESTIC RELATIONS/FAMILY
Location: MB - MAIN BRANCH
Jury: N-Non Jury
Type: UR - URESA/UIFSA RESPONDING
Status: DJ - DISPOSED BY JUDGE

Related Cases

No related cases were found.

Filing Date: 20-FEB-2007

Filing Party: JEAN-JACQUES, SABINE
Disposition Amount:
Docket Text: none.

RCPT - RECEIPT FOR PAYMENT

Filing Date: 20-FEB-2007
Filing Party: JEAN-JACQUES, SABINE
Disposition Amount:
Docket Text: A Payment of -\$256.00 was made on receipt DRMB97272.
1 PET - PETITION
Filing Date: 20-FEB-2007
Filing Party: SHINOHARA, ESQ, LEIGH RISA
Disposition Amount:
Docket Text: **ESTABLISHMENT OF PATERNITY ORDER FOR CHILD SUPPORT, MEDICAL COVERAGE WITH ATTCHS**

PORTIONS D'UN DOCUMENT ÉMANANT D'UN TRIBUNAL DE PALM BEACH COUNTY, FLORIDA, TÊMOIGNANT DE LA PRÉSENCE DE MICHAEL MARTELLY COMPARU LE 20 FEVRIER 2007 ET SOMMÉ DE VERSER UNE PENSION ALIMENTAIRE POUR ENFANT (CHILD SUPPORT) A SABINE JEAN-JACQUES.

toyen Michel Joseph Martelly. Après cette déclaration fracassante du sénateur Anick, de graves menaces de mort planent sur l'élu de l'Artibonite et qui poussent le président du Sénat, Dieuseul Simon Desras à les dénoncer publiquement.

Parallèlement, un groupe de sénateurs ont adopté, en conférence des présidents de Commissions, mardi 28 février dernier une résolution très ferme, conditionnant le processus de la ratification d'un nouveau Premier ministre à la soumission des documents de voyage du président Michel Martelly à la commission d'enquête. Cette résolution a été introduite à l'assemblée des sénateurs par l'élu du nord, le sénateur Westner Polycarpe et dans laquelle il a sommairement énuméré les dérives dictatoriales du président Martelly menaçant le processus de l'établissement d'un Etat démocratique de droit et déclaré du même coup inacceptable le refus catégorique du citoyen Michel Joseph Martelly de soumettre ses documents de voyage à la commission d'enquête parlementaire de vérification des nationalités de hauts dignitaires de l'Etat, ce en violation flagrante de la constitution haïtienne en vigueur. Soumis au nom de l'Etat de droit, de l'éthique politique et en vertu des fonctions régaliennes du Sénat de la République, la résolution a fait injonction au président du Sénat, Dieuseul Simon Desras de surseoir immédiatement et ceci jusqu'à nouvel ordre à toutes les consultations avec le président Martelly désormais en rébellion avec les prérogatives constitutionnelles du Sénat de la République. A bout de patience, des membres de la commission d'enquête ont adressé ce lundi 5 mars une dernière correspondance au président Martelly pour lui demander amiablement une dernière fois de faciliter le travail de ladite commission.

En attendant la réponse du président, les sénateurs conditionnent l'analyse des pièces du Premier ministre désigné au dépôt des documents de voyage de Michel Martelly soupçonné de nationalité étrangère, ce qui est contraire aux dispositions constitutionnelles. Toutefois, le président Martelly de son côté a promis vaguement la publication des amendements falsifiés de la constitution haïtienne de 1987, la formation d'un Conseil Electoral Permanent, l'installation du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire et autres. Et parlant des amendements truqués de la constitution « Le groupe de travail indépendant sur l'amendement de la Constitution de

1987 présidé par Me Gérard Gourgue, a transmis à la présidence son rapport le vendredi 2 Mars 2012. Les conclusions de ce rapport seraient totalement défavorables et la commission recommande au président Michel Martelly de ne pas publier la version de la Constitution amendée, reconstituée par un groupe de parlementaires assistés de membres de la société civile. « Ce que nous avons découvert est accablant. Tout le monde a triché ou triché dans cette affaire pour faire passer son point de vue, loin de ce qui a été voté réellement lors de la fameuse séance de vote des amendements en Assemblée nationale » A-t-on indiqué.

Dans ce jeu politique macabre donnant donnant entre l'Exécutif et Législatif, la Communauté internationale ne reste pas indifférente, ses représentants en Haïti ou des envoyés spéciaux ont engagé des démarches auprès des deux grands pouvoirs de l'Etat. Le jeudi premier mars 2012, une réunion s'est tenue au palais national entre le président Martelly et les ambassadeurs de différents pays accrédités en Haïti dans ce sens. A l'issue de cette réunion le chef civil des forces d'occupation de l'ONU, la MINUSTAH, Mariano Fernandez Amunátegui a déclaré : « Je dirais que c'est positif, que le Président a déjà fait le choix d'un candidat pour le poste de Premier Ministre, maintenant c'est une question au niveau du Parlement d'approuver ou non. Pour nous, la question principale c'est qu'Haïti doit être doté d'un gouvernement pour attendre tous les objectifs que nous avons, surtout dans le domaine institutionnel. Nous avons eu une très bonne réunion sur la question des prochaines élections, avec tout le Corps Diplomatique et les organisations internationales. J'espère qu'Haïti aura, aussitôt que possible, un Premier Ministre. Le message que j'ai reçu du gouvernement, c'est qu'après l'approbation du Premier Ministre Lamothe, on va avoir tout de suite la publication des amendements constitutionnels, le calendrier pour les élections, l'avancement dans le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire etc. Pour la Minustah et pour la communauté internationale, c'est un point positif important. Aujourd'hui, il y a une déclaration formelle de M. Lamothe, sur les prochaines élections, qui dit qu'aussitôt qu'on aura approuvé au Parlement le nouveau Premier Ministre, il [le Gouvernement] publiera les amendements constitutionnels et on aura le calendrier pour les élections...»

RADIO PA NOU

1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

67 Khz

www.radyopanou.com

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940- 3861

Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

THE BIBLE SPEAKS ACADEMY

5205 Foster Avenue, Brooklyn, NY 11203

Preschool & Kindergarten

We have a few rare openings and are now accepting applications! The Bible Speaks Academy offers a happy, safe and loving environment for you to leave your children for the day. Our prices are reasonable, our staff is highly qualified and our location provides a feeling of security and familiarity for the children.

Take a look at the amenities we offer:

- 18 months & up • Breakfast & lunch provided
- Preschool curriculum designed to ready kids for Kindergarten & beyond
- Reasonable rates • Vouchers accepted
- Extended hours • Class Trips

Registration throughout the year

For more information call:
718-629-4009

Fougueux GNBistes de 2004, leve kanpe!

«Ah que les temps ont changé !
Révolution pa kab fèt momentané»
Manno Charlemagne

Par Fanfan La Tulipe

C'est bien vrai, ce que les temps ont changé. Le fou Micky fait des siennes, mais il n'est plus question de caravane allant porter à travers le pays un Nouveau Contrat Social, pensé, cogité, médité, macorné, raisonné, élaboré, ordonné, ordonnancé, édité, publié par un grand ami des masses haïtiennes, génial paladin aux 184 cornes sciées, héraut des revendications de toutes les classes sociales réunies et unies pwason kraze nan bouyon, parangon de justice sociale, le richissime André Apaid Junior, haïtianissime, nationalissime, dessalinissime, christophissime, qui n'hésiterait pas à vous sortir un gros mensonge nationaliste éculé à savoir, par exemple, qu'un aïeul du côté maternel a été aussi signataire de l'acte de l'Indépendance.

Que sont devenus les *militon* du temps qui passe ? Que sont devenus les *militon* recrutés parmi des étudiants stipendiés qui, en 2003-2004, suivaient bêtement, bêtètement, étourdiment, stupidement, sottement, maladroitement de moins bêtes qu'eux qui réglèrent leur contentieux de classe avec ceux que le pouvoir d'alors était censé symboliser. Ah que les temps ont changé ! La patrie est en danger avec un jeune fou à la tête du pays, mais on ne voit plus déambuler par les rues de Port-au-Prince le dégingandé Paul Denis, réclamant, comme en 2003, le départ d'un président jugé dictatorial. Transfuge frioleux et honteux de l'OPL, roulibeur, resquilleur, accapareur, dappiyanpeur, grand mangeur du renèpréalisme *sankoutcha*, *manfouben*, *penyenlage*, Denis aujourd'hui est à l'affût d'un os que Martelly aurait fini de sucer pour le lancer *alagouj* aux plus *akrèk* des politiciens.

Ah que les temps ont changé ! En 2003, on parlait de «chimères», vrais «chimères» ou faux chimères grassement payés par les 184 ? Jeunes Labanière sortis des manches d'Andy Apaid ? Hier, c'était des «chimères» qui avaient perpétré, selon les radios GNBistes, des «violences insensées et inouïes dans les locaux de la Faculté des Sciences Humaines et de l'INA-GHEI». Aujourd'hui, c'est le président Martelly lui-même, soi-même, lui-même même, qui à la tête de ses «chimères» roses, de ses hommes de main a donné l'assaut à la Faculté d'Ethnologie. On a vu sur le Net les images «insensées et inouïes» de bris de mobilier. Des vols d'ordinateurs ont été rapportés. Pourtant, ladite société civile et les politiciens en quête de pouvoir et de pognon n'ont pas encore gagné les rues.

Le président aurait saisi un étudiant à la gorge tandis qu'un de ses sbires, mû par un instinct carnivore, aurait mordu un autre étudiant à l'oreille. Ah que je suis heureux (non pas de cette morsure animale) mais du fait que Pierre Marie Paquiot, Recteur aux affaires académiques à l'UEH, n'ait pas été ce jour-là sur le chemin du président, autrement il aurait eu non seulement les deux jambes cassées, mais aussi les deux bras, la tête et la gueule. Comme *degi*, il se serait fait engueuler par le dégueulasse Roro Nelson, alias Boa constrictor, le grand étouffeur dans l'entourage du président. En passant, les GNBistes auraient pu interviewer le radiologue qui leur aurait montré les os cassés

de Paquiot. Ça aurait fait une sacrée belle manchette au journal Le Matin, car on a vraiment pas besoin d'être médecin, radiologue, pour identifier une fracture surtout causée par des barres de fer (voir les deux images radiologiques).

Les temps ont changé pour beaucoup d'intellos. Occupés à apprendre aux femmes occidentales «comment faire l'amour avec un nègre sans se fatiguer» (quelle connerie !), à se faufiler sur les plateaux parisiens ou montréalais de télé, à renifler les aisselles *santidou* de Régis Debray jusqu'à mériter *mal kou byen* un Goncourt, un Femina, ou un Renaudot, ils n'ont plus le temps (ou peut-être le courage) de former un «Collectif du NON» qui dénoncerait «la campagne de propagande [de l'école gratuite] aux fins de légitimation d'un pouvoir usurpé et reconnu aujourd'hui comme [devenant] despotique et totalitaire». Reprenons donc en chœur avec le poète : «qui ose rire dans le noir ?» Eh bien, ce sont des artistes, écrivains/nés, intellectuels/elles, éducateurs/trices qui n'osent plus parler de «*dérive totalitaire, l'incompétence et la corruption qui caractérisent l'actuel gouvernement*», car en dérive eux-mêmes vers des rives de classe qui les ont accueillis à bras ouverts.

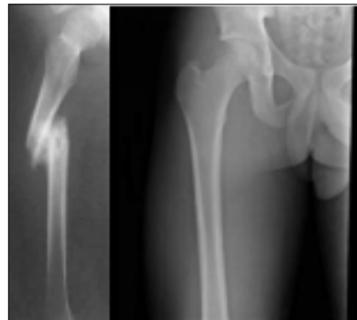
En 2003, ces intellos traîtres à la mémoire du fondateur de la patrie, retranchés derrière le prétexte que «*ce gouvernement [Lavalas] installe à dessein la société haïtienne dans l'insécurité aux seules fins de se perpétuer au pouvoir* » reconnaissent que «*les conditions d'existence révolutionnaires de huit millions d'Haïtiens et d'Haïtiennes ne font que se détériorer, face à l'incapacité et l'inaction d'un gouvernement qui dilapide, gaspille les fonds publics et détruit la structure administratives*». Ils sont muets aujourd'hui, Martelly, à leurs yeux sans doute, aurait fait complètement reculer l'insécurité, et sorti huit millions d'Haïtiens et d'Haïtiennes de la misère pour les faire accéder à une pauvreté digne. Peut-être que dans leur esprit égaré et ratatiné, jamais dans l'histoire d'Haïti aucun gouvernement, n'a été aussi soucieux d'économie, de bonne gouvernance, des besoins des masses, que celui de Martelly.

Où es-tu, Liliane Pierre-Paul, pardon, j'ai la bouche sûrette aujourd'hui. Où es-tu Lili ? Que de-

viens-tu Lili ? Tu étais très active, même hyperactive en ces années de vache grasse politique pour le camp GNBiste soutenu *anba anba*, parfois même *anwo anwo* par une certaine communauté internationale, franco-canado-états-unienne. Rappelle-toi, la mouvance *grennanbounda* était alors stimulée par les gymnastiques guerrières de la bande à Guy Philippe, le bras armé de la fronde d'opposition macouto-GNBiste, nonobstant les divagations et fumeux exercices de style oratoires de votre directeur Dandin. Dans un langage nébuleux et vaporeux, ce monsieur cherche à montrer, dès que l'occasion se présente, que les graines au cul et les militaires évoluaient séparément. Ils se seraient rencontrés miraculeusement par une sorte d'opération du Saint Esprit en fin de parcours. *Jodi a*, Lili, il faut montrer du doigt Roro Nelson, Roro l'étrangleur, le constrictor, l'étouffeur et quelques autres boas du pouvoir. Il faut reprendre tes (hyper) activités oppositionnelles, vigoureusement, comme avant, et revenir à cette formule chère aux *grennanbounda*-tistes : «*foke l'ale*». D'autant que, à vos âges madame, un autre exil *ap fini avè w*.

Où êtes-vous, Guy Philippe ? La patrie est en danger. Quand allez-vous venir au secours des *grennanbounda* civils qui ne manquent sans doute pas de cul mais sont cruellement dépourvus de cran. Ces *dyòtalèlè* qui ne sont rien sans des forces militaires pour brimer les masses et les protéger, peuvent seulement crâner, fanfaronner, bravacher, frimer, plastronner. C'est pourquoi, par tel ambassadeur interposé, ils vous ont demandé de faire pour eux le sale boulot de mettre une partie du pays à feu et à sang jusqu'au kidnapping du 29 février 2004, n'en déplaise à notre chère Liliane qui persiste à parler de démission. Vous vous imaginant *yon afè*, et peut-être un *kanson fè*, espèce de nigaud macouto-féodal que vous êtes, vous vous êtes laissé prendre au piège des Apaid, Charles Henry Baker, Victor Benoît, Gérard Gourgue, Serges Gilles et autres ouistitis de la *most repugnant elite* bourgeoise.

La victoire sur le régime Lavalas acquise, vous avez cru prendre tout de suite les rênes du pouvoir. Vous vous voyiez déjà en haut de l'affiche, un général de brigade qui allait former «*yon mouvman sosyialis radikal, e tounen yon tip de Thomas Sankara an Amerik*». Ha, Ha, ha ! Pauvre



Images radiologiques : à droite un fémur normal ; à gauche, fracture du fémur avec désalignement des deux segments cassés



Il serait souhaitable que la société si vile veuille bien porter Me Gourgue, à faire un dernier tour de piste, quelque chose qui ressemblerait à une prestation de serment parallèle, quoique très tardive

clown ! Apaid veillait au grain. Votre patron washingtonien, qui a tous vos dossiers, vous a «donné une brigade» ferme, celle de fermer votre *dyòl* et de garder un profil bas. Même, pour vous montrer que l'éventuel brigadier n'aurait pas plus de pouvoir qu'un *aktin* caporal, il a fait liquider votre trop bruyant et clownesque lieutenant, Ravix Rémissainthe qui s'imaginait, trop tôt, l'égal social des Mevs, Bigio, Acra, Baker et compagnie. Depuis, vous vous morfondiez à Pestel, pestant contre cette pestiférée de DEA. Tous les jours vous êtes vissé sur une chaise, cavant du tafia, ruminant de sombres pensées, perdu dans les brouillards de vos *fwèt zo* ; on raconte que *ou fin tounen ou tòk-fich*. Je vous recommanderais un peu d'exercice, autrement, n'ayant plus de

graines au cul, vous allez assurément vous faire des hémorroïdes. Affligeant. Hier, «combattant de la liberté», aujourd'hui, triste hémorroïdaire.

Vu la gravité des événements, il serait souhaitable que la société si vile (SSV) veuille bien porter Me Gourgues, même bavant, à faire un dernier tour de piste, quelque chose qui ressemblerait à une prestation de serment parallèle, quoique tardive, au Pont Morin. Car au palais national, c'est proprement une loque humaine qui s'y agite. Loque pour loque, la SSV se contenterait bien d'une guenille propre. *Mèt la*, au moins on sait qu'il est haïtien. On ne l'a jamais vu grouilladant sur un char de carnaval. On ne le dit pas avoir été traîné au tribunal, forcé de verser une pension alimentaire pour une progéniture abandonnée à la buena de Diós. On ne l'a jamais entendu menacer les journalistes, dire de gros mots sales, voire entrer dans la mère d'un journaliste. Il a de la tenue, quoi. *Leve kanpe*, SSV ! En 2003-2004, vous piaffiez dans les rues, trépigniez d'impatience de voir tomber le pouvoir. Et aujourd'hui, *sa k pase* ? Les graines sont-elles devenues de petites boules de suif ratatinées, *santidou* ?

Ah que les temps ont changé ! Changement de régime *pa ka fèt momentané*. Un président *tèt loke* s'agite sur la chaise bourrée sans respect pour personne, pour quoique ce soit. Pourtant, aucun «Collectif Non» n'a encore paru pour stigmatiser et dénoncer la fréquence, l'audacité, l'impertinence, l'insolence, la sottise impudence, la nue indécence, la folle arrogance, les mâles effrontances et les trop nombreuses dérespectances de l'animal. L'engance bourgeoise-grennanbounda semble préférer le *sweetmickysme* dépravé, dévergondé, dissolu, corrompu, à un retour potentiel de Lavalas. Affaire de classe. Hier, c'était un président qui voulait bien dialoguer, mais les graines au cul n'en voulaient pas du tout. Apaid le nationalissime n'en voulait point. Aujourd'hui un musicien fou, entouré de diables néodualisistes, peut à tout moment faire sauter la baraque. Pourtant la caravane d'Apaid n'a pas encore gagné les routes du pays. Le nouveau Contrat social est peut-être avec Micky...

Le 29 février, les lavalas ont gagné les rues par milliers (six à sept mille, selon un reporter de la manigatiste Radio Caraïbe). Fougueux GNBistes de 2004, *manyè leve kanpe* !

HAÏTI EN ONDES & SÉRUM VÉRITÉ

Tous les dimanches de 2 h à 4 h p.m.
Deux heures d'information et d'analyse politiques animées par des journalistes chevronnés haïtiens à la pointe de l'actualité tels:

Jean Elie Th. Pierre-Louis, Guy Dorvil, Dorsainvil Bewit, Claudy Jean-Jacques, Jean Laurent Nelson, et pour Haïti Liberté, Kim Ives.

En direct avec Bénédicte Gilot depuis Haïti.
Soyez à l'écoute sur Radyo Panou & Radyo Inite.

Denasse REALTY

- Income Tax
- Rapid Refund
- E-Filing
- Rental: Co-ops, Commercial, Residential
- Typing Service
- Translations
- Notary Public
- Immigration Services
- Resumes, Faxing & More

Lebens Denasse
Licensed Real Estate Broker
674 Rogers Avenue
(between Lenox & Clarkson)
Brooklyn, NY 11225

718.484.4156 office
646.725.3327 cell
ldenasse76@yahoo.com

G & S AUTO SALES

- We Do Finance
- Trade-In
- Same Day Plates

Open Sundays • Closed Saturdays

4914 Tilden Avenue
Brooklyn, NY 11203

Tel: 347.442.3837

Guy Edouard, General Manager
718.791.1094
Ernest Delouis: 646.201.0603
Luc Delsius: 646.377.1008
GuyAutoAuc@aol.com

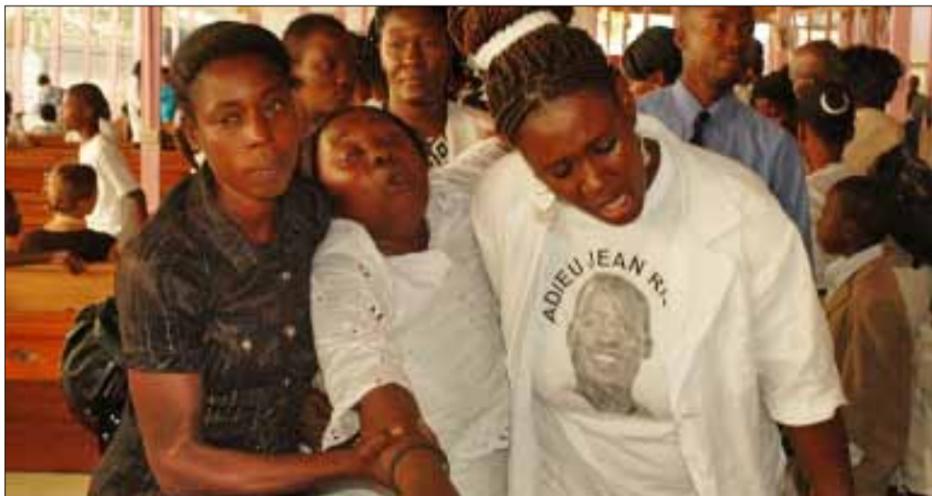
Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la Communauté Haïtienne à New York

Bon vwayaj kanmarad nou Jean Baptiste Jean Ristil



Antèman Jean Ristil

Fanm ayisyen yo ap prepare pou komemore 8 Mas 2012 la

Divès òganizasyon fanm nan peyi Dayti ap prepare yo pou komemore dat 8 mas la, ki se jounen mondyal fanm yo. Dat sa raple plizyè krim patwon kapitalis yo te fè sou fanm travayèz yo ak gwo leve kanpe fanm ouvriye yo te fè nan peyi Larisi, 8 mas 1917, nan yon gwo kokennchenn grèv jeneral pou yo te derasinen vye sistèm politik ki t ap toupizi fanm nan epòk sa, kote dwa medam yo pa t respekte. Jounen Jodi a nan peyi Ayiti, sistèm kapitalis gwo vale piti vle mete fanm yo anfas gason yo, pou kache vrè batay klas medam yo t ap mennen pou transfòmasyon sosyete a kote klas dominan yo ap toupizi klas domine yo, ki konstitye mas pèp la.

Nan peyi Ayiti, nan yon moman kote fanm yo ap viktim tout sòt ekspwatasyon, dominasyon, vyòl ak vyolasyon dwa yo anba men sòlda fòs okipasyon Loni an, MINUSTAH, kote pifò nan viktim Kolera-Minustah-kadejak yo se fanm ak tifi, plizyè òganizasyon nan sektè popilè, pwogresis la tankou: Kolektif mobilizasyon pou dedomaje viktim Kolera yo, Batay Ouvriye, MOLEGHAF mete vwa yo ansanm pou kore lit medam yo ap mennen nan peyi a atravè solidarite Fanm Ayisyen (SOFA) ak Rezo Fanm BAI (KOFERBAI) nan kad mobilizasyon y ap fè sou tèm "Gason kore fanm, Fanm kore gason" pou lavichè kaba, ak vye eskizyon, diskriminasyon, dominasyon ak ekspwatasyon k ap fin depafini ak sosyete a.

Se nan sans sa a Fanm KOFERBAI te fikse pozisyon l nan

konferans pou laprès sa : « Nou menm Fanm Rezo BAI rele laprès jodi a pou n fikse pozisyon n bay lopinyon nasyonal ak entènasyonal epi Leta ayisyen sou prezans fòs okipasyon Nasyonzi an, ministah sou tè papa Dessalines nan. Nou menm Fanm Rezo BAI nou prete vwa tout lòt fanm, tifi ak jèn tigason nan peyi a kap viktim zak kadejak ak Kolera leve kanpe pou mande jistis ak reparasyon nan lokazyon 8 Mas ki se dat fanm yo te leve kanpe pou chèchè chimen liberasyon yo. Sa ki pi tris pou nou di, depi plis pase 8 lane ministah ap mete dlo nan je pèp Ayisyen an kote nou konstate Leta ayisyen pa janm pran yon rezolasyon sou prezans fòs sa kap simen latèrè nan peyi a, menm timoun pa epanye anba men moun sa yo. Ak prezans ministah nan peyi a, fòk tout fanm ak gason ta mete kalson ak kilòt ki fèt an asye sou yo, pou bout anba yo ka a labri.

Sa ki pi tris ankò malgre tout zak Briganday Bann kolon makiye sa yo fè nan peyi a sa pa sifi rive nan dat 19 Oktòb 2010, yo rantrè nan peyi a ak yon kontenjan nepalè tou enfekte vin enplante Kolera nan jete twalèt nan pi gwo flèv ki nan Peyi a kote plis pase 7000 mil moun deja mouri epi plis 500,000 lèzòt enfekte, majorite viktim ministah kolera kadejak yo se Fanm ak tifi ki pi pòv yo.

Pou tout rezon sa yo, nou di fòk kolon makiye sa yo ki pa janm sispann fè kadejak sou jenn fanm ak jenn gason nou yo, ki jete twalèt nan flèv Latibonit lan anvayi pèp Ayisyen avèk flewo sa, ki baston-

nen jèn kou granmoun, kite peyi a paskè tè Dessalines nan se pou Ayisyen li ye ! A la traka pou pèp Ayisyen an anba bann kolon sa yo, depi lè yo rantrè sou tèritwa nou an se gou amè sèlman yo mete nan bouch nou.

N ap mande Nasyonzi pou dedomaje pèp Ayisyen pou kadejak ministah fè sou jenn gason ak jenn tifi, pou kolera yo ban nou epi pou tout lòt zak yo komèt. Se sak fè n ap di gason yo kore fanm yo, fanm yo kore gason yo pou n ka jwenn jistis pou tout viktim Kolera-ministah yo.

N ap pwofite okazyon sa pou n envite tout pitit konsekans peyi Desalin nan, nan yon mach Rezo Fanm BAI ap fè pou di non ak tout zak malonèt ministah fè nan peyi a. Nan dat 8 mas 2012 la, mach sa ap demare Fò Nasyonzi Pase devan ministè Fanm nan, desann devan palè nasyonzi pou al bout devan Palman an pou n al mande depite ak senatè yo pran responsablite yo pou fòse Loni reparè tout viktim MINISTAH yo anba Kolera ak kadejak.

Nou menm Fanm Rezo BAI, nou mande : Pou Nasyonzi dedomaje tout viktim yo.

Pou pran mezi prese prese pou retire ministah nan peyi a. Jistis ak reparasyon pou tout viktim kolera ministah kolera Kadejak jis sa Kaba ! Viv yon bon jan jistis sosyal ! Viv yon Ayiti granmoun tèt li ! Aba okipasyon ak dominasyon ! Aba okipasyon ! Viv lit Fanm yo !



LEFFERTS GARDENS
CHARTER SCHOOL

APLIKE KOUNYE A POU ANE ESCOLÈ 2012-2013 LA

Lefferts Gardens Charter School ap aksepte aplikasyon pou jadendanfan (timoun ki fèt an 2007), klas 1e ane, 2èm ane ak 3èm ane. Dènye delè pou tout aplikasyon se 2 avril 2012.

Rele nou nan 718-284-1480 pou mande yon aplikasyon ou pou jwenn plis enfòmasyon.

Reyinyon pou nou ka gen plis enfòmasyon sou pwogram lan: madi, 28 fevriye 2012, 6 - 7 diswa, madi, 13 mas 2012, 9 - 10 dimaten, jedi, 15 mas 2012, 6 - 7 diswa, samdi, 17 mas 2012, 11 dimaten - 12 midi (bileng). Tanpri rele biwo LGCS la nan (718) 284-1480 pou rezève plas ou nan reyinyon yo.

Lefferts Gardens Charter School
601 Parkside Avenue
Brooklyn, NY 11226

Ale nan www.leffertsgardens.org pou nou jwenn aplikasyon an.

NICLAS EXPRESS INCOME TAX & INSURANCE AGENCY

Fast Refund

Also:

- ✓ Immigration Services
- ✓ Affidavit of Support

6234 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33138

Niclas Pierre

Office: 305.759.8244 • 305.759.8485 Cell: 305.409.0213

Insécurité en Haïti: Le marché de Tabarre incendié !



Le marché de Tabarre avant l'incendie

Par Yves Pierre-Louis

Dans la nuit du vendredi 24 au samedi 25 février 2012, vers 11 heures du soir, un incendie a ravagé le marché de Tabarre, une commune située au Nord de la capitale. Ce marché qui a la capacité d'accueillir environ 12 mille marchands et marchandes a été quasiment consumé, les dégâts sont considérables, les pertes évaluées à plusieurs millions de gourdes. Mais il n'y a pas eu de perte en vie humaine. Ce feu a également détruit 3 ou 4 petites maisons couvertes de tôle situées dans les parages du marché. Selon les constats faits par les autorités judici-

aires, toutes les marchandises telles: vêtements, chaussures, des produits cosmétiques et autres entreposés dans des dépôts en béton et la face Nord du marché ont été emportées par le feu en furie. Plusieurs centaines de commerçants sont victimes de cet incendie dont l'origine reste encore inconnue.

Les commerçants qui ont perdu tous leurs avoirs ne trouvaient pas de mots pour qualifier ce qui s'est passé au marché de Tabarre, le mieux structuré de la zone métropolitaine de la capitale. Ils ont demandé aux autorités du pays de les aider à trouver les moyens financiers afin de reprendre leurs activités dans le plus bref délai.

Suite à la page (15)

Le Carnaval national des Cayes: Des folles dépenses qui échappent au contrôle

Par Evens Pierre-Louis

L'édition 2012 du carnaval national déroulée les 19, 20 et 21 février dernier aux Cayes a bel et bien eu lieu sans trop grands incidents comme cela n'a pas toujours été le cas à Port-au-Prince, traditionnellement réputée dans l'organisation des festivités officielles de cette fête populaire en Haïti. Plus d'un s'accordent à accepter que l'audacieuse décision du président Martelly et de son équipe de déplacer le carnaval vers la 3e ville du pays comme un succès, une réussite sur le plan de l'organisation. Selon le bilan officiel plus de 300.000 festivaliers ont pris part au carnaval, alors que des millions d'autres l'ont suivi à travers les médias. 13 chars musicaux, 11 chars allégoriques, 13 écoles de danse, plus d'une vingtaine de bandes à pied mêlées aux groupes musicaux traditionnels et plus de deux mille personnages ont donné pour la première fois cette allure festive au boulevard des Quatre Chemins surnommé le Champ de Mars de la ville des Cayes.

Au cours des festivités qui ont fait un mort et 176 blessés, la police a maîtrisé une trentaine d'individus dont deux évadés de prison. Les chiffres officiels font croire que seulement 50 millions de gourdes ont été décaissés du Trésor public pour organiser le carnaval pour lequel plus de 700 chambres d'hôtel avaient été réquisitionnées bien avant l'arrivée en renfort du paquebot de croisière Adriana de la compagnie hôtelière dénommée Tropicana Cruises qui mettait ses 124 cabines au service des festivaliers, sans oublier les plus de deux mille (2000) tentes érigées sur les sables de Gelée. Que de motivation

de la part de l'équipe au pouvoir pour organiser le carnaval de cette année sous le thème officiel: « Ayiti ap dekole, Okay pran devan. » compte tenu de la diversité des éléments traditionnels ou modernes, insérés dans le menu du carnaval 2012, ils sont nombreux, et pas des moindres, ceux qui se posent encore des questions sur le côté obscur de l'édition 2012 du Carnaval haïtien confié à la métropole du Sud par le président Martelly.

L'attitude naïve d'une importante majorité d'Haïtiens tend depuis quelque temps à baisser les rideaux sur des sujets de très grande importance. Trop Longtemps règne dans ce pays le fameux concept de la majorité qui l'emporte et qui souvent l'emporte de manière irraisonnable et irrationnelle. Ce qui entraîne le silence parfois absolu des gens sages dans les affaires qui engagent pourtant la destinée d'une nation, trop longtemps meurtrie par ses propres fils de connivence avec une grande partie de l'international.

Terminée toute cette bamboche qu'on a pris le temps de bien planifier dans la misère de la population. Mieux que toute autre chose importante pour le pays, l'Etat haïtien a dorénavant le mérite de planifier et de réaliser des bamboches populaires. Le président Martelly s'en est d'ailleurs félicité. Il a réussi son pari engagé sur les Cayes.

Mais quand est-ce que le président va-t-il communiquer officiellement à la nation le montant exact de l'enveloppe alloué au budget de ce carnaval national ainsi que la provenance des fonds à l'origine du scénario carnavalesque des Cayes ? La réalisation de ce carnaval a fait que Port-au-Prince très fière de ses traditions

Suite à la page (15)

« Pas d'insécurité en Haïti », ont déclaré conjointement Mariano Fernandez Amunategui et Michel Martelly

Par Jackson Rateau

Le jeudi 18 mars dernier, dans le quartier de Morne Calvaire, Pétion-Ville, Est de Port-au-Prince, Durand Jeanty, 50 ans, juriste, a été abattu dans la cour de son domicile par des tueurs armés, circulant à motos. Il venait tout juste d'ouvrir la barrière de sa résidence pour emmener ses enfants à l'école. Il a été alors criblé de balles par les criminels qui s'étaient embusqués à la sortie. Se sont précipités sur les lieux du crime, le bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, Maître Carlos Hercule, le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Jean Rénel Sénatus, des policiers et un juge de paix. « Maître Jeanty est un avocat d'une cinquantaine d'années, qui exerce le métier de juriste depuis 20 ans. J'ai eu le privilège de travailler avec lui sur certains dossiers. Il était membre du service juridique du CEP. Il était aussi, à une époque, membre du cabinet d'un ministre de la justice. Le barreau n'était pas au courant d'une quelconque menace dont il était la cible. Ce qui s'est passé ce matin, c'est une exécution sommaire planifiée. Il ne s'agit aucunement d'un acte de banditisme lié à l'insécurité. Ce lâche assassinat rentre dans le cadre d'un plan concocté par un réseau de malfaiteurs pour enlever la vie de ce jeune professionnel », a déclaré maître Hercule.

Dans la mi-journée du samedi 3 mars dernier, à la Rue du Centre, centre ville, Mario Labadie, 40 ans, juge de paix de la ville de Croix des Bouquets, a été criblé de balles par des bandits armés. Selon le commissaire du gouvernement de Port-Au-Prince, maître Jean Rénel Sénatus, dans le bloc de ladite rue, compris entre les rues des Césars et Macajoux, le juge a été attaqué par 2 bandits armés, circulant à pied, alors qu'il était en train d'effectuer des achats. Le chef du Parquet a promis de traquer les bandits.

D'autre part, le soir du lundi 5 mars dernier, à l'Hôpital Médecins Sans Frontière de Delmas, Jean Liphète Nelson, 38 ans, père de 5 enfants, directeur de la « Radio Bookman » à Cité Soleil, est mort des suites de ses blessures. Monsieur Nelson a été attaqué tôt lundi matin proche de l'établissement scolaire « Hands Together » dans le quartier de Bois Neuf à Cité Soleil par une



Mariano Fernández Amunategui et Michel Martelly



Jean Liphète Nelson, 38 ans, directeur de la « Radio Bookman » à Cité Soleil

bande de petits voyous, appelée « Les Petits », qui ont intercepté sa voiture, lui ont intimé l'ordre de descendre et l'ont abattu. Il était accompagné de 5 des siens dont un de ses frères et le directeur de l'établissement scolaire, Marcus André, qui a succombé à ses blessures le même jour. Aucune arrestation n'a été opérée, aucune enquête non plus n'a été annoncée par le Parquet de Port-Au-Prince.

Par ailleurs, dans une conférence de presse donnée le lundi 5 mars dernier, le président Sweet Micky Martelly a fait savoir, se basant sur les dernières statistiques qui lui ont été confiés par le chef de la MINUSTAH, le chilien Mario Fernandez, il n'y a pas de recrudescence de sécurité en Haïti. « Selon d'énorme rezilta reprezantan Nasyonzini an, Mario Fernandez, kominike m, ensekirite a pa monte an Ayiti. Lè

moun sa yo pale w de ensekirite nan yon peyi, yo pa baze yo sou 2 ou 3 krim. Yo fè yon bilan sou ane a pou yo wè ki kantite krim ou genyen. Yo baze yo tou sou done sezon, tankou, gen sezon ki gen krim, gen sezon tou ki pa gen krim. Lè yo fè mwayèn nan, li reprezante relativman sa l te ye avan... Mwen menm, mwen pa vle jij, lè gen de moun ki gen bon jan enfòmasyon kap di lekonntrè. Pou yon moun ta di gen ensekirite, alòske gen de moun ki maton nan kesyon an kap di pa genyen, fòk nou ta genyen kapasite pou n fè ankèt menm jan ak yo. Lè sa a, nou ta kapab, pa ekzanp, refere nou nan fevriye 2011 pou n jwenn kòman ensekirite a te ye, enpi konpare l ak fevriye 2012... », a expliqué le président Sweet Micky Martelly, désapprouvant la recrudescence de l'insécurité dans le pays.

**Only \$20
for 1 year**

Online subscription to
Haiti Liberté

Go to

www.haitiliberte.com

Paul J. Jourdan

Attorney at Law

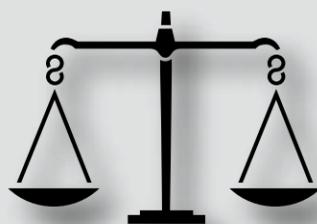
107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:

(718) 859-5725

(718) 338-0222

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL LEARN TO DRIVE



La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère

Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201



Director: Florence Comeau

Interlink Translation Services

- * Translations * Interpreters
- * Immigration Services
- * Resumé * Fax Send & Receive
- * Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585

832 Franklin Ave,
Brooklyn, NY 11225

29 février 2004-29 Février 2012 : 8 ans du Coup d'Etat-Kidnapping, Lavalas dit encore NON

Par Isabelle L. Papillon

Le mercredi 29 février 2012, à l'occasion du 8e anniversaire du Coup d'Etat-Kidnapping contre le président Jean Bertrand Aristide, démocratiquement élu, et à l'initiative des organisations de base Lavalas, telles : Forces Patriotiques pour le Respect de la Constitution (FOPARC), GHETTOS Unis, des centaines de milliers de personnes ont manifesté à Port-au-Prince. L'objectif de cette manifestation était de demander au président Michel Martelly le respect de la constitution en faisant le dépôt de ses documents de voyage par devant la commission d'enquête sur la nationalité des principaux dirigeants haïtiens de stopper dans sa volonté manifeste de fomenter des troubles dans le pays à travers des actions intentées contre l'ex-président Aristide et les démonstrations visibles de remobilisation des anciens militaires sur le territoire ou de l'armée « rose » en gestation.

Comme prévue par les organisateurs, la manifestation est partie de Saint-Jean Bosco, le lieu de militance et de résistance de l'ex-prêtre catholique, Jean Bertrand Aristide, passant par la route de Delmas, Delmas 2, rue Saint-Martin, Solino, Ave Martin Luther King, Lalue, devant le palais national avant de se rendre devant le Parlement haïtien. Animée par des bandes musicales et des DJ, la manifestation était la plus grande mobilisation contre le président Michel Joseph Martelly depuis son accession au pouvoir le 14 mai 2010. Le peuple haïtien s'est exprimé au cours des débats, et de jour en jour il paraît que la nationalité étrangère du président Martelly devient une évidence à un moment où tous les secteurs disent leurs mots en encourageant l'occupant du palais national à collaborer avec la commission d'enquête. Les manifestants ont profité de l'occasion pour dénoncer le projet dictatorial du président Martelly dans ses attaques constantes contre la liberté de la presse.

Sur tout le parcours, les manifestants ont lancé des propos hostiles à l'endroit de l'ancien chanteur de Compas, Sweet Micky, devenu chef d'Etat : « A bas Martelly ! A bas l'Armée rose ! A bas l'armée criminelle ! Martelly doit présenter ses documents de voyage à la commission d'enquête. Nous



Ce coup dont l'objectif est d'arrêter l'ancien président Aristide ne passera pas. Nous jurons 7 fois 77 fois, ce complot ne passera pas. Ils pensent pouvoir faire peur à Aristide, mais nous sommes là pour le défendre



Sur tout le parcours, les manifestants ont lancé des propos hostiles à l'endroit de l'ancien chanteur de Compas, Sweet Micky, devenu chef d'Etat : « A bas Martelly ! A bas l'Armée rose ! A bas l'armée criminelle ! Martelly doit présenter ses documents de voyage à la commission d'enquête

ne voulons pas de motocyclettes, donnez les passeports de préférence. Oui à la démocratie et Non à la réinstallation d'une nouvelle dictature dans le pays. ». Les manifestants se sont montrés très insatisfaits de la gestion de l'administration de Martelly depuis environ 9 mois à la tête du pays.

Du même coup, ils ont apporté leur soutien sans faille à l'ex-président Aristide qu'ils ont promis de ne jamais trahir parce que «notre sang est le sang d'Aristide», lançaient les manifestants. Ceux-ci s'en sont également pris aux autorités qu'ils accusent de vouloir attaquer leur leader charisma-

tique, Jean Bertrand Aristide. Selon les manifestants, l'intention de Martelly d'attaquer leur leader est un coup dur pour eux. Si cela devait jamais arriver, il aurait le peuple haïtien en face de lui. Ils ont dénoncé également la politique d'exclusion pratiquée depuis un certain temps contre l'organisation politique Fanmi Lavalas. Ils ont exigé leurs droits de participation aux affaires politiques du pays, en tant que plus grande force politique, notamment dans des élections libres, inclusives et démocratiques.

Arrivés à Lalue, des manifestants ont grimpé aux pylônes électriques, arraché les affiches à l'effigie du président Martelly qui est en butte à sa faible popularité. Ils les ont jetées par terre, piétinées, urinées dessus puis déchirées et les ont glissées dans des égouts. Des casquettes à l'effigie de « Tèt Kale » et des bracelets roses ont été saisis et glissés également dans des égouts à ciel ouvert. Les manifestants ont traité le président Martelly de tous les mots et dressé un bilan émaillé de dérives et d'excès de pouvoir.

Devant le Parlement haïtien, au bicentenaire, des parlementaires ont rejoint la manifestation appelant à l'unité des défenseurs de la constitution de 1987. Francky Exius, John Joël Joseph, Moïse Jean-Charles, Jean Baptiste Bien-Aimé, Arnel Bélizaire, Sorel Jacinthe, Acclushe Louis-Jeune entre autres ont tour à tour intervenu devant la foule pour demander au peuple haïtien de se révolter à tout prix contre le rétablissement d'un nouveau régime dictatorial en Haïti. Le temps des « Tontons Macoute » est révolu. « L'unité du peuple haïtien est impérativement nécessaire pour défendre la constitution face aux dérives du pouvoir exécutif dirigé par Michel Martelly », ont-ils lancé.

D'autres ont condamné les manœuvres de l'administration de

Suite à la page (18)

Lamothe, le successeur !

Par Catherine Charlemagne



Laurent Lamothe

Le confident. L'ami. L'associé. Certains commencent même à parler de successeur tant le pacte qui les lie semble être sans limite. Face à une telle proximité, jamais l'ex-Premier ministre Gary Conille n'allait pouvoir peser dans la balance. Enfin libéré du boulet de Bill Clinton, le Président de la République, Michel Martelly fait montre d'une célérité qui surprend plus d'un dans la désignation de son ami, Laurent Lamothe, au poste de Premier ministre. Le volontarisme dont il a fait preuve pour remplacer le pauvre Conille contraste avec la lenteur des premiers jours de sa présidence pour trouver un chef de gouvernement. Le Président Martelly remet en fin de compte au goût du jour l'adage selon lequel : l'on ne gouverne qu'avec ses amis.

En moins de huit jours, les Présidents des deux Chambres du Parlement avaient reçu sur leur bureau respectif le nom du probable successeur de Gary Conille. Même les Présidents ayant eu une majorité à l'Assemblée nationale n'avaient fait mieux. Même pas l'ex-Président Jean-Bertrand Aristide, patron du parti Fanmi Lavalas du temps de sa toute puissance. En fait, depuis le début de la présidence, l'on spéculait sur le « deal » unissant Laurent Lamothe et Michel Martelly. On savait que l'homme d'affaire, certes contesté sur le continent africain, pour la gestion peu claire de ses entreprises de Communication, nourrissait de grandes ambitions politiques. Son engagement financier à haut risque dans l'aventure politique de l'ancien musicien a été judicieusement calculé.

Lorsqu'il s'est engagé à financer la campagne présidentielle de Martelly, il l'a fait à une seule condition : devenir Premier ministre. Car, pour celui qui s'est investi dans la Communication, le pouvoir devrait être une opportunité de plus. Un prolongement dans la poursuite de ses affaires. Alors que personne ne croyait que Martelly pourrait gagner l'élection présidentielle de 2010, lui, Lamothe, entrepreneur avisé ne cessait de prendre de risques avec son argent pour son ami de trente ans. Mais avec un but ultime : recueillir au plus vite les dividendes de son investissement. Accéder au poste de chef de gouvernement en cas de victoire. Finalement, contre toute attente, Martelly et son associé remportent la timbale dans les conditions et les confusions que l'on sait.

Bénéficiant du coup de main indiscutable du Président René Préval devenu aveugle qui se prenait pour Vladi-

mir Poutine en Russie. Sans oublier l'intervention décisive d'une Communauté internationale totalement affolée par l'arrivée programmée du successeur que Préval avait maladroitement choisi en la personne de Jude Célestin. Dès la victoire connue, Laurent Lamothe se mettait disponible pour la Primature. Mais Martelly et son équipe, tous des novices en politique, se sont vite laissés prendre dans le piège des premières fois. Subjugués par l'étendue du pouvoir, ils s'activent à se tirer une balle aux pieds. Ils rentrent en compétition. Ils commencent à se détester. Ils posent des peaux de bananes sous les pieds de leurs petits camarades. Bref, c'était des petits meurtres entre amis dans un Palais transformé en coupe-gorge.

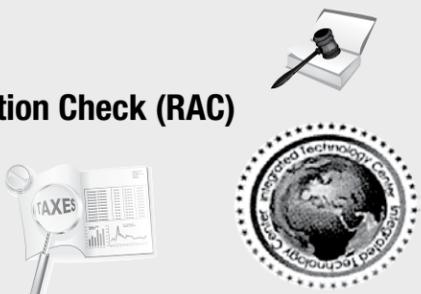
L'épouse du Président, la grande prêtresse de toute cette affaire, avance ses propres pions, pose ses conditions. Elle définit les nouvelles règles autour de son mari Président. Du coup, certains favoris se sont vus éloignés de la ruche. D'autres prétendants sont écartés. Des nouveaux venus offrent leur service. Et s'offrent en sacrifice. Etc. Ainsi, le Président Martelly, pris sous la pression de son épouse, de Thierry Mayard-Paul le concurrent de toujours, et ami de longue date de la famille, sans oublier d'autres pressions politiques venues de partout, a dû s'asseoir sur le « deal » avec son ami Laurent. Mais sans pourtant oublier l'accord qui les lie. Le chef de l'Etat attendait qu'une bonne occasion se présente pour revenir à la charge afin d'imposer à la tête de la Primature l'argentier de sa campagne électorale.

Les diverses personnalités désignées au poste de Premier ministre n'ont jamais bénéficié de réel soutien du Président. Ces désignations n'ont pas été faites avec la ferme volonté de la présidence de les voir passer l'épreuve du Parlement. Certaines l'ont été sous la pression de sa femme Sofia. D'autres pour plaire aux bailleurs de fonds d'Haïti. Aucune n'a jamais trouvé son plein assentiment. Conille ce fut la goutte d'eau.

Suite à la page (14)

INTEGRATED TECHNOLOGY CENTER Immigration & Tax Services

- Tax Preparation
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Electronic Filing
- Business Tax
- Tax ID
- Real Estate



General Manager: Jerry Masters
1814 Nostrand Avenue
(Between Clarendon & Ave. D)
Brooklyn, NY 11226
Tel: 646.340.2561
Cell: 917.517.4216
Email: g.cadesca@verizon.net

- Immigration Petition
- Green Card
- Citizenship
- Passport Picture
- Notary Public

Suite à la page (18)

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: 718-703-0168 * Cell: 347-249-8276

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



Who is Laurent Lamothe, and What Are His Chances to be Prime Minister?

by Kim Ives

Laurent Lamothe is Haitian President Michel Martelly's brain, just as political strategist Karl Rove was to former U.S. President George W. Bush.

Lamothe was the guy who figured out how to finance Martelly's presidential campaign, and who brought in the professional Spanish public relations firm Ostos & Sola to run it. Now he is President Martelly's nominee to be Haiti's next prime minister.

"The man is a financial genius," exclaimed musician Richard Morse, who manages Haiti's famed Oloffson Hotel and is Martelly's cousin and part of the president's inner circle. "He knows how to take a little from over here, a little from over there, put it together with this over here, and make it all work out."

Lamothe's prowess for financial wheeling and dealing stands out when one reviews his business history with Martelly over the past decade.

Lamothe, 39, has been close to Martelly since 2002 when he recruited the former lewd *konpa* singer known as "Sweet Micky" to be a partner and the advertising front-man for NoPin Long Distance, a calling-card alternative service which became wildly popular in Haiti and spawned several imitators. In fact, according to Florida State corporate records, the original name of One World Telecom, Inc., the parent company of NoPin, was "Sweet Micky Long Distance Services, Inc."

Lamothe, along with fellow No-Pin founders Patrice Baker and Gilbert Pasquet, were all directors with Martelly in another Florida corporation, Coco Grove Holdings, Inc., of which Martelly was made president in 2008. Coco Grove Holdings, in turn, was owned by a British Virgin Islands shell corporation, Lightfoot Ventures Limited, again directed solely by Lamothe and Martelly.

Lamothe learned his financial skills studying business management at Miami's Barry University and later earning a Masters in the field at another Miami Catholic school, St. Thomas University. In Haiti, he went to high school at the College Bird.

Born in Port-au-Prince on Aug. 12, 1972, he, like his older brother Ruben, became a Davis Cup tennis player in 1994 and 1995, representing Haiti. But, while his brother stayed in the sport, the lure of business drew Laurent away.

In the late 1990s, he tried to start up a business importing wood to Haiti from Suriname's Amazon forest, but that never took off.

So in 2000, Lamothe launched Global Voice Telecom, Inc. with tennis buddy Patrice Baker. While his business in Haiti thrived, he also made inroads into Latin America and Africa, being fluent in both French and Spanish. He built Global Voice into a major telecommunications player, especially in the Third World, and became very wealthy, keeping pricey homes in Cape Town, South Africa, and Miami, Florida.

But he began making enemies as well. The France-based website *Le Griot.info* published a Nov. 11, 2010 article charging that Senegal's president Abdoulaye Wade had been "manipulated by Laurent Lamothe... to be able to establish Global Voice in Senegal." Lamothe "corrupted the authorities with sums of money and voyages to South Africa arranged by him, to have passed the project of the presidency," the journalist Steven Addamah asserted. "Several people including a minister, an advisor of the president, a woman senator, and a Director General



Laurent Lamothe (right) is the chief strategist and moneymen for President Michel Martelly (left) and may pose a dilemma for Washington

should make \$29 million on the backs of the Senegalese taxpayers and Sonatel (the national telephone company) after signing the contract."

In July 2011, another Senegal-based website, Dakaractu.com, reported similar charges of Global Voice corruption, in countries across Africa, including the Democratic Republic of the Congo, Guinea, and the Central African Republic. "In Gambia, where there reigns a despot as absolute as he is predatory, [Lamothe] managed to get the telecom market through a deal ensuring that Yaya Jammeh, the strongman of the country, gets millions of dollars into his personal account and that the telephone communications of Gambians is monitored by his listening devices," journalist Cheikh Yérém Seck wrote.

Global Voice formally denied the second article, which was reprinted in *Haiti Liberté*, saying that the "slandering article" was filled with "gossip and lies" in "an attempt to destroy Laurent Lamothe's reputation" and "damage Global Voice Group's image."

Lamothe's nomination for PM will now go before the Haitian Parliament for ratification. His first, and highest, hurdle will be to prove that he meets the Haitian Constitution's residency requirement, under which the prime minister must have continuously lived in Haiti for the past five years. This provision has disqualified several PM nominees over the years, and almost sank the nomination of Garry Conille, Martelly's first prime minister who resigned Feb. 24 after only four months on the job (see *Haiti Liberté*, Vol. 5, No. 33, 02/29/2011). (Conille only avoided the pitfall because his overseas residency as an NGO official was equated with being on diplomatic assignment, although it was nothing of the sort.)

Another hurdle will be that Lamothe has been Suriname's Honorary Consul to Haiti in recent years. Martelly's first PM nominee, Daniel Rouzier, was felled in part because he was an Honorary Consul for Jamaica in Haiti.

There are also charges that Lamothe may hold foreign citizenship, which the Constitution also forbids for the post. A Special Senate commission is looking into the double-nationality charges against him, Martelly and 37 other high government officials.

Lamothe, who acted as Haiti's Foreign Minister under Conille, has two young daughters by a Colombian woman, all living in Miami, Florida, but his current girlfriend is said to be Stéphanie Balmir Villedrouin, the current Tourism Minister.

Lamothe's father, Louis, was the founder of the Lope de Vega Institute, a school in Port-au-Prince which teaches Spanish and promotes links to the Spanish-speaking world. During the Duvalier and post-Duvalier dictatorships, the senior Lamothe often sponsored scholarships for Haitian soldiers to be trained in Latin American countries, for example on Ecuador's Manta Air Base where the U.S. military

was also based. (In 2009, Ecuadorian President Correa closed the U.S. base there.) 2004 coup leader Guy Philippe and several other Haitian soldiers were trained in Ecuador during the 1991-1994 coup.

What is Washington's reaction to Lamothe's nomination? So far it is muted, which suggests that the reaction is mixed. On the one hand, Lamothe is pro-capitalist and an architect of the Martelly government's "Haiti is open for business" campaign to attract foreign investment. That he went to school in the U.S. and operated businesses there will also work in his favor.

However, Lamothe is not Washington's man, as Conille was. He belongs to Martelly. He and the president are, as Haitians say, *kokott ak figaro*, two peas in a pod. This troubles Washington, since Martelly and his clique have displayed neo-Duvalierist tendencies, being unpredictable and uncontrollable in making their own policies, for instance, their initiative to reestablish the Haitian Army, demobilized by former President Jean-Bertrand Aristide in 1995. This is seen as a challenge to the U.S., which controls, ultimately, the UN force known as MINUSTAH which has militarily occupied Haiti since the 2004 coup against Aristide.

Most alarming for Washington, though, is that Lamothe and Martelly have shown a troubling tendency, as their predecessors did, of dealing closely and warmly with Cuba and, particularly, Venezuela. They have reinforced Haiti's participation in ALBA, the anti-imperialist trade front led by Venezuela and Cuba. In fact, ALBA was to meet for the first time in Haiti, in the southeastern town of Jacmel on Mar. 2-5; it was to be a conclave of ALBA foreign ministers.

But at the last minute, the meeting was postponed without explanation until April, and moved tentatively to Port-au-Prince. Nonetheless, on those dates, Lamothe hosted Venezuela's Vice Minister of Foreign Affairs and Curacao's Prime Minister for a Summit of Haiti-Venezuela Solidarity, which he called a "testimony to the indestructible and immovable friendship between the peoples of Haiti and Venezuela." Saying that Venezuela remembers the contributions Haiti made to the anti-colonial revolutions on the continent, Lamothe announced that Venezuela "intends to further strengthen its ties with Haiti by multiple bilateral cooperation covering all areas, both economic, social, cultural, agro industrial, commercial, educational, humanitarian and other," and that "South-South cooperation is crucial for the development of Haiti." That's an awful lot of red flags.

Lamothe tried to reassure Washington this week, telling the Haiti Press Network that "Haiti is not in a position to make a political about-face, we are simply need to provide assistance to a population that has been neglected for 208 years."

To drive the point home, he assured that "the United States is and re-

Frisner Augustin (1948-2012)

by Lois Wilken

Frisner Augustin ("Ti Kelèp"), master drummer from Haiti, passed away on Tuesday, Feb. 28, in Port-au-Prince. Aged 63 years, Mr. Augustin had resided in Brooklyn, New York, since 1972 and had been on a two-month visit to Haiti. He died of a brain hemorrhage in Hôpital Bernard Mevs in Port-au-Prince.

Born in Port-au-Prince in 1948, Mr. Augustin studied ritual drumming in the temples of Vodou, an Afro-Haitian religion. As a young man he drummed for the folklore companies of Lavinia Williams, Lina Mathon Blanchet, and others. In 1972, he emigrated to New York with Jazz des Jeunes, and he established himself as a master drummer in Vodou rituals, as a performer for Haitian community festivals, and as a drum instructor.

In 1981, Mr. Augustin took over the artistic direction of the company La Troupe Makandal, and he performed with the Troupe across the United States, in Europe, and at the Tokyo Summer Festival. His recordings with Makandal (*A Trip to Vodou*, *Èzili*, *The Drums of Vodou*, and *Prepare*) feature his settings of traditional Afro-Haitian dances. He has recorded as well for jazz artist Kip Hanrahan, for the soundtrack of the Jonathan Demme film *Beloved*, and most recently for Haitian American jazz drummer Andrew Cyrille's *Route de Frères*.

In addition to performing in theaters, galleries, festivals, and educational venues, Mr. Augustin taught a workshop in Haitian drumming at Hunter College since 1983, workshops for children and adults at sites in Brooklyn, and classes, lecture-demonstrations, and residencies through the Brooklyn Arts Council, City Lore, and the Carnegie Hall Global Encounters program. Above all, his dynamic drumming tempted the spirits to the Vodou houses of New York.

Keenly aware of the negative stereotyping of Vodou, Maestro Augustin used his drum to recast the mystery of Afro-Haitian spirituality from a positive perspective. Because of his dedication, he received a People's Hall of Fame award from the cultural center City Lore. In 1999, the National Endowment for the Arts awarded him a National Heritage Fellowship, the United States' highest honor in the traditional arts.

Friends, loved ones, students, and fans remember Frisner Augustin for his beaming smile, the boundless energy and verve of his performances, and his vast knowledge of the Afro-Haitian music and dance



repertory. He started from humble beginnings, and from early on he told people, "I'm going to play the drum to help my family." In an interview following a performance at Manhattan's Town Hall in 1989, he spoke of the spiritual aspects of his performance philosophy. "I look at the audience's faces to see who really believes in the spirit and then know what to play for them. If I see someone not too happy, I'll make them happy with the drum." Robert Palmer of the *New York Times* called him "a spectacular drummer," and filmmaker Jonathan Demme dubbed him "the Arnold Schwarzenegger of transcendental drumming."

Mr. Augustin performed his last concert at the Institut Français d'Haiti in Port-au-Prince on February 16, 2012. One can see and hear his passion for his cultural roots in excerpts from his last performance uploaded to his YouTube channel (<http://bit.ly/ArZZiG>), and a number of other uploads on the channel attest to his virtuosity as a performer and a teacher. As per his wishes, he was buried in his family's mausoleum in the Cimetière de Port-au-Prince on Mar. 3, two days after what would have been his 64th birthday.

Frisner Augustin is survived by his children, Garry Augustin, Gregory Augustin, Dominique Augustin Rosa, Johnny Augustin, Nicholas Breland, Niguel Breland, and Courtney Mathurin; his father Julien Augustin; his sister Marie Lourdes Augustin; his grand-niece Tania Elias; his cousin Marie Louis; and his second cousins Lin Deats and Stanley Louis.

La Troupe Makandal is spearheading plans for a memorial in New York City in Mr. Augustin's honor at a date to be announced in the coming days. You may put yourself on Makandal's contact list by emailing makandal@earthlink.net or by calling 718-953-6638.

mains Haiti's greatest partner; we are working on several projects. We have tremendous respect for what the U.S. does in Haiti. There is no estrangement, but we inherited a series of relationships which we have revitalized.

Conille had asked Martelly to publish Haiti's amended constitution, which allows the Prime Minister to replace the President if he has to step down. Martelly knew the game that Conille and Washington were up to and refused to set the stage for Conille to replace him. However, last week, Bill and Hillary Clinton's long-time agent, Cheryl Mills (presently Hillary's chief of staff), flew to Port-au-Prince to put pressure. Martelly agreed to publish the

amendments... as soon as the prime minister, his prime minister, is ratified.

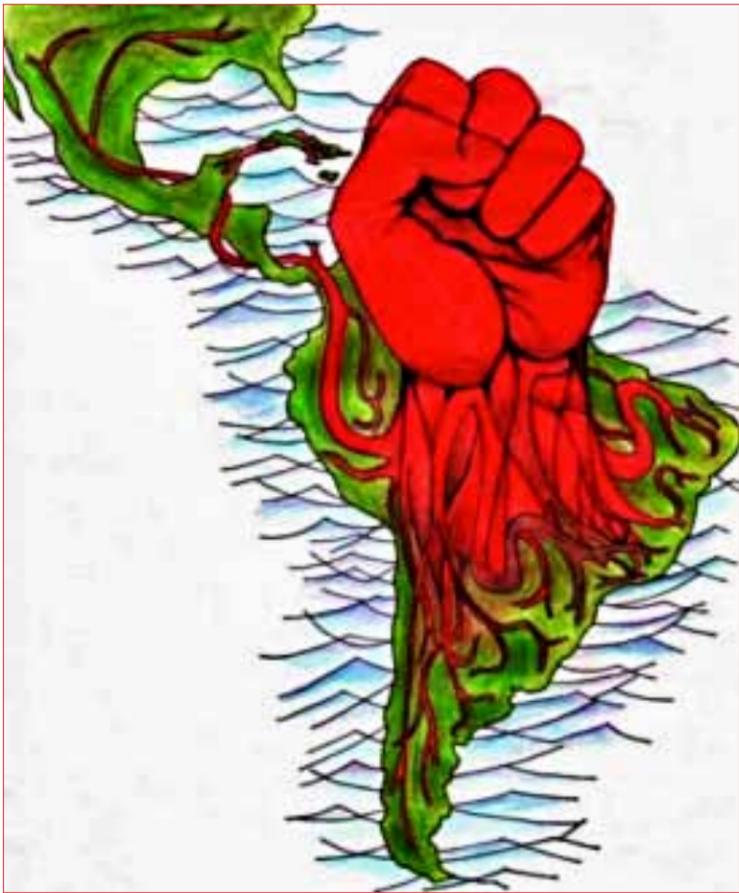
Meanwhile, Haitian parliamentarians have said that they will not ratify any nominee until Martelly cooperates with their double-nationality investigation, at which he has been thumping his nose.

Will the U.S. hold out to see their own candidate, a technocrat like Conille, become the PM nominee, or will they take a chance with Lamothe?

Will Parliamentarians stand firm on their promise to not budge until Martelly bows, or will they succumb to Martelly's bribes and bluster?

Stay tuned during the next few weeks for the answer.

TOUJOURS REBELLE L'AMÉRIQUE CONTESTATIONS ET POUVOIR



L'Amérique latine est traversée d'une dynamique soutenue de rébellions et de contestations sociales, aux formes, aux identités et aux revendications renouvelées

Le « virage à gauche » latino-américain de cette dernière décennie peut être analysé dans son unicité (« une même lame de fond »), dans sa dualité (« deux gauches distinctes ») ou dans sa multiplicité (« diversité des situations »). En amont, en cours, en aval et même à rebours de ce « virage », les mouvements sociaux jouent un rôle crucial dans la volonté de démocratisation et de transformation sociale inégalement à l'œuvre sur le continent.

Par Bernard Duterme

Continent de forte croissance économique, de démocraties fragiles et d'inégalités extrêmes, l'Amérique latine est aussi traversée d'une dynamique soutenue de rébellions et de contestations sociales, aux formes, aux identités et aux revendications renouvelées. Pour autant, les mouvements sociaux de la région ont fort à faire aujourd'hui pour continuer à exister, à peser sur la politique. Menacés de dilution, de fragmentation ou de répression dans les pays où les gouvernements sont restés ou revenus dans les courants dominants du néolibéralisme et du « consensus de Washington » ; guettés par l'instrumentalisation, la cooptation ou l'institutionnalisation dans ceux où les pouvoirs se sont attelés, peu ou prou, à récupérer en souveraineté et à redistribuer les dividendes des richesses exportées, les protestataires et leurs pressions émancipatrices offrent un visage pluriel.

Un double clivage prévaut d'ailleurs au sein de la « gauche sociale » latino-américaine. Celui – de fond – qui divise tenants et opposants du neodesarrollismo, nationalisme populaire d'un côté, écosocialisme de l'autre. Et celui – plus stratégique – qui oppose les partisans d'un aboutissement politique des mobilisations aux apôtres de voies plus autonomistes, basistes ou localistes du changement social. Reste que, du Chili au Mexique, du Brésil au Venezuela, de l'Uruguay au Guatemala, de la Bolivie au Honduras et dans le reste de l'Amérique latine, les mouvements sociaux – paysans, urbains, indigènes, étudiants, etc. – influent à leur mesure, bon gré mal gré, sur la redéfinition de la participation démocratique et de la citoyenneté politique.

Mais revenons, dans l'ordre,

sur ce qui sans conteste aura marqué l'actualité sociopolitique latino-américaine de cette première décennie du 21^e siècle, à savoir « le virage à gauche ». Virage à géométrie variable certes, partiel aussi, atypique, multiple, conjoncturel, limité, réversible..., mais virage effectif tout de même et inédit : jamais dans l'histoire, le continent n'aura connu autant de partis de gauche avec autant de pouvoir dans autant d'endroits. Et les mouvements contestataires n'y auront pas été pour rien bien sûr. En amont, en cours, en aval et même à rebours de ce « virage », ils occupent une place centrale dans la volonté de transformation sociale et de démocratisation, inégalement à l'œuvre de Tijuana à Ushuaïa (ndlr. Ushuaïa est la capitale de la province argentine la plus méridionale).

Trois lectures du « virage à gauche »

Parmi les observateurs, trois grilles de lecture ont prévalu ces dernières années pour qualifier la tendance. Une première qui insiste sur son unicité (« une même lame de fond ») ; une deuxième qui se focalise sur sa dualité (« deux gauches distinctes ») ; une dernière qui l'aborde par sa multiplicité (« diversité des situations nationales »).

Dans ses grandes lignes, la première lecture s'est appuyée sur un triple constat à portée continentale : un contexte favorable à la montée d'un ras-le-bol social et politique, l'émergence de nouveaux acteurs populaires de gauche et un même « air de famille » partagé par les nouveaux pouvoirs. Et de fait, le bilan désastreux du processus, plus ou moins concomitant, de libéralisation politique et de libéralisation économique qu'a entamé l'Amérique latine à partir des années 1980 - pluripartisme et élections libres, généralisation des politiques néolibérales, dépendance financière et technologique accrue, volatilité de la croissance, hausse des inégalités, pauvreté... - a nourri une forte désillusion démocratique, dans pratiquement tous les pays (Alternatives Sud, 2005).

Parallèlement, de « nouveaux » mouvements sociaux ont émergé un peu partout sur le continent : des organisations indigènes, paysannes, de sans terre, de sans emploi, du secteur informel, de femmes, de quartier, de défense des droits humains, des expériences alternatives d'autogestion sont

entrées en résistance. Résultat à la fois de l'ouverture d'espaces induite par la libéralisation, de la perte de légitimité des représentations et médiations traditionnelles, et des nouvelles formes d'exclusion et de discrimination d'un modèle de développement qui affecte de nouveaux secteurs, ces dynamiques contestataires vont se caractériser par la diversité de leurs ancrages, méthodes et objectifs. Ou, dit autrement, par l'articulation dans leurs mobilisations d'aspects originaux et novateurs à d'autres plus classiques ou plus anciens (Alternatives Sud, 2005).

Ces organisations et mouvements militent pour la redistribution des ressources et des richesses certes, mais aussi pour la reconnaissance culturelle, le respect de l'environnement et la revalorisation de la démocratie. Dans le meilleur des cas, ils sont, en un même élan, « identitaires, démocrates, écologistes et révolutionnaires » ! Acteurs sociaux, ethniques, générationnels, culturels, locaux, régionaux ou nationaux..., ils combinent ou oscillent entre modes d'action réticulaires et plus centralisés, expérimentation et délégation, sphères d'intervention sociale et/ou politique, formes d'organisation démocratiques, horizontales, participatives, mais aussi plus verticalistes, médiatrices ou représentatives... [1]

Bien vite, l'air de famille commun aux nouvelles équipes de gauche portées au pouvoir va lui aussi apparaître et confirmer la lecture unifiante d'« une même lame de fond » continentale. Entre la première élection d'Hugo Chávez à la présidence du Venezuela dès 1998 et celle d'Ollanta Humala au Pérou en 2011, en passant par les victoires du PT au Brésil (en 2002, 2006 et 2010), des socialistes au Chili (2002 et 2006), des Kirchner en Argentine (2003, 2007 et 2011), de Frente Amplio en Uruguay (2005 et 2009), d'Evo Morales en Bolivie (2005 et 2009), de Rafael Correa en Équateur (2006 et 2009), du FSLN au Nicaragua (2006 et 2011), de Fernando Lugo au Paraguay (2008), du FMLN au Salvador (2009)..., toutes vont signifier, d'une façon ou d'une autre, un certain « retour de l'État », la promotion de nouvelles politiques sociales, un mouvement volontariste de réappropriation des ressources naturelles et un intérêt pour des formes d'intégration latino-américaine alternatives à celles subordonnées aux États-Unis.

La deuxième grille d'observation du « virage à gauche » de l'Amérique latine a privilégié, quant à elle, une lecture dichotomique de la tendance, opposant deux groupes de pays aux projets distincts. Le « pôle Chávez » d'un côté, associé principalement aux expériences vénézuélienne, bolivienne et équatorienne ; le « pôle Lula » de l'autre, associé aux expériences brésilienne, uruguayenne, paraguayenne, argentine, salvadorienne..., voire chilienne. Le premier incarnerait la gauche « radicale » (« populiste » pour ses détracteurs), le second, la gauche « modérée » (« démissionnaire » pour ses détracteurs). Et de fait, à l'aune de certains critères, deux pôles distincts de convergences et d'affinités politiques s'imposent. Si les gouvernements du premier naissent de ruptures nationales, de crises des systèmes politiques traditionnels (Bolivie, Équateur, Venezuela...), ceux du second résultent d'un jeu d'alternances et de coalitions plus classiques (Brésil, etc.).

Dans la foulée, les premiers se sont lancés dans d'ambitueuses entreprises de réécriture des Constitutions nationales et de refondation de l'État, assorties de référendums populaires et d'assemblées constituantes, ce que n'ont pas fait les autres. A l'agenda du premier pôle : nationalisations, rhétorique anti-impérialiste en matière de politique internationale et promotion de l'« Alliance bolivarienne des peuples de notre Amérique » (Alba) ; à l'agenda du second : partenariats public/privé, rhétorique anti-protectionniste en matière



L'Amérique latine un continent de forte croissance économique, de démocraties fragiles et d'inégalités extrêmes



Des organisations et mouvements sociaux militent pour la redistribution des ressources et des richesses certes, mais aussi pour la reconnaissance culturelle, le respect de l'environnement et la revalorisation de la démocratie

de commerce international et participation à l'Union des nations sud-américaines (Unasur)... Reste que, aux yeux notamment d'Emir Sader, directeur du Conseil latino-américain des sciences sociales à Buenos Aires, aucun des pays passés à gauche, quel que soit donc le pôle de référence, n'a véritablement réussi à rompre avec l'hégémonie néolibérale, encore moins à sortir du capitalisme.

Pour les tenants de la troisième grille de lecture, la singularité des situations nationales est irréductible à une seule ou même à deux seules tendances continentales. Autant de cas de figure donc qu'il y a de pays. Que l'on considère l'histoire nationale, la stabilité politique, la vulnérabilité au coup d'État, la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, les configurations sociales internes, les principales ressources, le style et le mode de gouvernance, la composition du gouvernement, la loyauté de l'opposition, les politiques sociales et économiques engagées, le rapport réel au FMI, aux traités de libre-échange, aux États-Unis, etc., selon la ou les variables de référence, d'autres rapprochements (que ceux contenus dans la distinction entre un pôle radical et un pôle modéré) peuvent être opérés et d'autres clivages apparaissent.

Les premiers bilans eux-mêmes sont à géométrie variable. Reculs plus ou moins sensibles de la pauvreté, de l'analphabétisme, de la dénutrition, des inégalités... ; avancées plus ou moins nettes des droits des populations indigènes ; réformes agraires et fiscales plus ou moins timides ; initiatives participatives et implications démocratiques plus ou moins heureuses ; réappropriation inégale des bénéfices des ressources exportées ; perte d'influence plus ou moins marquée des États-Unis... « Ce qui est sûr, c'est que l'Amérique latine est plus à gauche qu'elle ne l'était auparavant », tranche Immanuel Wallerstein, même si « cette évolution politique, faite de hauts et de bas, n'est jamais parfaitement linéaire » et varie « selon les critères retenus » pour l'analyser (Wallerstein, 2008 et 2007).

Tend à prévaloir un schéma ap-

proximatif de capitalisme d'État plus ou moins prononcé, guère moins dépendant à l'égard du Nord et de l'Asie, mais plus social, plus keynésien, plus développementaliste, plus participatif, plus souverainiste, plus redistributif ou plus interculturel qu'auparavant, selon les pays. Cela étant, avec des intensités elles aussi variables, clientélisme, corruption, insécurité, criminalité, narcotrafic, évasion fiscale, inégalités, inflation... continuent à miner la plupart des sociétés latino-américaines, sur fond de faiblesses des institutions démocratiques et de consolidation de la structure primaire, extractiviste et agroexportatrice, de l'économie (Coha, 2011 ; Clacso, 2011 ; Dabène, 2008 ; Bajoit, 2008 ; Saint-Upéry, 2008 ; Seoane et al., 2011).

Rapports entre mouvements sociaux et pouvoirs politiques

Outre la singularité des situations nationales et la variabilité des premiers bilans, la particularité des rapports à l'œuvre entre sociétés civiles, mouvements sociaux contestataires et pouvoirs dans chacun des pays concernés dissuade elle aussi de toute généralisation simplifiante et plaide pour une lecture au cas par cas, même si des points de comparaison peuvent de temps à autre être établis.

De la Bolivie à l'Argentine

Commençons par la Bolivie, pour ne pas prendre l'exemple le moins emblématique. Plus que nulle part ailleurs en Amérique latine, le président plébiscité à deux reprises [2] - l'indigène aymara Evo Morales, ancien militant syndicaliste - y incarne d'abord l'aboutissement d'un long processus d'organisation populaire généré dans la contestation sociale des années néolibérales (Polet, 2009). Son parti, le MAS (Movimiento al socialismo), se présente comme l'« instrument politique pour la souveraineté des peuples » et son gouvernement s'affiche comme le « gouvernement des mouvements sociaux » ! Pour autant, le deuxième mandat du toujours populaire Evo aura aussi été celui d'un certain « retour à la normalité » bolivienne, c'est-à-dire à l'instabilité et

LATINE ? MOUVEMENTS SOCIAUX, MURS DE TIJUANA À USHUAÏA



De gauche à droite : à Managua, les présidents Evo Morales (Bolivie), Manuel Zelaya (Honduras), Daniel Ortega (Nicaragua), Hugo Chavez (Venezuela) et Rafael Correa (Equateur)



De gauche à droite : Rafael Correa, Fidel Castro, Hugo Chavez, Raul Castro

au gré des investissements étrangers et des volumes exportés.

Au Paraguay, c'est depuis la chute du dictateur Stroessner, en 1989, que les organisations progressistes ont cherché à peser sur le politique, avec plus ou moins de succès. Conscientes que le pouvoir de l'éternel Parti Colorado, rallié au néolibéralisme, constituait un obstacle à leurs revendications, elles ont finalement misé sur la stratégie électorale, en favorisant à des degrés divers (soutien inconditionnel, appui critique, abstentionnisme...) la victoire en 2008 de l'évêque progressiste Fernando Lugo, qui occupe depuis lors la tête d'un gouvernement de coalition de centre-gauche, avec un parlement majoritairement à droite. Mais cette option a montré ses limites. A lire Marielle Palau du centre Base - Investigaciones sociales à Asunción, les avancées sociales sont maigres, les monocultures de soja transgénique et l'agrobusiness intacts, et la contestation sociale affaiblie par un triple mouvement d'institutionnalisation des enjeux et du leadership, de démobilisation des bases ou... de criminalisation des mouvements récalcitrants (Palau, 2011).

En Uruguay, le bilan en matière de relations avec les mouvements sociaux du Frente Amplio au pouvoir depuis 2005 est lui aussi mitigé. Certes, la gauche sociale salue certains efforts et résultats sociaux (hausse des salaires, diminution de la pauvreté, stagnation des inégalités... toujours largement supérieures, cela dit, à leur niveau d'il y a vingt ans, au début de la période néolibérale). Mais elle regrette les mesures sécuritaires, le peu de remise en cause de l'impunité, la bienveillance du président (et ancien guérillero) José Mujica à l'égard du capital étranger et la continuité des politiques économiques. Si les investisseurs extérieurs et les monocultures ont gardé les coudees franches, la protestation est restée minime et les mouvements sociaux plutôt démobilisés. Un mégaprojet d'extraction et d'exportation de minerai de fer est cependant venu changer la donne en 2011. Il a en tout cas fait naître un mouvement d'opposition hétérogène, aux accents nationalistes et environnementalistes, qui a réussi à mettre le thème au centre de l'agenda politique (Zibechi, 2011).

En Argentine, difficile de faire face, à partir du terrain des luttes sociales, aux succès du couple Kirchner, au pouvoir depuis 2003 [4]. Économie en pleine expansion - 9% de croissance annuelle, tirée en partie par le prix élevé des matières premières et du soja dont le pays est l'un des plus grands exportateurs au monde -, réactivation industrielle, diminution du chômage, intégration ou reflux des « piqueteros » [5] d'avant 2004, interventionnisme d'État, allocations sociales, opposition divisée... les acquis du « kirchnerisme » sont appréciés par les syndicats traditionnels, dans la grande filiation « national-populaire » péroniste. Ou plutôt « appréciés par une partie des syndicats », car des confrontations intersyndicales, entre secteurs plus ou moins affins au gouvernement, ont fait rage (Svampa, 2011).

Parallèlement - et sans connexion aucune avec les positions syndicales plus en phase avec le « développementalisme » du pouvoir - de nouvelles luttes socio-environnementales ont émergé, disséminées dans tout le pays. Opposées à la dépossession et à l'accaparement des terres par les secteurs agroexportateur, minier, touristique, etc., elles peinent toutefois à faire face tant aux pressions qu'à la répression pure et dure d'acteurs privés et publics divers.

Du Brésil au Panama

Le cas du Brésil, dont la superficie (8,5 millions de km²) et la population (près de 200 millions d'habitants) dépassent largement celles cumulées de l'ensemble des pays déjà évoqués, est à la fois spécifique et crucial. Activ-



Un portrait mural de Chavez dans une rue au Venezuela



Des révolutionnaires de l'Amérique Latine

isme diplomatique tous azimuts, santé économique florissante, arrêt des privatisations, réaffirmation du rôle de l'État dans le pilotage de l'économie, élargissement des programmes de lutte contre la pauvreté, indices de développement humain en hausse, tolérance inédite à l'égard des mouvements sociaux..., les succès engrangés par le président Lula durant ses deux mandats successifs (2002-2006-2010) ne doivent pas pour autant masquer ses renoncements par rapport au projet populaire incarné historiquement par le Parti des travailleurs (Delcourt, 2010).

« Trahison pour les uns, mal nécessaire pour les autres, la réforme agraire et l'indispensable redistribution des richesses ont été sacrifiées sur l'autel de la croissance, dans la poursuite d'une politique économique bienveillante à l'égard des marchés financiers et favorable aux secteurs agroexportateurs » (ibid.), et cela, en dépit de coûts sociaux et environnementaux problématiques... Mais les présidences de Lula se sont aussi traduites par une multiplication des opportunités d'accès à l'institutionnel pour la société civile, malgré l'étroitesse du champ d'action politique qui caractérise le système brésilien. La reconfiguration, complexe, des rapports entre mouvements et État qui en a résulté ne peut être envisagée sous le seul prisme de la cooptation et de la démobilisation. En témoignent à la fois l'obtention de certaines avancées (conditionnées, il est vrai, à un « recroquevillement » de l'horizon utopique des actions contestataires), mais aussi la poursuite des mobilisations en dehors des espaces institutionnels (Kunrath Silva, 2011).

Les rapports entre société civile et pouvoir sont aussi très particuliers dans le Venezuela du président Chavez, dont l'immense popularité - aujourd'hui entamée - a été confirmée plusieurs fois depuis 1998, dans les urnes comme dans la rue, en particulier en 2002 et 2003 face au coup d'État et au lock-out pétrolier. Comme l'explique Edgardo Lander, dans ce pays, « les organisations sociales ont historiquement été caractérisées par un niveau limité (fréquemment nul) d'autonomie par rapport aux partis et à l'État. C'est la conséquence du modèle institution-

nel et culturel d'une société rentière, dans laquelle l'essentiel des luttes politiques a tourné autour du partage du revenu du pétrole entre les mains de l'État central. Cette logique de contrôle externe n'a pas vraiment varié ces dernières années, en dépit de l'extraordinaire développement de l'organisation populaire et de changements culturels significatifs ». La faible autonomie des acteurs collectifs à l'égard du pouvoir chaviste et la reproduction d'un modèle, souvent inefficace et corrompu, d'économie rentière extravertie questionnent donc, au-delà de ses efforts redistributifs, le sens et la portée de la « révolution socialiste bolivarienne » (Lander, 2011).

En Amérique centrale, au Nicaragua et au Salvador, deux anciens mouvements révolutionnaires armés ont réussi ces dernières années à récupérer ou à prendre le pouvoir par les urnes. Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) l'avait déjà occupé dans les années 1980, au lendemain du renversement de la dictature somoziste à Managua. Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), signataire des Accords de paix salvadoriens de 1992, n'avait encore enregistré que des victoires électorales locales (la mairie de la capitale San Salvador notamment). Les deux occupent aujourd'hui la présidence de leur pays respectif. A quel prix et pour quels rapports avec les acteurs sociaux qui leur ont succédé dans le camp de la contestation ?

Au Nicaragua, si les politiques sociales et l'aide vénézuélienne distinguent encore l'administration sous Daniel Ortega de ce qu'elle était sous la droite avant 2006, les organisations sociales qui ont réussi à s'autonomiser de l'emprise du sandinisme « orteguiste » dénoncent en vrac l'opportunisme du mandataire, ses torsions et contradictions idéologiques, ses inclinations clientélistes, ses dérives autoritaires et ses violations des règles démocratiques. Au Salvador, les déconvenues ne sont pas moindres au sein d'une gauche sociale qui a favorisé l'accession à la présidence de Mauricio Funes. Les ruptures annoncées n'étant pas au rendez-vous, en particulier dans les domaines sensibles de l'exploitation transnationale des ressources minières,

Suite à la page (18)

aux conflits (Stefanoni, 2011).

De fait, le « néodéveloppementalisme » du gouvernement - ses « mégaprojets » pétrochimiques, hydroélectriques, miniers, routiers... - est diversement apprécié par les mouvements qui l'ont porté au pouvoir pour refonder le pays. Les partisans du « buen vivir », aux accents indianistes, communautaires et environnementalistes, y voient une trahison de l'esprit de la nouvelle Constitution, lorsque d'autres organisations sociales, à l'ancrage non moins populaire ni moins indigène, en attendent des retombées positives et une immédiate redistribution des bénéfices. Bras de fer difficiles donc, voire explosifs, entre d'une part, un pouvoir volontariste dont les faiblesses institutionnelles et une certaine inefficacité handicapent le projet transformateur et d'autre part, une pluralité de mouvements non exempts de contradictions, tantôt en tension entre étatisation rampante et autonomie radicale, tantôt minés par des réflexes populaires corporatistes, le carriérisme de leur leadership ou une surenchère absolutiste (De Sousa Santos, 2011 ; Saint-Upéry et Stefanoni, 2011 ; Do Alto, 2011).

Les rapports difficiles entre pouvoir de gauche et mouvements sociaux, en particulier indigènes, ne sont pas complètement autres en Équateur. Certes, à la différence d'Evo Morales ou du brésilien Lula par exemple, le président équatorien élu et réélu, Rafael Correa, n'est pas issu organiquement - ni lui ni son parti Alianza País - de ces mouvements (bien qu'il ait pu compter sur les voix de leurs bases). Mais l'hiatus pratique et idéologique qui va se créer entre la progression de la « révolution citoyenne » de Correa et, notamment, les prises de position de la principale organisation indigène du pays, la Conaie (Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur), renvoie singulièrement aux enjeux qui clivent la gauche bolivienne. Rupture de la coalition progressiste - sociale et politique - inspiratrice de la nouvelle Constitution et vive opposition entre, d'une part, un modèle post-néolibéral

redistributeur mais plutôt conventionnel dans ses formes d'exploitation des ressources naturelles et, d'autre part, un indianisme radical à la rhétorique anti-« extractiviste » et pro-« droits de la nature ».

Pour Franklin Ramírez de la Faculté latino-américaine des sciences sociales en Équateur, ces conflits apparaissent ainsi comme « le corrélat matériel d'une contradiction intrinsèque à la nouvelle Constitution : la tension entre la relance d'un État social orienté vers la satisfaction d'un éventail plus large de droits citoyens et les fortes régulations en matière d'exploitation des ressources naturelles... qui fondent les capacités d'accumulation et de redistribution de cet État » (2011). Si l'on y ajoute les accusations de centralisation du pouvoir et d'autoritarisme dont a fait l'objet le président Correa et celles d'inconséquence politique [3], de manque de représentativité et de particularisme faits au leadership indigène, on mesure l'ampleur du divorce équatorien.

Au Pérou voisin, où l'on a longtemps déploré l'absence d'un mouvement indigène de même envergure, absence que l'on imputait en vrac à l'émigration rurale massive, au décentrement territorial, à la guérilla du Sentier lumineux et à la dictature fujimoriste, les multiples conflits sociaux de ces dernières années et les fortes mobilisations indigènes contre les projets miniers et l'extraversion de l'économie nationale ont sensiblement changé la donne. Ollanta Humala, élu président du Pérou en 2011 et déjà vainqueur du premier tour des élections présidentielles de 2006, a manifestement su profiter de cette exaspération populaire à l'égard de la doxa néolibérale, ultra-dominante depuis le début des années 1990. D'aucuns doutent cependant, à l'instar de Ramón Pajuelo Teves de l'Institut d'études péruviennes de Lima (2011), de sa réelle volonté ou capacité (son parti est minoritaire au parlement) à donner corps à son discours nationaliste préélectoral et à assumer cette rupture promise avec un modèle économique prédateur, « re-primarisé »

Guadeloupe : Un évènement politique considérable d'une grande portée historique



L'irruption de l'AFPAC sur la scène politique nationale guadeloupéenne, est de nature à impulser un souffle nouveau au mouvement anticolonialiste



Les objectifs assignés à ce pouvoir politique sont la mise en œuvre d'une nouvelle politique économique sur la base d'un modèle de développement endogène

La salle de réunion du Centre Culturel de Sonis (Abymes) a accueilli la 1ère conférence de presse des « Assises de Forces Patriotiques Anticolonialistes Anticapitalistes (AFPAC) » CIPPA, COPAGUA, FKNG ! PCG et UPLG en ouvrant officiellement les « Assises » ont créé un évènement politique majeur. Une journaliste du quotidien France Antilles a même demandé s'il ne s'agissait pas d'un « LKP Politique » ? Tout laisse à croire que ce « Front Uni » des forces patriotiques va désormais peser très lourd sur l'échiquier politique guadeloupéen. Le « Comité Politique », qui est pour l'heure l'instance suprême de l'AFPAC a clairement dit et répété, qu'il ne s'agissait pas de s'opposer ni au LKP, ni aux autres organisations anticolonialistes. L'AFPAC qui va très prochainement proposer de rencontrer le peuple guadeloupéen, au travers d'une campagne de meetings et l'ouverture sur le territoire national d'ateliers thématiques, s'est donné jusqu'à 2014, pour arracher un changement de statut pour la Guadeloupe, et la mise en place d'une assemblée constituante. On le

voit bien, l'irruption de l'AFPAC sur la scène politique nationale guadeloupéenne, est de nature à impulser un souffle nouveau au mouvement anticolonialiste. Ci-dessous, « l'Appel au peuple » (1) qui a été présenté, et des extraits du Rapport d'orientation, (2) le texte fondateur de ces « Assises »

1. Appel au Peuple Guadeloupéen

Hommes et Femmes de Guadeloupe...
Jamais depuis la loi de départementalisation de 1946, notre Pays n'a connu autant de maux qui l'affectent dans son intégrité, sa cohésion, son économie, ses relations sociales, ses familles et sa jeunesse.

Jamais, au moment même où l'Etat français parle de réformer son organisation territoriale, le fait colonial n'a été aussi visible et actif en Guadeloupe à travers le renforcement des interventions de l'appareil d'Etat français : Ecole, police, justice, santé, environnement, Préfecture placés tous sous la direction exclusive des cadres français.

Suite à la page (16)

L'indépendance égale Haïti ?

Par Danik I. Zandwonis

Allons y! C'est quoi un(e) nationaliste guadeloupéen ? définition classique : c'est un homme ou une femme qui croit dur comme fer, que la Guadeloupe est une nation sans état, opprimée, colonisée par un état occidental ouest européen depuis plus de 360 ans... Le nationaliste, croit et pense que la seule solution, le seul « chimen », c'est la conquête de l'indépendance nationale, le nationaliste sincère, envisage une rupture avec l'état colonial, et l'instauration dans son pays, d'un système social plus juste, parce que débarrassé de pwofitasyon.

Un nationaliste, guadeloupéen, croit aussi que cette domination tri séculaire, n'est pas le chemin de croix d'une vie ; il refuse cette « malédiction » et milite pour que son pays, sa nation, ne soit plus la proie des « oppresseurs ».

Le nationaliste ne vit pas dans un rêve, car il est conscient que les idées qu'il défend, qu'il sème, n'ont jamais été majoritaires dans ce pays.

Car malgré plus de trois siècles de présence française, les guadeloupéens, majoritairement se « sentent » où se croient vraiment français. Résultat d'une colonisation réussie ?

Souvent les guadeloupéens d'aujourd'hui, préfèrent, oublier, gommer le passé parfois trop douloureux ou traumatisant pour se réfugier dans « l'instant présent. » ils vont jusqu'à dire, que les nationalistes, les indépendantistes sont des gens anormaux, pas réalistes, qui n'ont pas encore compris, que « sans la France » la Guadeloupe, ne pourra pas survivre. !

Tous ces gens, qui au contraire des nationalistes, votent régulièrement pour le statu quo, pour le maintien de la présence française, contre toute forme d'émancipation, ne savent, ou feignent de ne pas le savoir, qu'ils ne sont les purs produits d'un système, et que tout a été mis en oeuvre, dès les débuts de la colonisation, pour les transformer en véritables « zombies ». Réalité cruelle.

Les anti indépendantistes ne font pas dans le détail. Quand ils sont à court d'arguments, ils vous sortent l'exemple d'Haïti ; le pays où disent-ils rien ne va ; ce pays qui pourtant en 1804, osa défier la puissance militaire française et arracha son indépendance.

Haïti ? L'ancienne perle des Caraïbes. Haïti, qui se relève mal, après le séisme d'il y a deux ans. Haïti occupée. Haïti frappée par le choléra, la malnutrition, l'instabilité politique, la corruption, la mal gouvernance.

Mais Haïti, ne l'oublions jamais, fut la 1ère République Noire des Amériques et des Caraïbes.

Haïti est devenue depuis, le pays-épouvantail.

Alors, M. Le nationaliste, Vous voulez vraiment l'indépendance, Mais regardez Haïti ! Clame - t-on

Vous souhaitez sortir du cadre français ? Voyez l'île de la Dominique disait -on...sauf, qu'aujourd'hui, La Dominique n'est plus le repoussoir, d'il y a quelques années. La bas, à quelques minutes de la Guadeloupe, sans 40% , de vie chère, sans Assedic, sans allocations femmes seules, et en dépit des difficultés normales pour une jeune

nation indépendante le pays Dominiquais commence à se prendre en mains. Et pendant ce temps, les fêtards de mon pays, se vantent d'être dans le Top 5 des consommateurs de champagne français.

Plus loin, Barbade, St Vincent, Grenade, ne sont jamais cités au rang des îles de la Caraïbe, où l'indépendance a généré une misère généralisée et des catastrophes humanitaires.

Le nationaliste guadeloupéen, l'indépendantiste, selon, les dires d'une majorité de ses propres compatriotes devrait donc se satisfaire de la domination française, du drapeau français, de la Marseillaise, des préfets-gouverneurs, des cadres blanfwans, de la justice française, et même en tirer vanité et fierté.

Comment peut-il oser réclamer autre chose ? Mais sans la France, la Guadeloupe, serait dans la plus totale sauvagerie, peut être même que des formes modernes du cannibalisme se développeraient : moun téké ka manjé moun tou lé jou !

Ces idées catastrophes, ne sont pas le fruit du hasard. Cette peur abyssale, parfois irrationnelle du Guadeloupéen, quand on lui parle de changement politique est entretenue.

Depuis des décennies, la puissance colonisatrice, avec son école, son église, et plus tard, ses moyens de propagande moderne, ses appareils idéologiques, ont façonné le mental des guadeloupéens: ces dernier ne pensent que par l'autre. Et tous ceux, qui refusaient cette normalisation, ce mental-colonial ont pendant longtemps été considérés, presque comme indésirables. Souvenez vous, que dans les années 60, les fonctionnaires qui contestaient l'ordre colonial étaient aussitôt expatriés et expédiés loin de la Guadeloupe, histoire de les ramener à la raison... du maître !

Pourtant bravant les interdits, les pressions, la répression, des 1944, des hommes et de femmes, des communistes se sont courageusement dressés contre ce système. Après avoir fréquenté l'école de la république française et appris la langue et la culture du maître, ils on compris, qu'ils avaient un droit imprescriptible à l'autodétermination

et donc à un autre destin que celui qu'on prétendait leur tracer clefs en mains.

Plus de 60 ans que ce combat inégal dure, avec de rares périodes fastes, des avancées, mais aussi des reflux, des trahisons, des procès, des retournements de veste, des défaites, et des massacres.

Mais le combat pour une nation guadeloupéenne n'est pas perdu. Il ne peut l'être car dans le cœur des patriotes engagés, la soif d'une liberté est inextinguible.

Ainsi, depuis qu'après Ignace, le PCG avait levé son drapeau rouge, d'autres combattants se sont levés : Ceux du GONG, de l'UGTG, de l'UPLG, de Bijengwa, du MPGI , du GLA, de l'ARC, du KLANG ...Ils ont osé lutter, mais aucune de ces organisations n'a été capable de vaincre et de renverser le pouvoir colonial.

Toutes ont été les cibles de ce pouvoir, qui n'a jamais lésiné sur les moyens, pour diviser notre peuple, l'asservir, le détourner de sa vocation de peuple.

En 2012, le bilan n'est pas négligeable. Les nationalistes ont pas à pas, arraché des pans de liberté : le créole, a gagné en combattant son statut de langue ; le Gwo ka notte musique nationale, n'est plus méprisé. Nos traditions culturelles, s'affirment. La pharmacopée caribéenne, nos rimes razyé ne sont plus l'objet d'aucun interdit.. Certains nationalistes ont même pu participer au grand jeu « démocratique » et remporter des élections. Mais le combat pour la libération nationale est loin d'être gagné. Car souvent nos ennemis sont en nous, quand ils ne sont pas nous. Il va falloir redoubler d'efforts, remporter d'autres victoires. Avant, d'autres peuples colonisés ont réussi à trouver le chemin de leur libération via leurs moyens. Depuis le début de l'année, l'île de St Barthélémy a fait un pas supplémentaire, pour sortir de la domination franco-européenne. Nos hommes politiques, ont préféré ne pas voir, pour ne pas savoir. Car disent ils nous ne sommes pas prêts, mais eux seront ils un jour prêts ?

Caribe Creole News
13 janvier 2012

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing



Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

A tous mes camarades étudiants en médecine de P2 et D1 aux Antilles

Par Cassien GAUTHIER

J'admire les efforts et la belle solidarité qui s'expriment contre l'ouverture de cette D2 en septembre 2011, cependant je me permets de vous poser une question importante :

Est-il plus facile de se battre CONTRE que POUR l'ouverture de cette 4ème année ?

A mon sens, c'est plus facile de dire non. Dans nos Antilles on sait contester, on sait faire grève et se mobiliser (rappelez vous février 2009 et les multiples revendications sur la vie chère, le prix de l'essence, etc...). On a plus de mal par contre à se bouger soi-même pour que les choses changent ici, il faut toujours que ça vienne de l'extérieur et 'sous certaines conditions' en plus, conditions qui sont tellement nombreuses que rien ne bouge au final. Pendant ce temps-là, on grogne, on tempête et... on attend.

Il y a un autre moyen de sortir de l'annonce anticipée de l'ouverture de cette 4ème année et ce moyen est le suivant : tous lutter pour ouvrir la 4ème année dans les meilleures conditions.

Je vois déjà certains d'entre vous fermer ce document en se disant : « il est fou » ou « il n'a rien compris » ou encore « quel salaud ! ». Si vous êtes honnêtes avec vous-mêmes, vous lisez les arguments qui suivent.

« Diviser pour mieux régner » ça vous parle ?? C'est exactement ce que nous sommes en train de faire. Les CONTRE d'un côté (nous étudiants surtout), les POUR de l'autre (Janky entre autres). C'est comme ça que la métropole s'amuse avec les Antilles depuis fort longtemps... et le gouvernement continue de faire la pluie et le beau temps chez nous !

Imaginez les réactions des politiques métropolitains : « c'est dingue ces Antillais, ils ne sont jamais d'accord entre eux, font chier ! On va imposer les choses et on sera tranquille ! ». Après on se retrouve comme d'hab dans nos îles avec des querelles à la con du style « untel nous a trahis, machin nous a vendus, bidule est un voyou... » vous savez comment ça se passe chez nous.

Pensez en ce que vous voulez mais moi j'en ai marre qu'on nous prenne pour des cons qui s'engueulent tout le temps entre eux ! Si on montre à Sarko, Péresse et consorts qu'on est tous d'accord sur un projet, là ça aura du poids en métropole (fait pas se leurrer, c'est pas Lurel et Letchimy qui vont financer entièrement la D2, Sarko va mettre un peu de fric sur la table).

Si on doit tous se mettre d'accord entre le POUR et le CONTRE, je ne pense pas que les POUR, qui ne sont pas nombreux peut-être (j'en sais rien à vrai dire) céderont si facilement.

Il ne reste donc qu'à se rallier à cette option POUR...

Autre raison que nous évoquons : « On n'a pas été prévenu ». OK c'est vrai.

Cela sous-entend-il que si vous saviez, lors de votre inscription en P1, que vous resteriez ici pendant quelques années vous n'auriez pas choisi médecine ?? Alors c'est plus par intérêt que vous faites médecine, pour partir en métropole ?? Si c'est par prestige et envie d'ailleurs que vous avez choisi médecine, c'est petit comme raison.

Cependant, certains d'entre nous ne sont pas contre le fait de rester (la majorité sûrement) mais trouvent comme arguments pour retarder cette D2 : « la formation antillaise est nulle, faut aller en métropole, les profs ici ne sont pas compétents, le CHU est pourri, les infrastructures manquent... ». Cherchez ailleurs ce que l'on n'a pas chez soi...

D'abord des profs bidons y'en a partout et des bons profs aussi. Le CHU (de PaP, je ne connais pas celui de FdF) est pourri soit, tous les CHU en métropole ne sont pas des temples médicaux non plus.



Cassien Gauthier avec Frère Francklin Armand venu favoriser les liens entre les étudiants de l'Université de Pointe à Pitre et ceux d'Haïti

La formation antillaise est nulle... faut arrêter de dire qu'on n'est toujours moins bon que nos petits camarades méto. C'est sûr qu'en restant dans cet état d'esprit on n'avancera pas.

Les infrastructures manquent, là aussi stop. Construire un amphithéâtre supplémentaire, ce n'est pas difficile (bien que chez nous on sait comment ça se passe je vous l'accorde). Les locaux de la DDE pourquoi pas et commander des bouquins de médecine pour la BU ça prend pas trois ans...

Pas assez d'hôpitaux pour les stages ? Y'a pas 3 CHU par ville en métropole (sauf Paris et quelques autres...). Les étudiants font leur stage dans des CH ou des petits établissements. Ici y'a le CHBT et d'autres centres hospitaliers (en Gwada mais aussi en Martinik je suppose).

« On ne veut pas être les premiers à trinquer pour cette D2 ». C'est normal mais très égoïste en même temps. Pas nous d'accord, les PACES diront non aussi, les promo suivantes également et ainsi de suite. Ca c'est un argument qui ne tient pas du tout face à Janky, Blanchet et autres. Est-ce que la première promo de P2 (qui s'est tapée l'ouverture de la D1 l'année suivante) a été prévenue ? Il ne me semble pas... Merci à eux d'avoir déjà un peu débroussaillé le chemin avant nous. Au fait, vous les avez interrogés nos camarades antillais pour savoir comment se passe leur année en métropole ?? C'est l'eldorado, tout est rose ?? Pas sûr...

« Il n'y a pas de programme de cours cohérent et du niveau de la métropole pour notre 4ème année ». Stupide. Nous avons des professeurs et des responsables sur place suffisamment intelligents, consciencieux et professionnels dans leur démarche pour ne pas prendre le risque d'ouvrir une 4ème année au rabais niveau cours et enseignement.

« Il n'y a pas assez de PU-PH, ce ne sont que des médecins qui nous font cours ». Oui c'est vrai, ca n'a pas tué nos prédécesseurs jusque là, je doute que ça nous assassine d'avantage. De plus, il ne tient qu'à nous de manifester pour avoir de nombreux postes supplémentaires (et pas 2 comme l'annonçait la ministre).

Pourquoi ne voir que par la Métropole et pas par la Caraïbe et l'Amérique du Nord ? Quand nous affranchirons-nous enfin du joug français qui nous tenaille depuis si longtemps ?

Vous savez sûrement que l'UAG a déjà signé un partenariat avec le Canada alors pour la médecine y'aurait que « métropole » ? Surprenant. A Cuba, à Kingston en Jamaïque, à Port of Spain à Trinidad et Tobago, à Port au Prince en Haïti, y'aurait rien à aller chercher, aucun échange à réaliser ? Etonnant.

Ca va prendre du temps vous allez me dire et ce sera le bazar la-

mière année. Je ne suis pas entièrement d'accord : ça va prendre du temps oui, ce sera le bazar pas forcément. On peut commencer par demander à des professeurs canadiens ou haïtiens de venir faire des cours, les partenariats pour les stages suivront ensuite, les échanges de même. C'est dans l'intérêt de la faculté de médecine et des Antilles françaises de s'ouvrir à la Caraïbe, on ne va pas rester éternellement sous le 'saint' commandement métropolitain quand même ! Plus on s'y mettra tard et plus ce sera problématique ça c'est sûr.

Julien Méron, politologue et enseignant à l'UAG, disait au mois de janvier dernier à la médiathèque du Lamentin à l'occasion des 20 ans du CORECA : « Certains voudraient déplacer ailleurs notre Guadeloupe, on ne déplacera pas notre Guadeloupe ! L'avenir c'est la Caraïbes ». Pour nos amis Martiniquais et Guyanais, on reformulera à notre guise « On ne déplacera pas notre Guadeloupe, notre Martinique et notre Guyane ».

Je passe sur les revendications personnelles de chacun (choix de vie, choix de carrière, etc...). Ce sont des raisons tout à fait légitimes et je ne me permettrais pas de juger qui que ce soit sur ses ambitions ou ses aspirations futures. Je tiens quand même à dire qu'il est gonflé de demander à partir si toutefois cette 4ème année est ouverte. On ouvrirait pour avoir 10 étudiants ? Quelle blague ! Vous imaginez un déblocage de 10 voir 20 millions d'euros (peut-être plus) pour 10 personnes ? Ça coûterait même moins cher de financer le voyage et les études de ces gens là en métropole. On resterait alors à la case départ sans 4ème année. Pas terrible comme porte de sortie. Ou tout le monde part ou tout le monde reste et se bat pour que cette année soit la meilleure possible.

D'après ce que l'on m'a dit il s'agit d'un problème politique avant tout, donc des querelles de personnes comme on en connaît si bien chez nous. Et malheureusement on ne peut agir sur ces problèmes là.

Par contre, comment pouvons-nous agir pour faire en sorte que notre 4ème année s'ouvre dans les meilleures conditions ? Car nous n'avons pas le droit mais le devoir d'exiger les meilleures conditions de travail possible.

Ecrire un courrier par semaine de revendications et de propositions à toutes les personnes concernées (professeurs, médecins, doyens, responsables, présidents, ministres, maires...). Pour ceux qui ne connaissent pas cette méthode, on appelle ça la « militance ». A force de voir nos lettres sur leur bureau, ils finiront bien par bouger, croyez moi.

Prévenir les médias (presse écrite pour commencer, radios et télé ensuite). Utiliser Internet (comme on le fait déjà).

Faire signer des pétitions, prévenir nos collègues antillais en métropole pour relayer le message dans les facultés françaises (qui pourraient nous envoyer éventuellement quelques professeurs ou des soutiens logistiques).

Faire des manifs devant les CHU, les conseils régionaux... Réclamer de meilleure prise en charge lors des stages. Là-dessus il faut militer pour que le personnel des hôpitaux ne soient pas surpris quand ils nous voient arriver dans leurs services : ils ne s'attendent jamais à nous recevoir (y'a quand même trois années de médecine aux Antilles... allez comprendre). Il nous faut aussi des objectifs de stages plus ciblés et moins irréalisables que ce que l'on a actuellement.

Il y aurait encore beaucoup de chose à dire, beaucoup de chose à rectifier. Personne n'est obligé d'adhérer à tout ce qui vient d'être dit. Il s'agit simplement de vous donner un autre regard que celui avec lequel on perçoit cette D2 aujourd'hui.

Si on aime vraiment nos îles et qu'on veut changer les choses, il faut tous tirer dans le même sens et non chacun pour sa pomme. Chercher les compromis du style : « ok on ouvre mais si on veut partir on part » c'est du non respect vis-à-vis des Antilles et des gens qui se battent pour que les choses avancent. Ca signifie qu'on n'est pas gêné de s'en aller et de laisser son pays

dans une situation pire encore. Par cette attitude on contribue à maintenir la stigmatisation sur nos régions et le délire chronique en métropole qui veut que les antillais « soient paresseux et incapables ».

En tant qu'antillais et guadeloupéen je n'accepte pas ça. Que chacun prenne les positions qu'il lui semble les plus justes. Il est normal d'avoir des doutes, des peurs et des appréhensions face à des changements cruciaux. Mais cette année c'est l'année de l'Outremer, alors pourquoi ne pas saisir cette chance de montrer à tous que nous savons nous mobiliser afin d'œuvrer dans le but de développer nos régions ultra-marines ? Si nous devons rester, soyons fiers de participer à cette 4ème année et donnons-nous à fond pour réussir.

P.S. Puisque cette 4^e année n'a pas pu s'ouvrir en septembre 2011, il est indispensable que nous nous repositionnions afin que le cycle complet de la Faculté de Médecine s'ouvre enfin en Guadeloupe et que des liens pérennes s'établissent entre le Québec, Haïti, Cuba et la Guadeloupe. Pour le plus grand bien de tous les étudiants en Médecine de tous ces pays !

A Pointe-à-Pitre, 10 mai 2011
Cassien GAUTHIER
PCEM2



APLIKE KOUNYE A POU ANE ESKOLÈ 2012-2013 LA

Lefferts Gardens Charter School ap aksepte aplikasyon pou jadendanfan (timoun ki fèt an 2007), klas 1e ane, 2èm ane ak 3èm ane. Dènye delè pou tout aplikasyon se 2 avril 2012.

Ale nan www.leffertsgardens.org pou nou jwenn aplikasyon an. Rele nou nan 718-284-1480 pou mande yon aplikasyon ou pou jwenn plis enfòmasyon.

Reyinyon pou nou ka gen plis enfòmasyon sou pwogram lan: madi, 28 fevriye 2012, 6 - 7 diswa, madi, 13 mas 2012, 9 - 10 dimaten, jedi, 15 mas 2012, 6 - 7 diswa. Tanpri rele biwo LGCS la nan (718) 284-1480 pou rezève plas ou nan reyinyon yo.

Lefferts Gardens Charter School
601 Parkside Avenue
Brooklyn, NY 11226

Tel: (718) 284-1480

Qui est Laurent Lamothe, et quelles sont ses chances d'être Premier ministre?

Par Kim Ives

Laurent Lamothe est le cerveau du président haïtien Michel Martelly, tout comme le stratège politique Karl Rove l'était pour l'ancien président américain George W. Bush. Lamothe est le gars qui a réalisé la façon de financer la campagne présidentielle de Martelly, et qui a recruté la firme professionnelle espagnole de relations publiques, Ostos & Sola, pour s'en occuper. Aujourd'hui, il a été désigné par le président Martelly pour être le prochain premier ministre. « L'homme est un génie de la finance », a dit le musicien Richard Morse, qui gère le célèbre Hôtel Oloffson. Il est le cousin de Martelly et fait partie du cercle intime du président. « Il sait comment prendre un peu ici, un peu là-bas, mettre ça ensemble avec encore un peu encore, et faire fonctionner le tout. »

La prouesse de Lamothe pour des tractations financières saute aux yeux quand on revoit l'histoire de ses affaires avec Martelly au cours de la dernière décennie.

Lamothe, âgé de 39 ans, a été un proche de Martelly depuis 2002 quand il a recruté l'ancien chanteur vulgaire de konpa connu sous le nom « Sweet Micky » pour être un partenaire et le prête-nom de la publicité pour NoPin Long Distance, un service alternatif de carte d'appel, qui est devenu très populaire en Haïti et a engendré plusieurs imitateurs. En fait, selon les dossiers d'entreprise de l'Etat de Floride, le nom original de One World Telecom, Inc, la société mère de NoPin, était « Sweet Micky Long Distance Services, Inc. »

Lamothe, avec deux autres fondateurs de NoPin, Patrice Baker et Gilbert Pasquet, étaient tous, avec Martelly, des directeurs d'une autre société en Floride, la Coco Grove Holdings, Inc, dont Martelly a été nommé président en 2008. Coco Grove Holdings, à son tour, a été détenue par une société coquille (shell company) des Iles Vierges Britanniques, Lightfoot Ventures Limited, de nouveau dirigée uniquement par Lamothe et Martelly.

Lamothe a acquis ses compétences financières en étudiant la gestion des affaires à Barry University à Miami et,

plus tard il a obtenu une maîtrise dans le domaine dans une autre école catholique de Miami, l'Université St. Thomas. En Haïti, il est allé à l'école secondaire au Collège Bird.

Né à Port-au-Prince le 12 août 1972, lui, comme son frère aîné Ruben, est devenu un joueur de tennis représentant Haïti pour la Coupe Davis en 1994 et 1995. Mais, tandis que son frère est resté dans le sport, l'attrait de l'entrepreneuriat a tout bonnement attiré Laurent.

Dans les années 1990, il a essayé de commencer une entreprise d'importation de bois en Haïti à partir de la forêt amazonienne du Surinam, mais qui n'a jamais démarré.

Ainsi, en 2000, Lamothe a lancé Global Voice Telecom, Inc avec son partenaire en tennis Patrice Baker. Alors que son entreprise prospérait en Haïti, il a également commencé à faire des incursions en Amérique latine et en Afrique, parlant couramment le français et l'espagnol. Il a bâti Global Voice pour en faire un acteur majeur de télécommunications, en particulier dans le Tiers Monde, et est devenu très riche, habitant des maisons luxueuses à Cape Town, Afrique du Sud, et à Miami, en Floride.

Mais il a commencé aussi bien à se faire des ennemis. Le site Web Le Griot.info, basée en France, a publié le 11 novembre 2010 un article accusant le président du Sénégal Abdoulaye Wade d'avoir été « manipulé par Laurent Lamothe... pour pouvoir installer Global Voice au Sénégal. » Lamothe « a corrompu des autorités avec des sommes d'argent, des voyages en Afrique du Sud pris en charge par lui, pour faire passer le projet à la présidence ». Le journaliste Steven Addamah a affirmé : « Plusieurs personnes dont un ministre, une femme sénatrice, un Directeur Général devaient gagner 29 millions de dollars sur le dos du contribuable sénégalais et de la SONATEL, (la compagnie nationale de téléphonie) après signature du contrat ». En juillet 2011, un autre site, basée au Sénégal, Dakaractu.com, a complété des charges similaires de corruption contre Global Voice, dans les pays à travers l'Afrique, y compris la République démocratique du Congo, la Guinée et la République centrafricaine. « En Gambie, où règne un despotisme aussi absolu que prédateur,

[Lamothe] a réussi à obtenir le marché de l'interco par le biais d'un deal assurant à Yaya Jambou, l'homme fort du pays, des millions de dollars qui tombent régulièrement dans sa cassette personnelle et un dispositif d'écoute des communications téléphoniques des Gambiens », a écrit le journaliste Cheikh Yérém Seck.

Global Voice a formellement démenti le deuxième article, qui a été réimprimé en Haïti Liberté, en disant que « l'article diffamatoire » était pleine « de ragots et d'informations mensongères » dans une tentative « de détruire la réputation de l'entrepreneur Laurent Lamothe » et « de salir l'image de la société Global Voice Group ».

La recommandation de Lamothe pour le poste de Premier ministre va maintenant aller devant le Parlement haïtien pour ratification. Son premier et plus grand obstacle sera de prouver qu'il répond à l'exigence de résidence de la Constitution haïtienne, stipulant que le Premier ministre doit avoir en permanence vécu en Haïti pendant les cinq dernières années. Cette disposition a disqualifié plusieurs candidats pour le poste de PM au fil des ans, et a failli couler la nomination de Garry Conille, le premier Premier ministre de Martelly qui a démissionné le 24 février après seulement quatre mois (voir Haïti Liberté, vol. 5, n° 33, 29/02/2011). (Conille seulement a évité l'écueil parce que sa résidence à l'étranger en tant que fonctionnaire des ONG a été assimilée à une mission diplomatique, même si ce n'était pas le cas.)

Un autre obstacle sera que Lamothe était consul honoraire du Surinam en Haïti ces dernières années. Le premier candidat de Martelly, Daniel Rouzier, avait échoué en partie parce qu'il était consul honoraire de la Jamaïque en Haïti.

Il existe également des accusations selon lesquelles Lamothe peut détenir une nationalité étrangère, ce qu'interdit également la Constitution pour briguer le poste. Une commission spéciale du Sénat se penche sur les charges de double-nationalité contre Lamothe, Martelly et 37 autres hauts responsables gouvernementaux.

Lamothe, qui a fonctionné comme ministre des Affaires étrangères d'Haïti sous Conille, a deux jeunes filles d'une femme



De gauche à droite Patrice Baker, Laurent Lamothe, Raffael Olloqui et Ricardo Olloqui

colombienne, qui vivent toutes à Miami, en Floride, mais on dit que sa petite amie actuelle est apparemment Stéphanie Balmir Villedrouin, le ministre du tourisme actuel.

Le père de Lamothe, Louis, fut le fondateur de l'Institut Lope de Vega, une école à Port-au-Prince, qui enseigne l'espagnol et favorise des relations avec le monde de langue espagnole. Pendant la dictature des Duvalier et après, l'aîné Lamothe a souvent parrainé des bourses d'études pour des soldats haïtiens devant être formés dans les pays d'Amérique latine, par exemple sur la Manta Air Base en Équateur où l'armée américaine tenait une base jusqu'à 2009 [quand le président Correa la leur a demandée]. (Le putschiste en 2004, Guy Philippe, et plusieurs autres soldats haïtiens ont été formés en Équateur lors du coup d'Etat de 1991-1994.)

Quelle est la réaction de Washington à la nomination de Lamothe? Jusqu'à présent, elle est mise en sourdine, ce qui suggère que la réaction est mitigée. D'une part, Lamothe est pro-capitaliste et un architecte de la campagne du gouvernement Martelly « Haïti est ouverte aux affaires » pour attirer les investissements étrangers. Qu'il soit allé à l'école aux États-Unis et qu'il y ait fondé des entreprises américaines, joue aussi en sa faveur.

Toutefois, Lamothe n'est pas l'homme de Washington, comme Conille l'était. Il est l'homme de Martelly. Lui et le président sont, comme les Haïtiens disent, kokòt ak figaro, deux petits pois dans une gousse. Washington est troublé puisque Martelly et sa clique ont montré des tendances néo-duvaliéristes.

Ils sont imprévisibles et incontrôlables dans l'établissement de leurs propres politiques, par exemple, leur initiative visant à rétablir l'armée haïtienne, démantelée par l'ancien président Jean-Bertrand Aristide en 1995. Ceci est considéré comme un défi aux États-Unis, qui contrôle, en fin de compte, la force de l'ONU connue sous le nom de MINUSTAH qui occupe militairement Haïti depuis le putsch de 2004 contre Aristide.

Le plus important pour Washington, cependant, c'est que Lamothe et Martelly ont montré une tendance troublante, comme leurs prédécesseurs l'ont fait, à traiter étroitement et chahuteusement avec Cuba et, en particulier, avec le Venezuela. Ils ont renforcé la participation d'Haïti à l'ALBA, le front du commerce anti-impérialiste dirigé par le Venezuela et Cuba. En fait, l'ALBA devait se réunir pour la première fois en Haïti, dans la ville sud-est de Jacmel, du 2 au 3 mars; ce devait être un conclave de ministres des Affaires étrangères de l'ALBA.

Mais à la dernière minute, la réunion a été reportée sans explication jusqu'en Avril, et a été repositionnée provisoirement sur Port-au-Prince. Néanmoins, à ces dates, Lamothe a accueilli le vice-ministre vénézuélien des Affaires étrangères et le Premier ministre de Curaçao pour un « Sommet de solidarité entre Haïti et le Venezuela », qu'il a appelé un « témoignage de l'amitié indestructible et immuable entre les peuples d'Haïti et le Venezuela. » En disant que le Venezuela se souvient des contributions faites par Haïti aux révolutions anti-coloniales sur le continent, Lamothe a annoncé que le Venezuela « a l'intention

de renforcer ses liens avec Haïti par de multiples coopérations bilatérales couvrant tous les domaines, tant économique, social, culturel, agro industrielles, commerciales, éducatives, humanitaires et autres », et que « la coopération Sud-Sud est cruciale pour le développement d'Haïti ». C'est pas mal de drapeaux rouges.

Lamothe a tenté de rassurer Washington, disant à Haïti Press Network que « Haïti n'est pas dans la position de prendre un virage politique; nous sommes simplement dans la nécessité d'apporter une aide à la population qui a été délaissée pendant 208 ans »

Pour enfoncer le clou, il a assuré que « les États-Unis restent et demeurent le plus grand partenaire d'Haïti, nous travaillons sur plusieurs projets. On a énormément de respect pour ce que les États-Unis font en Haïti. Il n'y a aucun éloignement, mais nous avons hérité d'une série de relations que nous avons redynamisées ».

Conille avait demandé à Martelly de publier la constitution d'Haïti amendée, ce qui permettrait au Premier ministre de remplacer le président s'il doit démissionner. Martelly a compris le jeu de Conille et de Washington et a refusé de préparer le terrain pour se laisser remplacer par Conille. Cependant, la semaine dernière, la femme-forte de Bill et Hillary Clinton, Cheryl Mills, a visité Port-au-Prince pour faire pression. Martelly a accepté de publier les modifications... dès que le premier ministre, son premier ministre, aura été ratifié.

Pendant ce temps, les parlementaires haïtiens ont déclaré qu'ils ne ratifieraient aucun candidat jusqu'à ce que Martelly coopère avec leur enquête sur la double-nationalité, que d'ailleurs il boude.

Est-ce que les États-Unis attendront pour voir leur propre candidat, un technocrate comme Conille, devenir le candidat proposé pour Premier ministre, ou vont-ils prendre une chance avec Lamothe?

Est-ce que les parlementaires resteront fermes sur leur promesse de ne pas bouger jusqu'à ce que Martelly cède, ou succomberont-ils aux pots de vin et rododromontades de Martelly?

Restez à l'écoute, les prochaines semaines, pour trouver la réponse.

Suite de la page (8)

Sa ferme conviction avait été prise dès la désignation de celui-ci. Il savait qu'il ne ferait pas long feu à la tête du gouvernement et ce même s'il était le protégé de Clinton. Entretemps, le chef de l'Etat qui ne faisait pas grand cas de Conille avait demandé à son ami Laurent Lamothe de se préparer à toute fin utile. Sachant qu'après la chute de Conille ce sera lui. Son homme. Son élu de cœur.

Celui qu'il a toujours souhaité voir prendre la tête de la Primature. Bien servi. Lamothe a fait, il faut le reconnaître, une démonstration de force en tant que ministre des Affaires étrangères. Un sans faute. Dans ce journal on l'a souvent évoqué. L'on disait que Laurent Lamothe se préparait à devenir Premier ministre. Jamais, en effet, un ministre des Affaires étrangères n'a été si présent médiatiquement et dans les affaires intérieures du pays. Depuis le premier jour de son arrivée à la tête de la Chancellerie haïtienne, Lamothe a mené une opération de communication sans précédent. En moins de quatre mois, Laurent Lamothe a fait le tour des médias de la capitale.

Il est présent même dans des dossiers ne relevant point de son ministère. Il s'impose donc avec son concept improbable de la « diplomatie d'affaires ». En fait, le véritable Premier ministre était déjà Laurent Lamothe. Il ne faisait pas de l'ombre à son chef hiérarchique, Gary Conille qui était déjà l'ombre de lui-même. Pourtant, personne ne peut affirmer qu'il avait critiqué, un jour publiquement le Premier ministre démissionnaire. Lamothe s'est révélé être un fin tacticien. Habile. Politique même. Et pour cause. Contrairement à la plupart de ses ex-collègues, il ne s'est jamais prononcé sur les frasques et autres sorties critiquables de son ami Michel. Il ne prend jamais partie. Il ne désavoue pas non plus. Approuve-t-il les sorties fracassantes d'un Président de plus en plus sur la sellette ? On n'en sait rien.

En tout cas, le probable futur locataire de la Villa d'Accueil demeure un inconditionnel du Président de la République. Jusqu'à quand ? Là est toute la question. Devenu Premier ministre, aura-t-il toute la liberté pour mener à bien la politique qu'il entend mener ? Avec un Président hyperactif et n'acceptant pas qu'on décide à sa place, comme l'est son ami Michel, on

ne prendrait pas longtemps à le savoir. Pour le moment il est l'homme en qui le Président a le plus de confiance. C'est lui qu'il voulait comme Premier ministre depuis longtemps. Peut-être pour le malheur des deux.

Le nom de Thierry Mayard-Paul et celui de la célèbre inconnue Anne-Marie Milfort adossés avec le nom de Laurent Lamothe que le chef de l'Etat avait présentés aux Président des deux Chambres, n'ont été en fait, que de pure forme. Selon une habituée du Palais national, Martelly n'avait nullement l'intention de proposer un Mayard-Paul comme Premier ministre. Toujours selon cette correspondante, le Président est persuadé qu'un Thierry Mayard-Paul n'avait aucune chance même pour passer l'épreuve de vérification de ses papiers au Bicentenaire, (siège du Parlement), puisque Conflictuel. Vindicatif. Hautain. Suffisant.

Le contentieux du ministre de l'Intérieur avec les parlementaires, même si depuis quelque temps il tente de se racheter auprès des sénateurs et députés, ne lui laissait pas une chance sur dix mille pour être accepté. En ce qui concerne Mme Anne-Marie Milfort, c'était juste une blague. Alors quels sont les atouts du Premier min-

istre désigné ? Nombreux selon le Palais. Puisque Lamothe ne traîne pas pour l'instant des casseroles connues en Haïti. Et l'internationale semble ne pas avoir d'objection en attendant de le voir à l'œuvre en tant que chef de gouvernement. Les « amis » d'Haïti quant à eux, après l'échec de leur poulailler, poussé vers la sortie en moins de quatre mois seulement, ils se montrent prudents.

Ils laissent donc la main au chef de l'Etat de désigner le Premier ministre de son choix pourvu qu'il réponde d'abord aux critères qu'ils ont mis en place depuis 2004 et ensuite aux prescrits de la Constitution, histoire d'apaiser la tension nationaliste de certains sur la nationalité du Président. Sachant que de toute façon, le Président Michel Martelly joue avec son ami Laurent Lamothe son dernier joker. Aucune faute ne sera pardonnée. D'ailleurs, pour certains diplomates accrédités à Port-au-Prince, si Lamothe passe l'examen, oh combien risqué du Parlement, son échec sera celui de la présidence. Puisque le chef de l'Etat ne pourra point trouver de bouc émissaire pour faire endosser son incapacité à diriger et à gouverner le pays. Comme le commun des mortels, toutes les Chan-

celleries s'accordent à dire que Laurent Lamothe va être un Jean Max Bellerive bis. A la seule différence, que l'ancien Premier ministre de l'ex-Président René Prével n'avait pas d'ambition de succéder à son patron.

C.C

Zanmi/Kamarad,

Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA) ap fè nou konnen li sètobilije ranwaye dine-dansan 17 mas 2012 la. N a mete nou okouran kou nou fikse yon lòt dat.

Nou remèsye nou pou bonjan konpreyansyon nou.

Salitasyon patriyotik,

Marquez Osson pou KAKOLA

Insécurité

Suite de la page (7)

Plusieurs autorités centrales et locales ont été dépêchées sur place pour constater les dégâts. Le député de la circonscription Delmas/Tabarre, Arnel Bélizaire ; le maire de la commune, Jean Frantz Théodate ; la directrice locale de la protection civile, Nadia Lochar ; le ministre de l'Intérieur, Thierry Mayard Paul ; le secrétaire d'Etat à la sécurité publique, Réginald Delva entre autres figurent parmi les premiers arrivés sur les lieux. Le député Arnel dans sa première déclaration a fait savoir qu'on a entendu des rafales d'armes avant la propagation des flammes. » Quand des gens m'ont informé qu'il n'y avait plus de tirs nourris, je me suis rendu sur les lieux et j'ai pu constater l'énormité des dégâts. »

Le maire Théodate, quant à lui, n'a pas pu encore déterminer la cause réelle de l'incendie ravageur de marchandises : « Je ne peux pas préjuger de la cause ou nommer aucune piste de cet incendie, l'origine reste toujours pour nous inconnue. Le directeur de ce marché m'a informé qu'il y a environ 12 mille marchands qui fréquentent régulièrement ce lieu d'échange. » Le ministre de l'Intérieur de son côté a annoncé la formation d'une commission d'enquête afin de déterminer l'origine de l'incendie, dénombrer les victimes, le nombre des dépôts et des tentes emportés par le feu pour enfin arriver à une évaluation exhaustive des dégâts.

Débarqué sur les lieux, le commissaire du gouvernement de la Croix-

des-Bouquets, Mario Beauvoir a procédé à l'interpellation de 4 individus, parmi eux le directeur et le chef de sécurité du marché dans le cadre de l'ouverture d'une enquête. « Ce n'est pas un hasard, c'est un acte criminel, un complot ourdi, pour incendier le marché. Il y avait des réunions pour préparer ce forfait. Il y a également un conflit de terrain à la base de cet incendie. Le pire c'est que les autorités concernées n'ont jamais informé les autorités judiciaires sur les fortes menaces pendant sur le marché de Tabarre. Ce dernier ne va pas rester pas au niveau de l'enquête qui se poursuit. » Les marchands de leurs côtés ont pointé du doigt un certain Tjean qui serait à l'origine de cet incendie criminel. Tjean voudrait réclamer le terrain sur lequel ce marché a été construit, alors que le commissaire Beauvoir a confirmé que le terrain est la propriété de l'Etat. Ce terrain a sans doute été acheté par l'Etat avant la construction du marché, mais n'empêche, qu'il n'échappe pas aux conflits de terrain en Haïti.

Le président Michel Martelly et le Premier ministre démissionnaire, Garry Conille se sont rendus samedi matin sur les lieux, sans faire aucune déclaration publique. Le lundi 27 février, deux (2) jours après l'incendie, plusieurs centaines de commerçants ont participé à une manifestation qui les ont conduits devant les locaux de la mairie de Tabarre. Ils ont demandé le déblaiement du marché et sa réouverture : « Nou pa genyen lòt kote pou n al menmen aktivite nou yo, pou n fè degouden pou n okipe pitit nou. Se mache a ki tout resous nou. Se sa k fè nou vin la a devan meri a pou n mande otorite yo louvri mache

a, li pa t ap boule, si yo te pran responsabilite yo, yo te okouran de tout rimè ki t ap sikile yo, nou te toujou enfòmè yo. Nou mande otorite yo louvri mache a epi debleye l pou tout machann yo ka reppran plas yo. »

Le maire Théodate en a profité pour les informer que : « Depuis hier matin on a ouvert un bureau de doléances à la mairie où on a déjà enregistré 657 marchands. Il a confirmé qu'il y a des accusations qui ont été portées contre des individus malintentionnés, mais le marché est inscrit dans le domaine public de l'Etat, on ne peut le céder à quiconque. »

A rappeler que le marché de Tabarre a été construit durant le deuxième mandat interrompu du président Jean Bertrand Aristide, ainsi que de nouvelles infrastructures et des institutions étatiques. Voilà qu'aujourd'hui dès le début d'un régime totalitaire du président Martelly, des malfrats se sont sentis suffisamment à l'aise pour l'incendier et réclamer le terrain. C'est le cas dans plusieurs autres régions du pays, notamment dans le département de l'Artibonite et le Nord-Ouest à Jean-Rabel où les grands propriétaires fonciers, communément appelés « Grandon » veulent déposséder des paysans de leur terre.

Le lendemain de l'incendie de Tabarre, le samedi 25 février, un autre incendie a éclaté dans une ancienne maison construite en bois à l'angle des rues Lamartinière et première impasse Lavaud à Bois-Verna. Cette maison a été totalement consumée par le feu, une personne a été carbonisée et la maison limitrophe logeant l'Institut Lope de Vega a été également touchée par le feu. On



Le marché lors de l'incendie

ignore l'origine de ce nouvel incendie.

Par ailleurs, plusieurs autres personnes ont été victimes d'actes d'insécurité à la capitale ces derniers jours. Le jeudi 23 février, le policier, Angelot Pierre-Louis, âgé de 42 ans, agent III, affecté à l'unité spéciale de la Police Nationale d'Haïti (PNH), Swat-Team a été abattu de plusieurs balles par des bandits armés circulant à bord d'une moto au niveau du quartier de Martissant, Sud de la capitale. Le vendredi matin 24 février, au centre-ville, au bas de la rue Saint-Honoré, aux environs de la place Saint-Anne et Lycée Toussaint Louverture, des bandits armés qui tentaient de rançonner des passants ont ouvert le feu à bout portant sur le chauffeur d'un minibus assurant le trajet centre-ville/Pétion-ville. Le bilan s'était soldé par deux morts et un blessé grave, dont le chauffeur et un passager. Le même jour, au courant de la journée, les bandits à moto continuaient leur course, Junior Gassant a été criblé de balles à l'angle des rues Nicolas et Magloire Ambroise, au centre de la capi-

tales, alors que la victime était au volant de son véhicule. Tandis qu'a Delmas 3, non loin d'un sous-commissariat de police, des bandits armés toujours à bord de motocyclettes ont également semé la panique. Ils ont dépossédé des cambistes de leur argent. La police cette fois qui n'a pas pris le temps pour intervenir a abattu l'un d'entre eux lors de l'échange de tirs, et les autres ont eu le temps de prendre la fuite.

A un moment où le pays fait face à une crise politique aiguë, où les grands pouvoirs de l'Etat s'entredéchirent, où la gouvernance est dans l'impasse, où les institutions de l'Etat n'assurent pas les fonctions régaliennes, ces bandits en ont profité pour faire pleurer des familles et continuer de détruire les infrastructures et l'économie du pays. Le peuple haïtien doit cesser de se faire leurrer par ce monstre à la tête du pays qui dévoile au fur et à mesure son vrai visage de dictature rétrograde, supportée par la communauté internationale, dans l'unique objectif de maintenir le pays sous sa domination.

Suite de la page (7)

carnavalesques a été traitée en parent pauvre.

Bien avant la tenue officielle des festivités carnavalesques, la presse véhiculait des informations concernant une vaste opération de drogue et de blanchiment d'argent dans le département du Sud. C'est ce qui aurait, toujours selon les mêmes sources, motivé l'équipe au pouvoir à déplacer le lieu du carnaval vers les Cayes. Il planait donc, au départ, un sérieux doute sur ce brusque changement d'air orchestré

par monsieur Martelly. Aujourd'hui, les 3 jours gras terminés, bilan officiel rendu public, certes, mais le doute persiste encore, puisque toute la lumière n'est même pas encore faite sur les chiffres exacts et sur l'origine de fonds décaissés pour le carnaval. Or, voilà que la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) vient de procéder à une importante saisie de drogue dans la commune de Tabarre jeudi soir.

Les 300 kilos de Cocaines saisis lors d'une opération menée conjointe-

ment par le BLTS et la DEA avoisinent les 2.5 millions de dollars et seraient passés par les côtes du Sud pour atteindre la capitale. On ne saurait ne pas être de l'avis de celles et ceux qui se réjouissent du déroulement sans violence physique extrême du carnaval national des Cayes. Mais toujours est-il qu'un côté obscur semble régner en permanence dans ce pouvoir qui pourtant prône la transparence, avec d'importantes informations cachées que la population aurait dû connaître.

Là encore, c'est une forme de violence étatique puisque le pouvoir se comporte en maître et seigneur qui n'a de compte à rendre à personne.

Aujourd'hui, c'est dans l'air du temps que le pouvoir en place inaugure ci et ça, et on vous dit que cela n'a absolument rien à voir avec le Trésor public. « Se pa lajan Leta. » Men ki kote lajan sa yo sòti? Le jet privé du président de la République, son hélicoptère qui va et qui revient sur la pelouse du palais national, ses voyages à l'extérieur, les contrats signés au début de son mandat etc., presque tout se fait sans reddition de compte. Aucune information claire jusqu'ici. Dans le contexte du carnaval des Cayes, souhaitons que des retombées positives, s'il y en aura effectivement, puissent aller au bénéfice de la ville des Cayes, comme l'a souligné le maire de la Commune, Pierre Yvon Chéry, lors d'une conférence-bilan des 3 jours gras, ou bien au profit des narco trafiquants d'ici et d'ailleurs.

MERRICK ACADEMY

207-01 Jamaica Avenue, Queens Village, NY 11428



OPEN HOUSES

February 29th & March 14th
at 6:00 PM
207-01 Jamaica Avenue
Queens Village, NY 11428
Application Deadline: April 2, 2012
Lottery Date: April 17, 2012

OPEN HOUSES

Fevriye 29th & Mas 14th
a 6:00 PM
207-01 Jamaica Avenue
Queens Village, NY 11428
Dat limit aplikasyon an:
2 Avril, 2012
Dat li te lotri: Avril 17, 2012

Discover The Educational Alternative Your Child Deserves
Dekouvri Altènatif la Edikasyonèl Pitit ou a merite

We are accepting new student applications for Grades K-6
Nou aksepte aplikasyon pou nouvo elèv klas K-6

For an application or more information call
Pou yon aplikasyon oubyen yon plis enfòmasyon, rele
718-479-3753

Applications can be emailed to recruitment@merrickacademy.org or
Completed online at <http://app.jumpro.pe/CharterApplication.html#school=59>

Aplikasyon ka kouriyèl recruitment@merrickacademy.org oswa Konplete sou entènèt
la nan <http://app.jumpro.pe/CharterApplication.html#school=59>

"All students with disabilities (SWD) and English Language Learners (ELL) are encouraged to apply"
"Tout elèv ki gen andikap (SWD) ak angle k ap Aprann Lang (ELL) yo ankouraje yo pou aplike pou"

MAXX TAX SERVICES & REAL ESTATE CONSULTANT CORP

Income Tax: Individual • Business
• Rapid Anticipation Check (RAC)
Real Estate: Residential • Commercial
• Condo • Coop • Rentals
Notary Public



Max W. Marcelin, Tax Consultant.

Cell: 718-954-5384

Leonite Gourdet, Tax Consultant.

Cell: 718-207-3917

Nou pale kreyòl!

1424 Flatbush Ave., Brooklyn, NY 11210
(Corner of Farragut Road)

718.576.6601

Receive a 20% discount on your tax preparation with this ad.



Face à cette offensive qui menace notre communauté dans son existence même, des politiciens guadeloupéens sans vision et sans ambition pour le pays Guadeloupe s'accrochent de strapontins, de miettes de pouvoir et se complaisent dans l'illusion d'un pouvoir qu'ils croient détenir dans les institutions françaises.

Hommes et femmes de Guadeloupe, aucun Peuple ne peut renoncer à lui-même et accepter son déclin sans réagir!

Il faut refuser tout fatalisme et revendiquer notre participation à la Marche du Monde, qui aujourd'hui se fait sans nous.

Il se fait tard et il y a urgence, mais rien n'est perdu pour autant que nous ayons la volonté de nous assumer et d'être aux commandes de notre destin.

Et quand il y a volonté, il existe forcément un chemin.

C'est ce chemin que nous voulons tracer avec vous dans les Assises des Organisations anticolonialistes et anticapitalistes dont nous lançons aujourd'hui les travaux. Ces Assises consacrent notre capacité à accepter nos différences et à les intégrer pour en faire une force au service du Pays !

Hommes et Femmes de Guadeloupe, notre Peuple a du génie, n'en doutez pas un seul instant!

Il a donc la capacité de se concevoir sans tutelle, de s'envisager et de se projeter dans les espaces de liberté qu'il voudra bien se donner et qui sont nécessaires tant à son développement qu'à son épanouissement.

Les décennies écoulées ont démontré qu'il ne peut y avoir de croissance générant le développement dans la dépendance et la sujétion.

Prenons l'initiative de repenser le Pays et de le refonder avec pour objectif absolu de le construire durablement

et équitablement sur la base de ses ressources humaines, naturelles, matérielles et surtout sur la base du respect des valeurs éthiques, fondées sur la dignité, le respect de la vie humaine et la solidarité...

Prenons garde cependant à ne pas tomber dans le piège de divisions stériles, alors que le bon sens et l'intérêt supérieur de notre Pays nous font obligation de réaliser l'unité du Peuple à travers toutes ses composantes pour parvenir à sa réelle émancipation.

Par cet Appel, nous exhortons chacun à vaincre ses peurs et à participer au combat salutaire pour bâtir ensemble la nouvelle Guadeloupe que nous appelons de nos vœux.

Vous jeunes, étudiants artisans, ouvriers, enseignants, intellectuels, paysans, employés, pêcheurs et vous chômeurs guadeloupéens dont les destins sont liés, nous, membres du CIPPA, du COPAGUA, du FKNG !, du PCG et de l'UPLG vous convions à nous rejoindre et à être les acteurs de ces Assises pour construire ensemble la GUADELOUPE.

La flamme de la résistance à l'oppression et à l'exploitation qui ne s'est jamais éteinte, va être ravivée et embraser les cœurs!

Nous gagnerons parce que notre cause est juste, mais nous ne gagnerons que dans l'unité, portés par l'ardeur et le courage politique de tout notre Peuple!

Vive la Guadeloupe, vive le Peuple guadeloupéen !

Pèp Gwadeloup !
Sé Ansanm-Ansanm nou ké wouvè chimen a on gran sanblé pou nou Mofwazé réyalité a péyi-la, é pran fòs jòdi pou konstwui dèmen ! Woulo pou Gwadeloup ! Woulo pou Pèp Gwadeloup !

2. Extraits du Rapport d'orientation des « Assises »

III - Comment atteindre nos objectifs ?
Travailler à l'émergence d'une Autorité Politique
Pour les organisations patrio-

tiques, anticolonialistes, anticapitalistes regroupées au sein des Assises : CIPPA, COPAGUA, FKNG, PCG, et UPLG, la tâche politique stratégique qui s'impose est claire : l'émancipation nationale et sociale du peuple guadeloupéen. Pour atteindre cet objectif, les organisations s'inscrivent dans le cadre de la lutte politique démocratique de masse en vue d'obtenir l'adhésion, la participation et la mobilisation du peuple guadeloupéen. En outre, les différentes organisations s'engagent à travailler à l'émergence d'une véritable Autorité Politique dont la mission est de mener et de concrétiser la lutte d'émancipation. Notre démarche et notre revendication politique ont pour fondement le droit à l'autodétermination des peuples, conformément à la Charte des Nations Unies qui reconnaît à tous les peuples le droit de décider eux-mêmes du système de leur choix. Ce droit naturel et imprescriptible appartient au peuple guadeloupéen et à lui seul ; aucune puissance étrangère, aucune institution de l'Etat colonisateur ne peut décider de la forme, du contenu, des limites à l'exercice de ce droit à s'affranchir de la domination.

Pour rendre effectif l'exercice de ce droit à l'autodétermination du peuple guadeloupéen, la démarche suivante est proposée :

Une action politique de masse pour imposer de rayer le nom de la Guadeloupe de la liste des pays cités dans l'article 72.3 de la Constitution, comme "population" dans le peuple français.

La mise en place d'une Assemblée Constituante, élue au scrutin de liste à la proportionnelle intégrale, ayant pour seule compétence l'élaboration d'un projet de Statut politique pour la Guadeloupe.

La consultation du peuple guadeloupéen sur le projet de Statut.

IV - Alliances et Relations à Privilégier

Les Assises ont pour vocation le regroupement aussi large que possible

d'organisations politiques, sociales, culturelles, associatives et tous les guadeloupéens qui le souhaitent dans le but de constituer une force de décolonisation dont la cohérence sera basée sur un programme politique, économique, social, culturel et sportif pertinent et ambitieux pour le Pays Guadeloupe.

Toutes les structures politiques dont l'objectif est l'émancipation réelle de la Guadeloupe, conviennent de la nécessité urgente de l'instauration d'un pouvoir guadeloupéen.

Elles conviennent également que le changement de Statut qu'elles appellent de leurs vœux ne peut pas être l'œuvre d'une seule organisation, mais celle d'une entité multiple, dont les membres, sans renier leur propre fondement théorique, s'accordent sur l'essentiel : L'émancipation du peuple guadeloupéen.

La culture, la revendication identitaire, le vivre ensemble et l'unité ont de tout temps servi de fondement aux peuples pour leur émancipation.

Sur la base de ces convictions partagées, il nous appartient de proposer à tous ceux qui, comme nous, luttent pour une Guadeloupe débarrassée du colonialisme français, une alliance stratégique, pour que sans esprit de primauté ou de compétition, nous parvenions à mettre en mouvement le peuple guadeloupéen à travers toutes ses composantes.

Une approche objective de notre environnement politique, social et culturel actuel nous permet d'avancer des pistes :

- * de rapprochements ou d'alliances dans les sphères suivantes : politique, sociale, économique et culturelle
- * des relations à privilégier avec : les fédérations sportives, la jeunesse guadeloupéenne, les différentes confessions religieuses (sans perdre de vue cependant que notre programme politique est laïc), l'émigration, les organisations internationales, les organisations progressistes des dernières colonies

françaises, les pays de la Caraïbe et de l'Amérique latine.

Néanmoins, l'élément décisif demeure la mobilisation des forces progressistes guadeloupéennes (comptons d'abord sur nos propres forces) autour d'un Programme élaboré collectivement par les organisations anticolonialistes et les guadeloupéens qui s'y engageront dans le cadre des Assises des forces patriotiques, anticolonialistes et anticapitalistes.

Pour les organisations Patriotiques, anticolonialistes et Anticapitalistes : CIPPA, COPAGUA, FKNG !, PCG, UPLG regroupées au sein des Assises la tâche politique et stratégique qui s'impose est claire : L'émancipation du peuple guadeloupéen.

Notre démarche et notre revendication politique ont pour fondement le droit à l'autodétermination des peuples, conformément à la charte des Nations Unies qui reconnaît à tous les peuples le droit de décider eux-mêmes du système de leur choix.

En prenant appui sur ce droit légitime, conscients du niveau de développement socio-historique de notre communauté nationale dans le contexte de la crise mondiale du capitalisme, les organisations Patriotiques, Anticolonialistes et Anticapitalistes font le choix de la responsabilité en proposant au peuple guadeloupéen de travailler à la construction d'une Autorité Politique comme force organisée pour la conquête d'un Statut de large Autonomie, domiciliant le pouvoir politique guadeloupéen.

Les objectifs assignés à ce pouvoir politique sont la mise en œuvre d'une nouvelle politique économique sur la base d'un modèle de développement endogène, créateur d'activités et de richesses pour la satisfaction des besoins de la population et l'épanouissement de l'homme guadeloupéen.

Pointe-A-Pitre. Mercredi
8 Février 2012.
Carib créole News (CCN)
9 Février 2012

3rd Annual Sustainable Haiti Conference

Now part of  **sustainatopia**
(click here for more details)

2012 Investment Forum: Pote Kole Pou Ayiti Dekole Save the Date: April 23 & 24, 2012 Miami Beach Convention Center

Haiti needs entrepreneurs willing to bet on its future.

The Investment Forum will demystify Haiti for entrepreneurs and investors.

Some of the invited speakers include: Hervil Cherubin (Heifer International), Jim Chu (Life Giving Force), Claudine Francois (Grameen Creative Lab), Bertram Johnson (Compete Caribbean), Chancelier Laurent Lamoth (Ministry of Foreign Affairs), Pierre Noel (The Haiti Fund at the Boston Foundation), Michele Pierre-Louis (FOKAL), Minister Daniel Supplice (MHAVE), Mathias Pierre (GaMa Group), Jerry Tardieu (OASIS Hotel), Youri Mevs (WIN Group), Frantz Python (Oasis Global Enterprises)....

Special HDF Rate: \$169 for all 3 days

www.haiticonference.com

 **The Haitian Diaspora Federation**
UNITED WE SUCCEED

Russie : Poutine élu président, son opposition manifeste

Vladimir Poutine a remporté avec près de 64% des voix la présidentielle russe au premier tour, selon des résultats quasi-définitifs publiés lundi matin, au lendemain d'un scrutin dénoncé par l'opposition qui compte organiser à Moscou une mobilisation très importante de ses partisans.

«La récréation est finie», titrait lundi le journal d'opposition Navaïa Gazeta, l'un des médias phares de la contestation de ces derniers mois contre le pouvoir de Vladimir Poutine. L'ex-agent du KGB, déjà président de 2000 à 2008, retrouve son siège avec 63,9% des voix après dépouillement de 98,47% des bureaux de vote, selon les données annoncées par la commission électorale centrale.

Le communiste Guennadi Ziouganov obtient 17,18% des voix, le libéral Mikhaïl Prokhorov 7,7%, le populiste Vladimir Jirinovski 6,24% et le centriste Sergueï Mironov 3,84%, selon ces chiffres, avec une participation de 64%.

«Rien d'inattendu ne s'est produit. Chacun comprenait que Poutine s'organiserait une victoire au premier tour et se déclarerait président», a déclaré un des leaders de la coalition d'opposition, Alexeï Navalny, à l'antenne de la radio Echo de Moscou. Il a prédit la poursuite de la protestation, et in fine la victoire sur le pouvoir de Vladimir Poutine. «La protestation pacifique va se poursuivre (...), je suis sûr qu'elle aboutira dans un avenir plus ou moins proche à la chute du régime de Poutine tel que nous le connaissons», a-t-il ajouté.

Les Russes ont dit «oui à la grande Russie»

«Nous avons gagné dans une lutte ouverte et honnête», a lancé le nouvel élu, alors que l'opposition affirme que de multiples fraudes ont été commises, dénonçant peu avant un scrutin faussé et illégitime. S'exprimant dimanche soir devant plus de 100 000 personnes massées Place du Manège, au pied de l'enceinte du Kremlin, Vladimir

Poutine a félicité ses concitoyens d'avoir dit selon lui «oui à la grande Russie». Dans un discours offensif après l'annonce de sa large victoire, il s'est aussi félicité que les Russes aient écarté «les provocations politiques dont le but est de détruire notre Etat et d'usurper le pouvoir».

Vladimir Poutine est «un pragmatique, orienté vers le dialogue avec tous ceux qui veulent un travail constructif», a fait valoir son porte-parole, Dmitri Peskov, selon l'agence Interfax. Dans un autre signe d'apaisement, le président Dmitri Medvedev, un proche de Vladimir Poutine, a fait savoir lundi qu'il avait ordonné de vérifier le «bien-fondé» de la condamnation de plusieurs personnes, dont l'ex-magnat du pétrole Mikhaïl Khodorkovski. Arrêté en 2003, celui-ci purge une peine de 13 ans de prison dans une affaire emblématique et largement considérée comme un règlement de comptes politique à l'égard d'un patron trop indépendant qui finançait l'opposition. Il a également aussi ordonné de revoir la légitimité du refus d'enregistrement du parti Parnas, une des principales formations d'opposition libérale.

Dans le même temps, plusieurs leaders d'opposition ont indiqué à Echo de Moscou avoir été convoqués par la police lundi, comme Alexeï Navalny, au sujet de la manifestation prévue le même jour. Ils ont indiqué ne pas avoir l'intention de se rendre à cette convocation «illégitime». L'ex-Premier ministre Mikhaïl Kassianov, co-président de Parnas, a appelé l'opposition à «continuer d'exiger du pouvoir de respecter la constitution» et des «élections libres» lors de la manifestation prévue lundi soir dans le centre de la capitale.

L'enregistrement par une webcam d'un bourrage d'urnes dans un bureau de vote au Daguestan (Caucase russe), des images largement diffusées sur internet, a fait scandale en Russie et la commission électorale centrale a promis d'annuler le résultat dans ce bureau. Les images, visibles sur www.youtube.com montrent plus-



Vladimir Poutine

ieurs personnes qui pendant plusieurs minutes glissent des dizaines de bulletins dans deux urnes, sans se dépêcher et sans s'interrompre quand viennent voter d'autres électeurs.

L'opposition dénonce des fraudes

Dimanche, les représentants de certains candidats, des opposants, les organisations de surveillance électorale comme l'association Golos et la Ligue des électeurs ainsi que des médias indépendants ont affirmé avoir recensé quantité de fraudes. Le site control2012.ru avait ainsi comptabilisé dans la nuit 5 758 cas. Ce site recensait notamment 131 cas de bourrage d'urnes et 327 cas de «transport massif d'électeurs», une technique qui permet à un groupe de voter plusieurs fois dans différents bureaux grâce à des autorisations frauduleuses.

Après les falsifications dénoncées lors des dernières législatives en décembre par l'opposition et des observateurs indépendants en décembre - déclenchant une vague de contestation sans précédent depuis 2000 sous le slogan «La Russie sans Poutine» - le pouvoir avait assuré que le scrutin serait démocratique. Vladimir Poutine avait affirmé régler le problème en ordonnant l'installation de 180 000 webcams - deux par bureau de vote - pour que chacun puisse suivre le déroulement de l'élection en direct sur internet. Mais le système était loin de permettre de réellement surveiller le scrutin, selon les observations faites dimanche par l'AFP. L'efficacité d'une telle initiative avait du reste été mise en doute par la mission d'observation électorale de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui doit donner ses conclusions sur le scrutin lundi. «Nous attendons avec intérêt le rapport préliminaire», a indiqué lundi un porte-parole du Foreign Office. «En tant que membre du Conseil de l'Europe, la Russie se doit d'appliquer les principes et règles clés de la démocratie», a ajouté le ministre des Affaires Etrangères anglais.

La campagne électorale avait par ailleurs été marquée par l'emploi massif des ressources de l'Etat en faveur de M. Poutine, des pressions et intimidations à l'encontre de l'opposition et des médias indépendants, a relevé l'ONG Golos.

De très importantes forces de police ont été mobilisées dans le centre de la capitale russe dès dimanche pour dissuader toute velléité de contestation. Quelque 36 500 hommes ont été mobilisés dans la ville, ont indiqué les autorités.

Le Parisien 5 mars 2012

Hillary Clinton et les crimes de guettrre au Moyen-Orient

Par Bill Van Auken

En témoignant mardi devant une Commission du Sénat, la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a déclaré que le président syrien Bachar al-Assad pourrait être qualifié de « criminel de guerre ».

« Si l'on se base sur les définitions d'un criminel de guerre et des crimes contre l'humanité, on pourrait défendre qu'il [Assad] entre dans cette catégorie », a dit Clinton devant la Commission.

Le durcissement rhétorique de Washington vise à rallier le soutien de l'opinion publique pour une nouvelle intervention impérialiste au Moyen-Orient, où l'objectif d'un changement de régime est une fois de plus déguisé en croisade pour les droits humains. La déclaration de Clinton toutefois soulève la question : comment exactement détermine-t-elle quand une violence exercée contre des civils constitue un crime de guerre ?

La définition fixée par la loi fondatrice de la Cour pénale internationale et tirée en grande partie de la charte ayant établi le tribunal de Nuremberg qui a traduit en justice les dirigeants survivants du régime nazi allemand après la Deuxième Guerre mondiale. D'après cette définition, un crime de guerre est un certain nombre d'actes - dont le meurtre, l'extermination, la torture, l'emprisonnement et la disparition forcée de personnes - sciemment « commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre toute population. »

Alors que Clinton accepterait volontiers cette définition contre le régime syrien, il semble y avoir une restriction tacite quant aux individus ou gouvernements qui pourraient « entrer dans cette catégorie ». En ce qui concerne la politique américaine et l'establishment des médias, c'est très bien d'utiliser la qualification de criminel de guerre pour décrire la violence lorsqu'elle est perpétrée par un régime que les Etats-Unis cherchent à renverser à l'encontre de « rebelles » ou d'« opposants » jouissant du soutien de Washington.

Toutefois, lorsqu'une violence bien plus grande est perpétrée par les Etats-Unis eux-mêmes contre un peuple s'opposant à l'occupation de leur pays par les troupes américaines, la même catégorie est exclue.

L'insistance de définir Assad comme un criminel de guerre s'est intensifiée face au siège de 27 jours du quartier de Baba Amr à Homs qui fut pris d'assaut par des milices armées ayant à leur actif l'enlèvement et le meurtre d'habitants non sunnites de la ville. Jeudi, ces « rebelles » soutenus par les Etats-Unis, ont annoncé qu'ils se retireraient de la zone au vu des forces gouvernementales syriennes supérieures.

Il ne fait pas de doute que des centaines de personnes sont mortes durant le siège qui a duré un mois, y compris des civils sans armes. Et pourtant, si l'on considère le barrage de dénonciations des médias, des résolutions des Nations unies et des communiqués d'indignation diffusés par Washington et d'autres capitales occidentales, il est bon de rappeler l'indifférence silencieuse avec laquelle ces mêmes sources médiatiques et ces mêmes gouvernements ont réagi au massacre d'au moins 20 fois plus de civils en un tiers de temps en un endroit distant à peine de 650 kilomètres de la ville assiégée de Homs.

Cela s'est passé en novembre 2004. Le site du massacre était Falloujah, en Irak. Lors de ce siège barbare, les marines américains ont transformé



La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton

une ville entière en une zone de feu à volonté après avoir prévenu les habitants de la quitter. Les hommes et les garçons, furent cependant refoulés et obligés de subir une attaque au napalm, de bombes de fragmentation, de bombes au phosphore blanc et autres munitions qui ont incinéré leurs victimes et fait s'écrouler leurs maisons sur elles. Sur les 50.000 habitants de Falloujah qui soit refusèrent de fuir, soit furent incapables de le faire, plus de 6.000 ont perdu la vie. Au moins 60 pour cent des bâtiments de la ville furent démolis ou endommagés.

Sept ans plus tard, les habitants de Falloujah continuent de payer un terrible tribut pour le châtiment collectif qui leur a été infligé. Ils endurent une épidémie d'anomalies congénitales, de cancer chez les enfants et d'autres maladies causées par des obus à uranium appauvri et autres bombes largués sur la ville.

Comment se fait-il que les actions du régime Assad à Homs sont déclarées propres à pouvoir « entrer dans la catégorie » de crimes de guerre tandis que les actions beaucoup plus sanglantes perpétrées par l'armée américaine à Falloujah et d'innombrables autres atrocités commises sous les gouvernements Bush et Obama dans des guerres non provoquées contre les populations en Irak et en Afghanistan sont jugées être des mesures justifiées dans une « guerre contre le terrorisme », pour laquelle personne n'a jamais eu de compte à rendre.

Avant le bombardement de Falloujah qui a réduit la ville à l'état de ruine, l'armée américaine avait affirmé que l'attaque avait été nécessaire parce que la ville irakienne était devenue le quartier général d'Al Qaïda en Irak. En effet, les deux guerres tant en Afghanistan qu'en Irak furent présentées au peuple américain comme des guerres menées pour vaincre Al Qaïda et pour empêcher que l'organisation n'obtienne des « armes de destruction massive ».

La semaine dernière, Hillary Clinton a à plusieurs reprises employé une phrase identique lors de son audition devant le Sénat et lors d'interviews accordés aux médias en réponse aux questions concernant des propositions d'armer les « rebelles » syriens. Elle avait posé la question : « Soutenons-nous Al Qaïda en Syrie ? »

Tout en abordant la question d'une manière rhétorique pour suggérer que Washington émettait des réserves pour fournir des armes à ceux qui cherchent à renverser Assad, Clinton sait très bien que dans le monde réel des armes sont déjà envoyées et la réponse à sa question est, « oui, nous les soutenons ». Tout comme dans le cas de la guerre contre la Libye, l'impérialisme américain collabore étroitement en Syrie avec les mêmes éléments islamistes qu'il a pendant longtemps dépeints comme la plus grande menace pour le peuple américain.

Suite à la page (18)

AVIS JUDICIAIRE

PAR CES MOTIFS, le tribunal après examen, le ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée ; pour le profit déclaré fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Jean Fenol Dieujuste, d'avec son épouse Née AGATH CINEAS pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits Epoux ; ORDONNE à l'Officier de l'Etat Civil de la section Sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement ; Commence les dépens.

AINSI JUGE ET PRONONCE par nous RAYMND JEAN MICHEL juge en Audience civile ordinaire et publique du jeudi vingt-huit Juillet deux mille onze, en présence de Me. BRUNET SALOMON, Substitut du Commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Joseph Pierre-Louis, Greffier du siège.

Il est ordonné ect....
En foi de quoi ect....

Mes. Louis-Jeune Manes et Noël Jn Brunet

Toujours rebelle l'Amérique latine ?

Suite de la page (11)

de la production d'énergie ou de la gestion de l'eau, des mobilisations communautaires s'opposent aux méga-projets du « gouvernement du changement ».

Ailleurs en Amérique latine, à l'exception de Cuba où le socialisme castriste traverse les décennies, les crises et les réformes, la gauche ou le centre-gauche politique n'a pas réussi à prendre le pouvoir (en Colombie, au Costa Rica...), parfois pour très peu (au Mexique, López Obrador du Parti de la révolution démocratique n'a d'ailleurs pas reconnu sa « défaite » suite aux élections présidentielles « frauduleuses » de 2006), parfois pour beaucoup (au Guatemala, la gauche partisane plafonne à 5%), ou a fini par perdre dans les urnes (au Chili, en 2010, après deux mandats socialistes successifs) ou suite à un coup d'État (au Honduras, renversement en 2009 du président libéral-conservateur Zelaya après son « virage à gauche » et l'affiliation de son pays à l'Alba). Dans la plupart de ces États, la contestation et les mouvements sociaux qui se mobilisent tant bien que mal contre les effets sociaux et environnementaux des politiques ultralibérales, continuent à faire face à une répression tantôt larvée, tantôt explicite.

Au Chili, la vague de protestations qui a déferlé en 2011 - particulièrement les mobilisations étudiantes - a questionné en profondeur le modèle de privatisation et de dérégulation sur lequel s'est construit le « miracle chilien ». Et ce, en dépit de la répression et au risque de la cooptation pour les moins radicales d'entre elles (De la Cuadra, 2011). En Colombie, à quelques accents près, les tendances structurelles du modèle de domination - limitation de la démocratie, approfondissement du néolibéralisme, aggravation du conflit armé - persistent. Au déclin des organisations syndicales, répond, malgré la peur et la violence, le dynamisme de mouvements urbains, d'associations de victimes... qui engrangent certains résultats, mais manquent de relais politiques (Archila et García, 2011).

Au Mexique, dans un climat de violence exacerbée par la « guerre contre le crime organisé », les mouvements sociaux mobilisés en défense de l'emploi, des ressources naturelles, des droits humains, etc., n'ont certes pas réussi à imposer une force organisée ni un projet alternatif, face aux politiques néolibérales et conservatrices du Parti action nationale, mais leur articulation (dans le mouvement de López Obrador ?) en vue des prochaines élections présidentielles de 2012 pourrait changer la donne (Modonesi, 2011). Au Panama, si la période néolibérale a détricoté l'essentiel des acquis sociaux du mouvement ouvrier et fortement précarisé le travail, le redéploiement capitaliste actuel - projets miniers, énergétiques et

touristiques, élargissement du canal - déplace la conflictualité sociale, notamment vers les régions indigènes... qui se mobilisent (Gandasegui, 2011).

Contre-pouvoir d'influence

L'énumération pourrait ainsi continuer jusqu'aux derniers et plus petits pays d'Amérique latine. Malgré son caractère excessivement lapidaire, qui la cantonne à une simple et trop rapide évocation d'acteurs et de relations, sur fond de bilan social gouvernemental à peine suggéré, elle a sans doute le mérite d'aider à mesurer la difficulté de ramasser ces différentes formes, états et moteurs de la contestation sociale aujourd'hui en Amérique latine, en l'une ou l'autre tendance dominante.

D'aucuns pourtant s'y sont essayés, diagnostiquant tantôt l'intensité non démentie des mobilisations et de l'ébullition sociale latino-américaine (Wallerstein, 2008 ; Thomas, 2011 ; Stahler-Sholk et al., 2011), tantôt, à l'inverse, le reflux des luttes collectives, suite au « virage à gauche » des pouvoirs nationaux ou, plus globalement, en raison de contextes socio-culturels toujours plus libéralisés, atomisés, consuméristes... dans lesquels les groupes « organisés » sont plus que jamais minoritaires au sein de leur propre milieu social et les grandes « mobilisations populaires » moins que jamais contestataires ou progressistes (Alternatives Sud, 2005). D'autres diagnostics, pas moins pertinents, peuvent aussi être mis en vis-à-vis. Ainsi, celui qui observe le réinvestissement local des mouvements sociaux latino-américains ou la « territorialisation » de l'action collective conflictuelle versus celui qui constate l'articulation croissante des luttes dans l'espace national et le passage au politique.

Le premier associe la « relocalisation » des actions non seulement à la perte de centralité du travail et de l'État dans le *quehacer* quotidien des mobilisations, mais aussi à l'inscription territoriale des nouveaux enjeux sociaux, des appartenances, des identités et des revendications de souveraineté. Il puise ses exemples les plus significatifs au Mexique dans les États du Chiapas ou d'Oaxaca, en Argentine autour d'« usines récupérées », au Chili dans les régions mapuches, etc. (Merklen, 2002 ; Mestries Benquet et al., 2009). A l'opposé, le second diagnostic s'appuie sur les inédites dynamiques à l'œuvre ces deux dernières décennies en Équateur, en Bolivie, mais aussi au Mexique, au Paraguay, au Brésil... - inconcevables sous les dictatures militaires antérieures et la « terreur d'État » -, pour souligner des processus de convergence nationale entre acteurs populaires organisés, leurs diverses traductions partisanes et la quête de l'aboutissement politique et du pouvoir pour y changer les rapports de force (Goirand, 2010 ; Grandin, 2011).

Quoi qu'il en soit, au-delà des stratégies, de la vigueur et des réalités de la contestation sociale latino-américaine selon les contextes nationaux, voire régionaux, la reconnaissance de l'importance de l'impact des mouvements protestataires ces dernières années et de leur rôle aujourd'hui est, elle, largement partagée. D'abord, en matière d'expansion de la citoyenneté, d'utilisation populaire des espaces publics, d'acculturation politique et de renforcement de la participation démocratique (Stahler-Sholk, 2011). Ensuite, pour leur contribution à la délégitimation d'un modèle de développement inégalitaire et destructeur, à l'avènement de pouvoirs plus progressistes ou souverainistes et à la résistance, régulièrement réprimée, face aux politiques conservatrices et libérales qui se perpétuent en différents endroits.

Enfin, l'impact des mouvements sociaux est aussi reconnu dans la vigilance qu'ils parviennent à exercer peu ou prou à l'égard des gouvernements de gauche. Vigilance qui a pu aller de mobilisations de soutien en cas d'agression extérieure (lors des coups d'État vénézuélien de 2002 et hondurien de 2009, des menaces de sécession de l'Est bolivien...) à la confrontation ouverte pour cause d'espérance déçue (de l'Équateur à l'Argentine, et ailleurs...), en passant par l'intégration institutionnelle de leurs propositions aux politiques d'État (stratégie du mouvement féministe chilien lors du gouvernement Bachelet). Entre autonomie et coopération, ils jouent ainsi de leur (contre-)pouvoir d'influence dans un continent où, grâce à eux aussi, les taux de pauvreté et d'inégalité, toujours très élevés, ont sensiblement diminué cette dernière décennie (Coha, 2011).

Sur le plan mondial, les formes généralement prises par la contestation et les rébellions latino-américaines depuis la chute des dictatures nationales et la libéralisation politique et économique du continent continuent à faire figure de référence. Y prédomine encore en effet un type de mobilisation qui, en dépit des profondes injustices et inégalités, mais aussi de la répression, des tortures, des massacres et des exils massifs comme ceux qui ont brisé jusqu'à récemment des millions d'indigènes, au Guatemala notamment, n'a pas versé dans d'obscurantistes régressions communautaristes, dans des fondamentalismes réactionnaires ou dans des terrorismes aveugles, comme l'on en connaît sur les autres continents.

En revanche, l'attitude négative, voire méprisante, d'une partie non négligeable de cette gauche latino-américaine à l'égard des révoltes sociales et démocratiques arabes entamées en 2010 plaide moins en sa faveur. Ni l'ignorance ni la distance physique, encore moins la grille de lecture anti-im-

périaliste la plus sommaire ne peuvent justifier pareil positionnement à l'égard de peuples qui entendent eux aussi se délivrer, au risque d'y perdre la vie, de dictatures cyniques et kleptocratiques (Nair, 2011 ; Alternatives Sud, 2010 ; Halimi, 2011). Positionnement incohérent donc, quoi qu'il adienne de ces révoltes, dont l'aboutissement peut, comme sous d'autres latitudes en effet, échapper à leurs premiers acteurs. La solidarité latino-américaine pour cet élan émancipateur, à l'inverse de l'indifférence ou du mépris, serait d'ailleurs un facteur à même de jouer contre toute récupération néocoloniale.

Notes

[1] Les récents travaux de sociologie des mouvements sociaux latino-américains, recourant notamment aux cadres théoriques et conceptuels anglo-saxons, aident à dépasser l'opposition stérile entre les deux principales approches d'origine européenne, souvent normatives, qui, pour l'une, avait tendance à ne retenir que les mobilisations considérées comme expression obligée des rapports de classes, réaction aux formes d'exploitation socio-économique, vecteur de changement politique... et, pour l'autre, absolutisait l'originalité des « nouveaux mouvements sociaux », mobilisés exclusivement sur des enjeux culturels de discrimination, de reconnaissance et d'identité. Selon les environnements politiques, les contextes économiques et les répertoires d'action collective disponibles, on a de fait le plus souvent affaire à des combinaisons variables de ces différents éléments jadis mis en opposition (Thomas, 2011 ; Eckstein et al., 2010 ; Goirand, 2011 ; Duterme, 2006).

[2] Non pas à deux, mais à trois reprises (!), si l'on ajoute aux deux élections présidentielles remportées à la majorité absolue en 2005 et 2009, les 67% engrangés par Evo Morales lors du référendum révocatoire d'août 2008.

[3] On reproche entre autres à Pachakutik, le « bras politique » de la Conaie, d'avoir participé activement à l'accession à la tête de l'État équatorien de l'ancien colonel Lucio Gutiérrez en 2002, désavoué dès l'année suivante par l'organisation indigène en raison de ses politiques néolibérales et d'alignement sur les États-Unis.

[4] La présidente Cristina Kirchner (élu en 2007), épouse de Nestor Kirchner (président de 2003 à 2007, décédé en 2010), a été réélue en octobre 2011.

[5] Littéralement, organisateurs de « piquets », de blocages de routes. Mouvements d'activistes autogérés, souvent travailleurs sans emploi, particulièrement présents dans les conflits sociaux argentins entre 1995 et 2005.

Source: Cetri 1 Janvier 2012
Tlaxcala 18 Janvier 2012

Suite de la page (17)

Tout en servant d'épouvantail bien pratique pour terroriser le peuple américain dans le but de lui faire accepter les guerres d'agression impérialiste, la réalité est que les rapports entre Washington et Al Qaïda - fondée par des forces financées et armées par la CIA durant la guerre soutenue par les États-Unis contre le régime prosoviétique en Afghanistan dans les années 1980 - ont toujours été plutôt complexes.

Dès les années 1950, l'impérialisme américain avait, en guise de contrepoids au socialisme et au nationalisme radical, accordé son soutien secret aux organisations islamistes réactionnaires et obscurantistes au Moyen-Orient. A présent, il emploie ces forces une fois de plus pour tenter de redéfinir la carte géostratégique de la région en plaçant ses vastes ressources énergétiques sous la férule de Washington.

Derrière les larmes de crocodile versées par les criminels de guerre à Washington, les exigences pour un changement de régime en Syrie ont autant à faire avec la défense des droits humains que l'Afghanistan et l'Irak avaient à faire avec la protection du peuple américain contre le terrorisme.

Wsws 3 mars 2012

Suite de la page (8)

Martelly pour fomenté un dossier en justice contre l'ex-président Aristide : « Ce coup dont l'objectif est d'arrêter l'ancien président Aristide ne passera pas. Nous jurons 7 fois 77 fois, ce complot ne passera pas. Ils pensent pouvoir faire peur à Aristide, mais nous sommes là pour le défendre. Il ne parle pas, nous sommes là pour parler pour lui. Il peut dormir en toute sécurité sur ses deux oreillers, rien ne pourra lui arriver », ont lancé des sénateurs.

De Saint-Jean-Bosco au bas de la rue des Casernes, la manifestation s'était déroulée sans aucun incident, sous la haute protection de la Police Nationale d'Haïti (PNH). Arrivée à l'intersection de la rue des casernes et Boulevard Harry Truman, à quelques mètres du Parlement, des partisans du pouvoir en place ont lancé une pluie de pierres contre les manifestants. Plusieurs d'entre eux ont été blessés. Les courageux protestataires qui ne se sont pas laissés intimider par les sbires de Martelly ont poursuivi leur parcours pacifiquement.

Pour eux la responsabilité de cet incident incombe au président Martelly. « Les intimidations ne nous feront pas reculer. Le président Martelly doit collaborer avec la commission sénatoriale d'enquête sur sa nationalité », a déclaré l'un des manifestants.

Rappelons que le 17 février dernier, le président Michel Martelly était à la tête d'une manifestation de quelques 200 personnes, partant de Pétion-Ville pour arriver au Champ-de-Mars. Arrivée aux abords de la Faculté d'Ethnologie, la manifestation s'était transformée en une vaste opération de vandalisme à la dite Faculté où des partisans de Martelly se sont livrés à des voies de fait suivies de blessures sur des étudiants, ont volé les matériels de la Faculté, brisé les pare-brise des véhicules en stationnement sur la Cour de la Faculté. Malgré la provocation des quelques partisans de Martelly les manifestants continuaient d'exiger la collaboration du chef de l'Etat dans le processus de vérification de sa nationalité ainsi que sur celle des hauts responsables de l'Etat haïtien.

Only \$20
for 1 year
Online subscription to
Haiti Liberté
Go to
www.haitiliberte.com

Maggie Flambeau Restaurant



1436 Flatbush Avenue
(between Farragut & Glenwood)
Brooklyn, NY 11210

Loubing, General Manager

Breakfast - Lunch - Dinner
7 days a week, 9 am - 10 pm

Samedi Bouyon

Dimanche
Soup Giromon, Pintad, diri djondjon

Free Delivery
Catering for all occasions

347-462-9029

VENUS RESTAURANT

Specializing in
Caribbean &
American Cuisine



We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..

670 Rogers Avenue
(Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226

"Venus, l'entroit idéal"

718-287-4949

Immaculé Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn



Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

kréole FLAVOR



Caribbean Cuisine

Catering & Take-Out

1738 Flatbush Avenue
Brooklyn, N.Y. 11210

718-258-0509

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION

Adopt: A loving, educated, well traveled couple hoping to adopt a newborn. Home filled with love, laughter. Nearby extended family awaits. Please call: Lisa/ Brian 1-888-939-8399 www.Lbadopt.onfo

AUTOS WANTED

DONATE VEHICLE: RECEIVE \$1000 GROCERY COUPONS. National Animal Welfare Foundation. Support NO KILL Shelters. Help Homeless Pets. Free Towing, TAX DEDUCTIBLE, NON-RUNNERS Accepted 1-888-333-3848

AUTOS WANTED

CASH FOR CARS! We Buy ANY Car or Truck, Running or NOT! Damaged, Wrecked, Salvaged OK! Get a top dollar INSTANT offer today! 1-800-267-1591

HELP WANTED

AIRLINES ARE HIRING- Train for hands on Aviation Career. FAA approved program. Financial aid if qualified- Job Placement Assistance. CALL Aviation Institute of Maintenance (866)296-7093

HELP WANTED

Driver- Start out the year with Daily Pay and Weekly Hometime! Single Source Dispatch. Van and Refrigerated. CDL-A, 3 months recent experience required. 800-414-9569 www.driveknight.com

HELP WANTED

INSURANCE INSPECTOR FT & PT. For Kings, Queens and Nassau territories. Work independently in the field to verify measurements and condition of homes for insurance companies. *No Sales *Paid Training. Computer experience, digital camera, car, cell phone required. Knowledge of home construction and customer service a plus. Production based pay, \$15/ hour. Very achievable \$20-\$25/hour for motivated employees. Apply at: www.mueller-inc.com Reference #17316

LAND FOR SALE

NYS LAND WANTED Cash Buyer Looking for 2-3 farms or wood lots in your area. 25-1000 acres, cash deal, quick closing. No closing costs to you. Local NYS Forestry Company in business for over 20 years. Fully guaranteed. Call 800-229-7843

LAND FOR SALE

NY SPORTSMAN & OUTDOOR FAMILY LAND BUYS! This is the best time ever!! 6AC-along snowmobile trail WAS: \$29,995. NOW: \$13,995. 52AC-Near Salmon River WAS: \$69,995. NOW \$49,995. 5AC-Beautiful woodlands & riverfront WAS: \$69,995 NOW: \$39,995. 97AC-Timber & trout stream WAS: \$119,995 NOW: \$99,995. In-house financing. Over 150 land bargains. Call 800-229-7843 Or visit www.LandandCamps.com

LEGAL

REAL ESTATE CLOSINGS \$875. Expd Attorney. Free Buy/Sell Guide. CRIMINAL MATTERS Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay, Ozone Park, NY 11417 718 835-9300. lovell-law@aol.com.

LEGAL

SUPREME COURT OF THE STATE OF NEW YORK COUNTY OF QUEENS

KIMBERLY M. LEVEILLE Plaintiff,

-against-

FRANCK H. LEVEILLE Defendant

Index No. 18783-11
Date Summons Filed 8/9/11

Plaintiff Designates QUEENS County as the place of trial.

The basis of venue is:
Plaintiff's Residence

SUPPLEMENTAL SUMMONS WITH NOTICE

Plaintiff's residence:
7013 Catamaran Way
Averne, N.Y 11692

ACTION FOR A DIVORCE

To the above named Defendant:
YOU ARE HEREBY SUMMONED to answer the complaint in this action and to serve a copy of your answer, or if the complaint is not served with this summons to serve a notice of appearance, on the Plaintiff's Attorney within twenty (20) days after the service of this summons exclusive of the day of service where service is made by delivery upon personally within the state, or within thirty (30) days after completion of service where service is made in any other manner. In case of your failure

to appear or answer, judgment will be taken against you by default for the relief demanded in the complaint, or where the complaint is not served with this summons, for the relief requested in the notice set out below. PLEASE TAKE NOTICE that the nature and object of this action is to obtain a judgment divorcing the parties and dissolving the bonds of matrimony on the grounds of: (1), and (2) DRL § 170(1) – the cruel and inhuman treatment of the Plaintiff by the Defendant, DRL § 170(7) – Irretrievable Breakdown and that the relief requested is:

- 1- The granting of a judgment of absolute divorce against you and in favor of the Plaintiff dissolving forever the bonds of matrimony between the parties to the above entitled action;
- 2- Awarding Plaintiff physical and legal custody of the minor child of the marriage, Grant Leveille, DOB: July 3;
- 3- Child support for the child of the marriage to be paid by Defendant according to the New York State Basic Child Support Guidelines;
- 4- Awarding Plaintiff equitable distribution of all marital property, including by not limited to Defendant's numerous pensions
- 5- Awarding the Plaintiff maintenance to be paid by the Defendant; and
- 6- Declaring the rights of the parties to their separate property;
- 7- Compelling defendant to maintain and provide suitable policies of life and health insurance for the benefit of the infant issue;
- 8- Awarding to Plaintiff the exclusive use and occupancy of the marital residence located at 7013 Catamaran Way, Arverne, New York 11692;
- 9- Awarding Plaintiff reasonable sums for counsel, investigative, appraisal, accountant, and other expert fees and expenses;
- 10- And for such other and further relief as to the Court may seem just and proper, together with the costs and disbursements of this action.

Dated: August 8, 2011
New York, New York

De Leon & Associates, PLLC
By: Sharifa Milena Nasser, Esq
Attorney(s) for Plaintiff
26 Broadway – Suite 2100
New York, New York 10004
Telephone: (212) 747-0200
Facsimile: (212) 747-0202

MISCELLANEOUS

SAWMILLS from only \$3997- MAKE & SAVE MONEY with your own bandmill- Cut lumber any dimension. In stock ready to ship. FREE Info/DVD: www.NorwoodSawmills.com 1-800-578-1363 Ext.300N

Have you suffered a thigh bone/femur injury?

Attention
FOSAMAX® VICTIMS



Recent studies have indicated that use of the osteoporosis medicine Fosamax® can lead to fractures in the femur – the hip bone. These fractures can occur in low-impact situations, such as when stepping down stairs or even just falling from a standing height or less. This significant risk has been recently added to the Warnings and Precautions section of the label. If you or your loved one has suffered a HIP fracture after taking Fosamax® it is your best interests to investigate your legal rights for possible compensation! Weitz & Luxenberg can help you understand your legal options. We are one of America's largest trial law and products liability law firms representing injured persons with total verdicts and settlements in excess of \$3 Billion, and are committed to represent your interests aggressively and professionally. For a free consultation please call us today at **1-888-411-LAWS (5297)**.

WEITZ & LUXENBERG LAW OFFICES
ASBESTOS DRUG/MEDICAL DEVICES ENVIRONMENTAL NEGLIGENCE

700 BROADWAY • NEW YORK, NY 10003
BRANCH OFFICES IN NEW JERSEY & CALIFORNIA
1.888.411.LAWS • www.weitzlux.com
ATTORNEY ADVERTISING. Prior results do not guarantee a similar outcome. We may associate with local firms in states where we do not maintain an office. NO RECOVERY. NO FEES OR COSTS.

We are also investigating
ACTOS™
BLADDER CANCER INJURIES

Do you take
VIAGRA
or
CIALIS?
SAVE \$500!
Get 40 100mg/20mg pills for only \$99.00
BUY THE BLUE PILL NOW!
Call **1-888-746-5615**
CALL NOW AND GET 4 BONUS PILLS FREE!
SATISFACTION GUARANTEED

MISCELLANEOUS

EARN COLLEGE ONLINE. *Medical, *Business, *Criminal Justice. Job placement assistance. Computer available. Financial Aid if qualified. SCHEV certified Call 888-201-8657 www.CenturaOnline.com

VACATION RENTALS

OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks.

Healthcare

will generate 3.2 million new wage & salary jobs*

How will you prepare?
Let Plaza College help you prepare with:

- Associate through Bachelor degrees
- Day, Evening & Weekend Classes
- Financial Aid for those who qualify
- Clinical Assistantships



CALL 718.514.7024
www.PlazaCollege.edu

74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS
* Source: BMO Capital Market and U.S. Dept. of Labor

Management

of companies and enterprises will grow 11.4%*

How will you prepare?

Let Plaza College help you prepare with:

- Associate through Bachelor degrees
- Day, Evening & Weekend Classes
- Financial Aid for those who qualify
- Career Placement Services



CALL 718.509-9167

www.PlazaCollege.edu

74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS
* Source: BMO Capital Market and U.S. Dept. of Labor

Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED

BUYING ALL Gold & Silver COINS FOR CASH! Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc - Near NYC 1-800-959-3419

Suite de la page (20)

l'œuvre de Mozart : Ruhe sanft, mein holdes Leben (3) (extrait de Zaïde). Ensuite, Micheline Laudun Denis a fait cavalière seule au piano pour interpréter le 1^{er} mouvement Largo-Allegro de la Sonate op 31, #2 de L.V. Beethoven.

Madame Alzire Rocourt a rejoint par la suite Madame Denis pour un tour de chant très ovationné par ce public de connaisseurs sur des œuvres de Widmung de R. Schuman, Verschwiegene Liebe (4) et Der Gärtner (5) de H. Wolf (1860-1903). De chants en chants, et de soprano en soprano, fut le tour de Nicole St. Victor avec Zeugnung (6), Morgen (7) et Ständchen (8) de Richard Strauss (1864-1949) suivi de Wiegenlied de M. Reger (1873-1949).

Les chants choraux ont fait suite aux chants solistes pour la pleine satisfaction des ouïes fines. Le tour de chants de la Chorale Sacré-Cœur/Saint-Louis de Gonzague sous la direction de Will, avec accompagnement de Josué Alexis au piano allait clore cette matinée musicale germanique. Ces jeunes aux talents incontestés ont interprété les neuf chants de Zigeunerlieder de J. Brahms (1833-1897).

Après la remise de plaques et de



La remise de plaques et de fleurs. Photo : Kesner Bien-Aimé

fleurs aux exécutant-es, le mot de la fin invitait les amants de la musique classique à espérer d'autres activités de ce genre, et ce dans un proche avenir. Il convient d'encourager les jeunes à pratiquer la musique, du moins de la bonne musique. C'est aussi une façon de perpétuer le cycle culturel si cher à notre identité. En outre, une bonne formation ne se limite pas uniquement aux équations mathématiques et aux règles de grammaire.

NDLR :

- Auf Flugein des Gesanges* : Sur les ailes de la chanson
- (2) *Zigeunerleben* : Chansons de tziganes
- (3) *Ruhe sanft, mein holdes Leben*: Repose calmement, mon tendre amour
- (4) *Verschwiegene Liebe* : Amour discret
- (5) *Der Gärtner* : Le Jardinier
- (6) *Zeugnung* : Dédicace
- (7) *Morgen* : Matin
- (8) *Ständchen* : Sérénade

Suite de la page (20)

Au milieu de la salle alignées sur un support les sculptures du tandem Jean Hérrard Celeur et André Eugène que nous avions présenté pour la première fois au grand public, dans une critique intitulée Eugène et Celeur : Les fers de la résistance, dans la page culturelle du quotidien Le Nouvelliste en été 2001. Ces deux artistes dont j'avais découvert les travaux sur l'invitation de Jean Yves et de Dieubon sont reconnus comme les chefs de file de l'école qui porte le nom d'Atis Résistants pour être conforme à l'article. Aujourd'hui, plusieurs années après, qu'en est-il exactement de leur démarche esthétique initiale ? Les fruits ont-ils vraiment tenu la promesse des fleurs ? Autant de questions auxquelles nous aimerions pouvoir répondre.

Hervé Thélémaque a brillé de mille bougies à deux pas de l'auteur d'Ultravocal ; son crayon est connu pour ses excentricités et malgré la distance

cert artistes est resté une icône dont la liberté est saluée, et qui n'en finit pas de renverser les conventions. Mieux connu en France qu'en Haïti, Hervé Thélémaque a réussi le difficile pari d'exister dans les milieux internationaux comme artiste peintre Haïtien, en n'étant pas catégorisé « naïf, primitif ». Ce qui était pratiquement difficile, voire impossible au cours des ces cinquante dernières années.

Edouard Duval Carrié continue, de son côté, sa longue quête dans l'imaginaire vodou, en repoussant à chaque fois les frontières vers d'autres conquêtes, d'autres avenues, d'autres défis. Son monde à lui, ou mieux, celui qu'il s'est construit au fil de longues années de résistance pour créer hors des sentiers battus, permet un regard neuf sur cette marque identitaire de l'Haïtien qu'est le vodou.

La visite de l'exposition est encore possible.

Matinée de musique savante



Wohin de F. Schubert ont été interprétés par Alzire Rocourt dont le timbre de mezzo soprano a été soutenu par les touches pianistiques Micheline Laudun Denis.

Photo : Kesner Bien-Aime

Par J. Fatal Piard

Le Service Culturel de l'Ambassade d'Allemagne et l'Association Culturelle Haitiano-Allemande ont présenté le dimanche 4 mars 2012 une grande manifestation musicale qui a fait salle comble. C'est à l'auditorium des sœurs de Ste Rose de Lima sis à Lalue en plein centre de la capitale haïtienne que s'est déroulée cette activité à haute teneur en musique savante.

Comme prévu au programme, en levée de rideau l'Ambassadeur d'Allemagne en Haïti Monsieur Jens-Peter Vos a prononcé les propos de bien venue. Le diplomate occidental a placé ce concert dans le cadre du renforcement des échanges culturels entre Haïti et la République fédérale d'Allemagne. En première partie, le public a apprécié les prouesses vocales de la chorale des Institutions Sacré-Cœur et Saint-Louis de Gonzague jumelées depuis 1996. Sous la direction de Will Hodgson, ces jeunes, accompagnés au piano par Josué Alexis, ont interprété



Jonathan Pérodin, le jeune violoniste de l'orchestre de chambre Vision Nouvelle de Iowa City.

Photo : Kesner Bien-Aime

le Deutsche Lied de Joseph Haydn (1732-1809).

Ensuite, la chambriste convaincue Micheline Dalencour, professeur d'initiation musicale aussi, allait exécuter Passacaille de G. F. Haendel (1685-1759). Al Chloé de W. A. Mozart (1756-1791) et Wohin de F. Schubert ont été interprétés par Alzire Rocourt dont le timbre de mezzo soprano a été soutenu par les touches pianistiques Micheline Laudun Denis.

Pour continuer en

musique savante cette inoubliable matinée, le talentueux accompagnateur Josué Alexis, professeur de piano à l'École de Musique Lyra a égrené les notes de la partition du 1^{er} mouvement adagio sostenuto de la Sonate opus 27 #2 du célèbre compositeur allemand L. V. Beethoven (1770-1827). La Fantaisie du Voyageur (der Wanderer) de F. Schubert allait servir d'enchaînement.

La Pianiste Micheline Laudun Denis ancienne élève de la célèbre Lina Mathon Blanchet épluchait les notes accompagnatrices pendant que la soprano lyrique à la voix limpide Monette Alcin en parfaite harmonie avec son professeur de chant Alzire Rocourt, elle-même une mezzo-soprano interprétaient Auf Flügeln des Gesanges (1) de F. Mendelssohn (1809-1847). Après que la chorale Sacré Cœur/Saint-Louis eut exécuté Zigeunerleben (2) de R. Schuman (1810-1856), Monette Alcin allait clôturer la 1^{ère} partie.

Après la pause de 15 minutes, le jeune violoniste de l'orchestre de chambre Vision Nouvelle de Iowa City, Jonathan Pérodin a exécuté avec une dextérité à nulle autre pareille la Sarabande-Gigue Partita #2 de J.S. Bach (1685-1750). Micheline Dalencour s'est montrée à la hauteur de sa renommée de pianiste à travers le 1^{er} mouvement Andante Grazioso de la Sonate en La, K.300 de Mozart.

Monette Alcin et Micheline Laudun Denis sont revenues sur scène. La 1^{ère} avec sa voix de soprano et l'autre avec ses doigts pelucheux allaient accomplir une prouesse avec

Suite à la page (19)

Global Caribbean III Haiti kingdom of this World

La ville de Miami accueille l'art Haïtien



Un tableau de Killy

Par Prince Guetjens

Depuis la fondation du Centre d'art Haïtien par le peintre et aquarelliste Américain De Witt Peters, inauguré le 10 Mai 1944, la première république noire du nouveau monde n'a pas cessé de renforcer ses positions sur l'échiquier artistique international. À la faveur de ce mouvement, nombre d'artistes se sont placés sur le rebord du monde et sont devenus des valeurs irréfutables dans le domaine de la création au cours de ces soixante-dix dernières années.

Haïti Kingdom of this world est une exposition itinérante accueillie par la Mairie de la ville de Miami, dans la grande salle du centre culturel, situé dans Little Haiti jusqu'au

mois d'Avril. Elle réunit des artistes plasticiens dans presque toutes les disciplines, des photographes, des sculpteurs, des peintres, des performeurs en vidéo artistique, placés les uns à côté des autres ; ils offrent une vue plus ou moins détaillée de ce qui se fait aujourd'hui dans l'imaginaire des artistes haïtiens vivant dans le pays et en dehors du pays.

Sergine André avec son installation vodou, Elodie Barthélemy qui installe des pains et du bois en terre cuite, Mario Benjamin installe des chaises assorties de représentations de poissons sous des vitres, Jean Héraud Celeur et André Eugène deux sculpteurs opérant à partir des rebuts, Maksudens Denis et Edouard Duval Carrié dans un premier temps. D'autres artistes comme Frankétienne, avec ses livres et sa

peinture qui dérangent, Guyodo, Sébastien Jean, Killy, Tessa Mars, Paskö, Pascale Monnin, Barbara Prezaut, Michelange Quay, Roberto Stephenson, Hervé Télémaque ont aussi participé à cette belle initiative.

L'organisation de l'espace ainsi que l'espace imparti à chaque artiste, en fonction de sa contribution et de l'Orientation globale de l'expo, comme c'est souvent le cas, ont joué un rôle capital dans la valorisation des œuvres exposées. À l'entrée, sur la gauche les tableaux de Frankétienne soutenus par le travail artisanal réalisé dans la préparation de certains de ses ouvrages incitent les spectateurs à une ouverture d'esprit et une rééducation de l'œil, comme une sorte de conditionnement pour continuer la petite randonnée.

Suite à la page (19)

THE HAITIAN DECLARATION OF INDEPENDENCE

THE STAMP ACT OF 1765

THE LOUISIANA PURCHASE

3 REVOLUTIONARY DOCUMENTS

ON VIEW TOGETHER FOR THE FIRST TIME

THROUGH APRIL 15 ONLY AT THE



NEW-YORK HISTORICAL SOCIETY
MUSEUM & LIBRARY
MAKING HISTORY MATTER

170 Central Park West at Richard Gilder Way (77th Street)
(212) 873-3400 nyhistory.org



AROMARK SHIPPIING



IS YOUR DIRECT CONNECTION TO HAITI

YON KONEKSYON DIREK POU HAITI

Aromark Shipping specializes in shipping full container loads with personal effects, household goods, commercial cargo, relief goods, etc...

We now ship cars, trucks & construction equipment every week to Haiti. **Sailing Time: 12 days.**
Vehicles received every Friday in Brooklyn.

ONE CALL DOES IT ALL
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE, CAP HAITIEN & GONAIVES

Please call **GABRIEL** or **ROBERT**: **Fax: (973) 690-5364**
Email: solutions@vmtrucking.com
973-690-5363 **www.HaitiShipping.com**